



2018

RAPPORT D'ACTIVITÉ



INITIATIVE 5%
SIDA, TUBERCULOSE, PALUDISME

 **EXPERTISE
FRANCE**

SOMMAIRE



STRATÉGIES P. 2

La lutte contre les pandémies n'est pas terminée	P. 2
"L'Initiative 5% joue un rôle crucial dans la politique française de santé mondiale", par Stéphanie Seydoux	P. 6
Résultats et impacts	P. 8



L'INITIATIVE 5% P. 16

Expertise France	P. 18
Notre mandat	P. 22
Notre expertise	P. 26
Perspectives	P. 32



NOS MODES D'ACTION P. 34

Canal Expertise	P. 36
Canal Projets	P. 40
Canal Pilote	P. 44



LES TROIS PANDÉMIES P. 82

Tuberculose	P. 84
Paludisme	P. 88
VIH/sida	P. 92



POPULATIONS CLÉS P. 68

Inclusion des groupes vulnérables	P. 70
Santé maternelle, néonatale et infantile	P. 74
Santé communautaire	P. 80



NOTRE APPROCHE P. 46

Accès aux financements	P. 48
Appui à la société civile	P. 54
Renforcement des systèmes de santé	P. 56
Capitalisation	P. 64

SIDA, TUBERCULOSE, PALUDISME

LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES N'EST PAS TERMINÉE

Depuis 2002, le Fonds mondial a fait ses preuves et la fin des trois grandes pandémies contemporaines est aujourd'hui envisageable. Une seule option : continuer à investir massivement pour mettre un terme aux infections et soutenir les systèmes de santé.

Avec la création du Fonds mondial en 2002, la communauté internationale s'est rassemblée pour faire front face au sida, à la tuberculose et au paludisme. Ce partenariat multilatéral inédit a permis un changement radical dans la lutte contre ces épidémies. Ce qui était jugé impossible est devenu réalisable grâce au travail du Fonds mondial et de l'ensemble des parties prenantes de la santé : gouvernements, chercheurs, groupes de la société civile et personnes vivant avec les maladies, agents de santé communautaires et organisations locales et internationales.

DES SUCCÈS à saluer

La mise en commun des moyens et le travail avec les différents acteurs font du Fonds mondial un modèle dont la pertinence n'est plus à prouver. Entre 2002 et 2017, 27 millions de personnes ont été sauvées par les programmes de santé soutenus par le Fonds mondial. Le nombre de

décès annuels dus au sida, à la tuberculose et au paludisme a reculé d'un tiers depuis 2002 dans les pays où le Fonds mondial a investi. Ces succès sont à mettre au crédit partagé des décideurs politiques et des militants, des ONG, des scientifiques et des agents de santé, des donateurs, et de tous les autres partenaires.

Ne relâcher ni les EFFORTS, ni la VIGILANCE

En dépit de ces victoires notables, les risques de résistance aux médicaments, de regain des infections et de propagation des trois pandémies ne doivent pas être négligés. En matière de santé mondiale, les succès ne sont pas immuables. Une baisse des investissements pourrait avoir de graves conséquences à l'heure où les infections au VIH restent extrêmement nombreuses, notamment parmi les populations clés. Seule la moitié des enfants vivant avec le VIH reçoivent des traitements antirétroviraux.



Tchad. Campagne de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées dans les villages. Objectif : atteindre toutes les personnes présentant un fort risque d'exposition au paludisme.



-37 %
de décès liés à la
TUBERCULOSE

**DEPUIS 2000,
DANS LE MONDE**



-60 %
de décès dus au
PALUDISME



-50 %
de décès imputables
au **SIDA**

La stigmatisation et la discrimination alimentent partout l'épidémie, surtout parmi les populations précaires. La tuberculose est toujours la maladie infectieuse la plus mortelle au monde et ses formes résistantes aux médicaments sont une menace croissante pour la sécurité sanitaire mondiale.

Enfin, une personne sur deux vit dans une zone à risque élevé en matière de paludisme. Les menaces biologiques de la résistance des parasites aux médicaments et des moustiques aux insecticides mettent en péril les progrès dans la lutte contre le paludisme.

« ACCÉLÉRER LE MOUVEMENT » pour éradiquer les pandémies

Intensifier la riposte, ce n'est pas seulement poursuivre la lutte contre les trois pandémies. C'est contribuer à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) pour 2030, notamment l'objectif 3 pour la santé et le bien-être de toutes et tous. Seuls des systèmes de santé pérennes, résilients, efficaces et inclusifs, en partie financés par les ressources domestiques des pays, permettront de mettre un terme aux épidémies. En contribuant à leur renforcement, le Fonds mondial ouvre la voie à la couverture sanitaire universelle (CSU).

Sauver des vies est un premier objectif immédiat. Mais à moyen terme, le Fonds mondial vise l'élimination des pandémies. Des ressources additionnelles doivent être mobilisées et investies pour soutenir les pays. Pour cela, en cette année de reconstitution de ses ressources, le Fonds mondial lance un appel pour accélérer le mouvement contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Seules onze années nous séparent de 2030 : ce n'est plus un horizon, c'est une cible, une ligne de mire. S'il recueille les 14 milliards de dollars espérés pour le prochain cycle de financement, le Fonds mondial pourra continuer à jouer son rôle de catalyseur en matière de lutte contre les pandémies. ○



Avec au moins 14 milliards de dollars, le Fonds mondial contribuerait à atteindre ces résultats sous réserve de niveaux soutenus de financements extérieurs, d'un accroissement des financements nationaux, de davantage d'innovation et de collaboration, et d'une mise en œuvre plus rigoureuse.

En 2019, la France accueille la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial

Dans un contexte délicat de possible regain des épidémies et d'incertitude quant aux financements dédiés à la santé, la France réaffirme son leadership en accueillant la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial.

Organisée tous les trois ans, cette conférence vise à recueillir des fonds et à mobiliser les partenaires dans l'optique d'en finir avec le sida, la tuberculose et le paludisme d'ici 2030, comme le prévoient les objectifs de développement durable.

La lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est depuis de nombreuses années un des axes prioritaires de la France qui fait partie des plus importants contributeurs aux fonds multilatéraux et a participé à la création du Fonds mondial.



« Comptant parmi les partenaires qui ont donné vie au Fonds mondial, la France fait preuve d'un formidable sens des responsabilités et d'un engagement sans faille à l'égard de la santé mondiale. »

PETER SANDS,
directeur exécutif du Fonds mondial



ÉDITO

“ L’INITIATIVE 5% EST CRUCIALE POUR LA POLITIQUE FRANÇAISE DE SANTÉ MONDIALE ”

Par **Stéphanie Seydoux**, ambassadrice pour la Santé mondiale



La France a fait de la santé mondiale et de la couverture santé universelle les deux axes forts de sa politique de développement international en matière de santé. Cela se traduit par nos investissements dans les fonds multilatéraux à hauteur de 538 millions d’euros par an, soit les deux tiers de notre aide publique au développement en matière de santé.

Un dispositif reconnu et efficace

L’Initiative 5% joue un rôle crucial dans la politique française de santé mondiale. Partie intégrante de la contribution annuelle française au Fonds mondial, elle apporte une expertise francophone aux pays éligibles afin de les appuyer dans l’élaboration et la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial. Depuis 2011, elle a financé 106 projets, dont 22 projets de recherche opérationnelle et 3 projets pilotes. Sur la seule année 2018, 78 missions

d’assistance technique ont été validées et 55 projets étaient en cours ou en préparation. 17 nouveaux projets sont financés suite à l’appel à propositions de 2018. Cette action est très appréciée par nos partenaires et particulièrement efficace en termes d’adaptation de la coopération française aux besoins des pays. C’est la raison pour laquelle, à partir de 2017, cette contribution indirecte a été élevée à 7% à l’échelle du triennum 2017-2019.

Une année d’exception pour l’expertise française en santé

2019 est une année charnière et cruciale pour la santé mondiale sous le leadership de la France. Cette année est l’occasion de mettre en valeur le rôle de premier plan reconnu à notre pays en matière de santé mondiale : dans le cadre de la présidence du G7 consacrée à la lutte contre les inégalités, la France met en avant les enjeux de santé à travers la thématique de l’accès aux soins de santé primaire.

L’Initiative 5% est partie prenante de cet engagement, notamment avec la mise en œuvre



Bénin. Réunion communautaire de formation sur la prévention de la transmission parent-enfant du VIH à Dangbo.

de l'Initiative présidentielle pour la santé en Afrique (IPSA) lancée début 2019 par la France. Cette initiative qui associe mobilisation politique et assistance technique renforcée est mise en œuvre par le biais du nouveau canal Pilote de l'Initiative 5% (voir pages 44-45).

Remobiliser pour éradiquer les trois pandémies

L'accueil à Lyon en octobre 2019 de la sixième conférence de reconstitution du Fonds mondial sous le haut patronage du président de la République constituera le point d'orgue de la séquence

**360 M€
par an**

**Contribution annuelle
directe de la France au
Fonds mondial
sur 2017-2019**

du G7 consacrée à la santé. Une opportunité unique de remobiliser la communauté internationale sur les enjeux liés à l'éradication des trois pandémies et au renforcement des systèmes de santé. Pour que cette conférence soit un succès, au moins 14 milliards de dollars doivent être collectés au profit du Fonds mondial. L'atteinte de cette ambitieuse cible financière et l'engagement budgétaire que les pays bénéficiaires seront prêts à prendre en faveur de la santé en 2019 seront deux impacts mesurables de ce travail de remobilisation, qui pourront être valorisés lors de la conférence. ◊

RÉSULTATS ET IMPACTS

L'INITIATIVE 5% VUE PAR...


Mark Edington

Directeur de la division
Gestion des subventions
du Fonds mondial

**« Un partenaire de choix
des acteurs nationaux
de plusieurs pays »**

Au cours de ces dernières années, nos mécanismes de planification conjointe et de coordination se sont améliorés et l'absorption des financements de l'Initiative 5% a été assurée par des interventions cohérentes et des appuis ciblés. La communication entre les équipes locales du Fonds mondial et celles de l'Initiative 5% est régulière et proactive.

Par son Canal Expertise, l'Initiative 5% a rapidement déployé de l'assistance technique pour combler des besoins critiques en ressources humaines à court et moyen terme, et a travaillé sur des composantes techniques des programmes. Ses interventions contribuent à la meilleure efficacité des programmes. Dans le cadre du Canal Projets, nos équipes continuent à améliorer la planification des besoins, la coordination et l'échange d'expérience. L'Initiative 5% reste le partenaire de choix des acteurs nationaux de plusieurs pays du fait de sa réactivité et de la qualité des services fournis. Nous comptons particulièrement sur cette collaboration fructueuse dans le cadre du prochain cycle de financement du Fonds mondial.


Ida Hakizinka

Directrice exécutive
Aidspan, observateur
indépendant du Fonds
mondial

**« L'Initiative 5% contribue
à combler les manques
sanitaires »**

Sur le terrain, l'Initiative 5% renforce les acteurs gouvernementaux comme ceux de la société civile dans la lutte contre les pandémies et ses actions sont innovantes et complémentaires. Sa recherche de partenariats et son alignement sur les autres acteurs, en particulier le Fonds mondial, apparaissent comme un trait saillant. Le partenariat nouveau entre l'Initiative 5% et Aidspan sera lui aussi innovant : il analysera en profondeur les dynamiques de l'Afrique francophone et documentera les résultats et l'impact des actions dans cette zone.

Région d'intervention prioritaire, l'Afrique centrale et occidentale accuse un retard certain en matière de santé et de lutte contre les épidémies. Mixer de l'assistance technique de court terme et des projets structurants de long terme a de forts impacts, en particulier sur les systèmes de santé très fragiles de la région. En renforçant les institutions de la conception et de la mise en œuvre des programmes sanitaires, l'Initiative 5% contribue vraiment à combler les manques sanitaires et à renforcer la qualité et l'efficacité des soins.



Jean-François Pactet

Sous-directeur du Développement humain, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



Saran Branchi

Conseillère régionale en santé mondiale, ambassade de France à Abidjan *

« L'Initiative 5% a su créer des synergies entre acteurs francophones »

L'Initiative 5% traduit l'engagement de la France pour renforcer la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial. Promotion des droits humains, équité et solidarité, réactivité et efficacité sont les principes d'action de l'Initiative 5%, qui agit en ligne avec les priorités françaises en santé mondiale. Elle a su créer des synergies entre acteurs francophones de la lutte contre les pandémies en mettant leurs expériences et leurs compétences au service de l'efficacité des financements du Fonds mondial. Son succès est salué par le Fonds mondial, les pays récipiendaires et tous ses partenaires.

Ses évolutions récentes amplifient son effet catalytique sur l'efficacité du Fonds mondial en renforçant les capacités, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en défendant des approches innovantes contre les pandémies. En cette année de reconstitution des ressources du Fonds mondial, l'Initiative 5% doit plus que jamais appuyer les pays dans la lutte contre les trois grandes pandémies et contribuer ainsi à renforcer l'efficacité de l'action du Fonds mondial.

« Un véritable levier d'appui rapide dans les pays »

L'Initiative 5% est extrêmement appréciée par les acteurs institutionnels, les instances de coordination nationale, la société civile, les structures de recherche et le Fonds Mondial. Sa souplesse lui permet de se positionner sur des secteurs porteurs et innovants : la prise en charge des usagères et des usagers de drogues avec Médecins du Monde en Côte d'Ivoire, la recherche opérationnelle sur le traitement antipaludique chez la femme enceinte au Ghana, l'appui à la gouvernance pharmaceutique au Togo et la traçabilité des antipaludéens en Côte d'Ivoire. Ce dispositif est un véritable levier d'appui rapide reconnu.

On peut citer des succès importants comme l'étude sur la mobilisation des cliniques privées ivoiriennes contre la tuberculose qui a abouti à l'engagement de nombreuses cliniques dans la réponse nationale. Il faut des restitutions de plus grande envergure avec les autorités de santé et nos partenaires comme l'OMS, le PEPFAR et les fonds multilatéraux, qui reconnaissent la contribution significative de l'Initiative 5% pour le renforcement de capacités et la meilleure mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

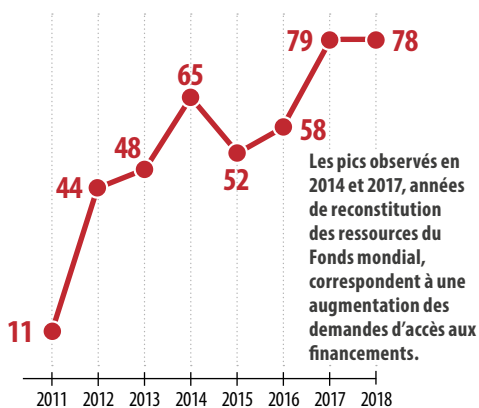
* Compétente pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Liberia, le Nigeria et le Togo.

RÉSULTATS ET IMPACTS

L'INITIATIVE 5% EN CHIFFRES

CANAL EXPERTISE DE 2011 À 2018

435 MISSIONS mises en œuvre



22 910
jours
d'expertise

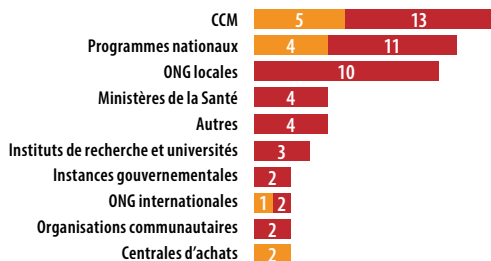
44
pays
bénéficiaires

970
expertes et experts
mobilisés

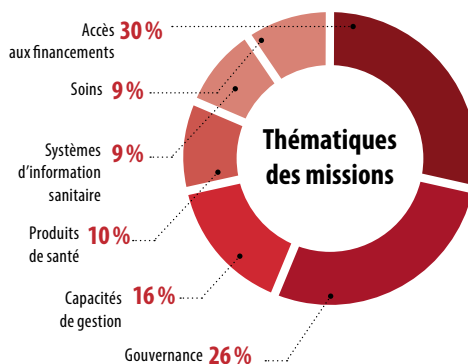
179
bénéficiaires
soutenus

51 BÉNÉFICIAIRES en 2018
12 bénéficiaires en 2011

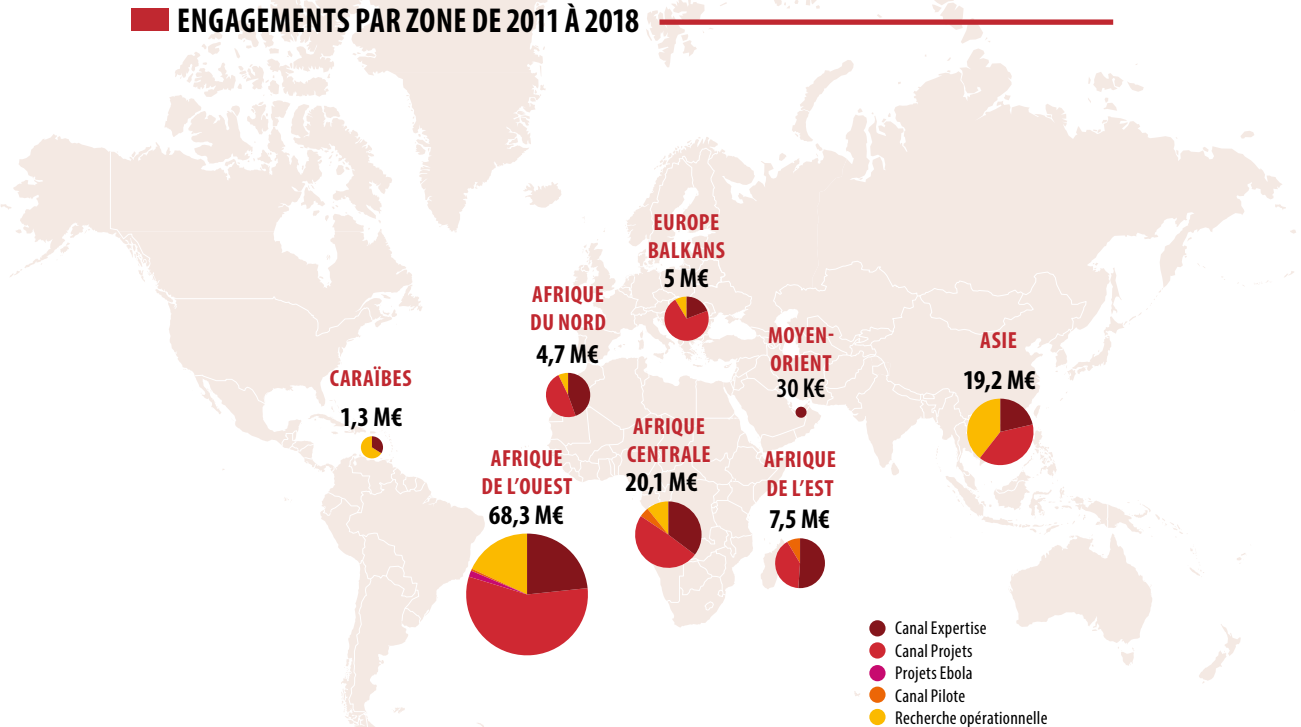
Entre 2011 et 2018, les bénéficiaires annuels des missions d'expertise ont triplé et se sont diversifiés passant de quatre à une dizaine de types d'acteurs.



+ DE 1 MISSION SUR 4 depuis 2011
pour accompagner l'accès aux financements



ENGAGEMENTS PAR ZONE DE 2011 À 2018



CANAL PROJETS DE 2012 À 2018

106 PROJETS financés

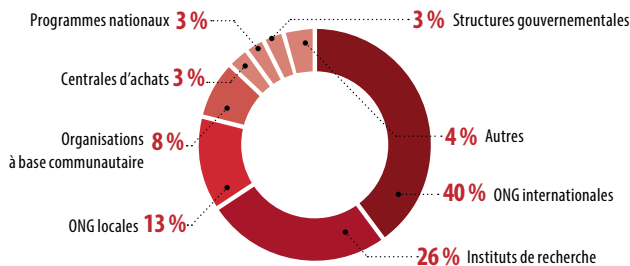
75
projets
d'intervention

22
projets de
recherche
opérationnelle

6
projets
Ebola

3
projets
pilotes

68 PORTEURS DE PROJETS accompagnés



Depuis 2011, 54 % des projets en moyenne sont portés par des acteurs du Sud. En 2018, cette répartition s'est largement accentuée en faveur du Sud pour atteindre 80 %.

RÉSULTATS ET IMPACTS

L'AUTONOMISATION, ENJEU CENTRAL DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Parmi les missions de l'Initiative 5% figure la promotion des savoirs et des savoir-faire. Le réseau d'expertes et d'experts qu'elle anime a pour mandat le partage des connaissances, indispensable à la transformation des modes de mise en œuvre, de gestion et d'administration des subventions du Fonds mondial et des systèmes de santé.

Les pays en développement sont souvent confrontés à des problématiques de fragilité dans la gouvernance de leurs institutions, d'insuffisances dans la performance des organisations et de déficit de qualification de la population active. La faiblesse des capacités des porteurs de projet, qu'ils soient publics ou privés, est le premier obstacle à un développement économique, social et sanitaire durable et inclusif. L'Initiative 5% place le renforcement des capacités au centre de son action car elle privilégie l'appropriation des savoir-faire par tous les acteurs des pays partenaires. L'objectif ? Améliorer l'impact des subventions du Fonds mondial et contribuer à la mise en place de systèmes de santé résistants et pérennes.

Combiner actions immédiates et appuis sur la durée

La mise en œuvre de projets long terme et la réalisation de missions d'expertise technique s'accompagnent de fortes pressions. D'une part,

la nécessité d'agir rapidement pour répondre aux besoins les plus urgents identifiés par les porteurs de projets et les bénéficiaires. Il s'agit alors de maximiser l'impact des subventions du Fonds mondial en fournissant des résultats rapides. D'autre part, l'exigence de renforcer les capacités des acteurs sur le long terme. L'enjeu est de provoquer des transformations politiques, sociales et sanitaires en accompagnant des processus pérennes orientés vers le changement.

Cette ligne de tension constitue le cadre de travail des expertes et experts techniques que mobilise l'Initiative 5%. Véritables acteurs et accompagnateurs du changement, ils s'adaptent



**ÉVALUATION
DES BESOINS
ET DES MOYENS**
Approfondir en amont
du projet l'analyse
du contexte institutionnel
et des capacités
de chaque partenaire

aux contextes d'intervention et aux parties prenantes et veillent à ne pas créer d'effet de substitution. La démarche d'apprentissage soutenue par l'Initiative 5% peut être initiée par des actions de formation en groupes (ateliers, mise en réseau) puis confortée, en fonction des compétences visées et des professionnels concernés, par des activités de coaching, de mentorat, de tutorat ou de compagnonnage.

Accompagner les processus de transformation

Sur chacune des thématiques prioritaires – gouvernance, accès aux financements, renforcement des capacités de gestion, appui aux systèmes d'information sanitaire, soins, accès aux produits de santé –, l'Initiative 5% se concentre sur des évolutions très qualitatives : évolutions des relations, des représentations ou des pratiques de chacun. Des approches ouvertes et évolutives qui permettent de construire de véritables dynamiques d'acteurs en capacité de faire face aux nombreux défis de la lutte contre les pandémies. ○

Cambodge. Formation au diagnostic du paludisme dans le cadre du renforcement des capacités techniques du Centre national de malarologie dans sa lutte contre l'émergence et la diffusion des souches multi-résistantes.



LES QUATRE PRINCIPES

DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



APPROCHE PARTENARIALE

Effectuer cette analyse conjointement avec le partenaire



SUR MESURE

Favoriser des approches différenciées selon les acteurs et les territoires



LONG TERME

Adopter une démarche décorrélée du temps du projet : le temps du projet n'est pas celui du renforcement des capacités

RÉSULTATS ET IMPACTS

PROMOUVOIR ET FINANCER LES APPROCHES RÉGIONALES

La lutte contre le paludisme au Cambodge, au Laos, en Birmanie, en Thaïlande et au Viêt Nam a connu un succès incontestable. Une preuve de l'efficacité des approches régionales et de la nécessité de mobiliser de nouveaux financements pour les soutenir.

En 2013, les programmes nationaux de lutte contre le paludisme des cinq pays de la sous-région du Grand Mékong se sont lancés, avec l'appui du Fonds mondial et de l'Initiative 5%, dans un ambitieux programme régional. Il est mené en partenariat avec des acteurs déjà impliqués dans la lutte : recherche, société civile, agences des Nations unies, partenaires techniques et financiers comme l'OMS, secteur privé.

Une réponse mutualisée à un enjeu régional

Cette stratégie mutualisée d'élimination du paludisme s'est imposée pour faire face à la diffusion des résistances aux traitements combinés à base d'artémisinine qui compromet les progrès de la prévention et de l'accès aux soins. La mortalité a baissé de 84 % entre 2012 et 2015, notamment grâce à un meilleur accès à la

prévention et aux soins. Déclinée par une subvention du Fonds mondial de 343 millions de dollars cumulés depuis 2014, la stratégie a produit des succès majeurs au cours des dernières années.



10
missions
d'expertise

Un engagement de long terme

Pour la troisième fois depuis 2013 et dans la perspective du nouveau cycle de financement du Fonds mondial, l'Initiative 5% renouvelle son engagement à mobiliser de l'expertise technique de haut niveau auprès de l'instance de coordination régionale pour mettre à jour le cadre stratégique du programme. Du succès de la conférence de reconstitution



349
jours d'assistance
technique

du Fonds mondial dépendra le montant de la prochaine enveloppe affectée à l'Initiative régionale de lutte contre la résistance à l'artémisinine (RAI) dans le but d'éliminer le paludisme dans le Grand Mékong. ◊

RAI : succès enregistrés, urgence identifiée

La gouvernance multi-acteurs de la RAI a été déterminante pour le succès des projets financés dans la région du Grand Mékong. Mais face à la menace de la pharmacorésistance, on ne peut baisser la garde, pour la région comme pour la sécurité sanitaire mondiale.

Quels sont les grands succès de cette approche régionale ?

I. G. : Nous sommes proches des objectifs d'élimination du paludisme dans les cinq pays. La RAI a permis de lutter efficacement dans les contextes les plus divers : populations migrantes, minorités ethniques, zones forestières... Et nous avons amélioré le niveau de surveillance épidémiologique.

A. D. : Les projets financés ont été essentiels pour réduire la prévalence du paludisme, dans un contexte d'accroissement des résistances aux traitements qui rend urgente l'élimination de la maladie.

Quels sont les grands défis à relever pour le prochain cycle de financement ?

I. G. : Il va falloir dépister et traiter les derniers cas. Ils concernent les zones les plus difficiles d'accès et les populations les plus marginales. Ils nécessitent beaucoup plus de travail et des ressources accrues. D'autant que le recul du paludisme à *P. falciparum* s'accompagne d'une recrudescence du paludisme à *P. vivax*. Une problématique qui doit être traitée d'urgence et pour laquelle nous manquons de moyens.

A. D. : Il est capital de maintenir le niveau de financement pour assurer la continuité des actions de cartographie, de prévention, de dépistage et de soin, à un niveau communautaire et dans toutes les zones concernées. La disponibilité de traitements efficaces contre les souches multirésistantes sera essentielle pour atteindre l'objectif d'élimination du paludisme dans la région.



Izaskun Gaviria,
gestionnaire de
portefeuille du Fonds
mondial



**Prof. Arjen
Dondorp,** président
de l'instance de
coordination régionale
de la RAI



Thaïlande. Un père accompagne sa femme et son enfant à la clinique de l'unité de recherche sur le paludisme (SMRU) à Wang Pha.

L'INITIATIVE 5%

Contribution indirecte de la France au Fonds mondial, l'Initiative 5% est depuis 2011 un acteur clé de la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Ce dispositif d'assistance technique dédié à l'accompagnement des pays récipiendaires (ou bénéficiaires) du Fonds mondial est plébiscité par ses tutelles comme par ses bénéficiaires.



EXPERTISE FRANCE

“Au cœur de la lutte contre les pandémies” ... P. 18

“Renforcer les systèmes de santé tout en luttant contre les maladies” P. 20

NOTRE MANDAT

Un dispositif au service de la lutte contre les pandémies P. 22

Nos équipes P. 24

NOTRE EXPERTISE

Un réseau d'experts au service de la lutte contre les pandémies P. 26

Intégrer l'approche genre dans les missions... P. 28

Nos actions en 2018 P. 30

PERSPECTIVES

“Intensifier le recul des maladies, là où les défis sont les plus forts” P. 32



France. Échanges entre bénéficiaires, expertes, experts et équipes de l'Initiative 5% lors de la conférence AFRAVIH en avril 2018 à Bordeaux.

EXPERTISE FRANCE

“ AU COEUR DE LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES ”

Par **Jérémy Pellet**, directeur général d'Expertise France



En 2018, Expertise France a poursuivi son développement et renforcé sa position au sein du dispositif français d'aide publique au développement. L'agence continue d'inscrire sa stratégie et ses interventions dans les priorités de la politique française de coopération internationale et de développement, et particulièrement en santé mondiale comme le démontrent les programmes de l'Initiative 5% présentés dans ce rapport.

L'Initiative 5%, financée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, intervient pour faciliter l'accès aux financements du Fonds mondial et pour accroître l'efficacité de ces mêmes financements.

L'expertise publique française et francophone mobilisée par Expertise France à travers l'Initiative 5% permet à l'agence de développer et de suivre des projets d'interventions dédiés aux trois grandes pandémies, au renforcement des systèmes de santé, à la sécurité sanitaire et à la recherche opérationnelle. Notre action dans ces domaines contribue à une politique de développement pérenne et égalitaire qui considère l'accès à la santé pour le plus grand nombre comme un socle indispensable, tout comme l'éducation.

Pour ce faire, nous proposons à nos partenaires une gamme complète de prestations

d'expertise et de solutions opérationnelles et innovantes pour répondre à leurs attentes, renforcer leurs capacités, et les aider à mener par eux-mêmes des projets de développement et des politiques de santé adaptés aux besoins des populations.

Comme l'a souhaité le Président de la République, la France accueillera pour la première fois la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial qui se tiendra à Lyon en octobre 2019.

Cette conférence internationale rassemblera des représentantes et représentants des pays donateurs, de la société civile et du secteur privé avec une ambition : lever au moins 14 milliards de dollars pour mettre un terme à ces trois

« La France a choisi de prendre le leadership sur le financement de la lutte contre les trois pandémies. »

pandémies d'ici 2030. Dans un contexte de baisse globale des financements au niveau mondial, la France a donc choisi de prendre le leadership sur le financement de la lutte contre ces pandémies.

Ces enjeux impactent naturellement au premier chef Expertise France, qui est au cœur de cette lutte contre les pandémies, et contribue à renforcer la complémentarité des modalités d'action multilatérale et bilatérale de l'aide française.

Notre action est particulièrement appréciée et utile en termes de visibilité et d'adaptation de la coopération française aux besoins des pays, car elle confère une dimension bilatérale à un investissement important de la France dans un fonds multilatéral.

Expertise France reste donc pleinement mobilisée pour assurer la promotion et la mise en œuvre de l'expertise et du savoir-faire français à l'international, grâce au professionnalisme et à l'engagement quotidien de ses équipes. ○

Expertise France

L'Initiative 5%, dont le budget représente en moyenne 7 % de la contribution de la France au Fonds mondial, est administrée par Expertise France, l'agence publique de coopération technique internationale.

Expertise France conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Avec un volume d'activité de 191 millions d'euros pour 63 000 jours d'expertise et plus de 500 projets dans plus de 100 pays, Expertise France intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue, aux côtés de ses partenaires, à la concrétisation de l'Agenda 2030.



Congo. Des cadres de la direction des soins infirmiers du CHU de Brazzaville montrent aux équipes comment utiliser la solution hydroalcoolique. Expertise France a renforcé les capacités techniques et managériales des personnels dans le cadre de son action en faveur des systèmes de santé.

EXPERTISE FRANCE

“ RENFORCER LES SYSTÈMES DE SANTÉ TOUT EN LUTTANT CONTRE LES MALADIES ”

Par **Antoine Peigney**, directeur du département Santé d'Expertise France



Fidèle aux engagements pris par la France dans le cadre de sa stratégie en santé mondiale 2017-2021, le département Santé d'Expertise France agit en faveur du renforcement des capacités des partenaires à mener des politiques de santé pérennes, efficaces et de qualité, accessibles au plus grand nombre.

Notre priorité est de mettre en œuvre des projets pour renforcer les systèmes de santé, contribuer à la sécurité sanitaire internationale, améliorer la santé des populations et promouvoir l'expertise et l'innovation françaises et francophones.

En 2018, les activités d'Expertise France dans le domaine de la santé se sont traduites par un engagement de 33,8 millions d'euros, représentant 18 % du budget de l'agence. Ce bilan est notamment porté par l'efficacité de l'Initiative 5% dont le budget a été relevé de 5 % à 7 % de la contribution

de la France au Fonds mondial en 2018, puis à 9 % en 2019.

Cette progression constante a naturellement entraîné un accroissement du nombre de missions d'expertise et de projets soutenus.

Et elle s'est accompagnée, ainsi que cela a été défini dans les termes de référence, d'une diversification des actions, avec notamment la création d'un appel à propositions dédié à la recherche opérationnelle et le développement de trois projets spécifiques sur le canal Pilote.

« En 2019, la montée en charge du dispositif n'est pas le seul défi que relève l'équipe de l'Initiative 5%. »

En 2019, la montée en charge du dispositif n'est pas le seul défi que relève l'équipe de



Sénégal. Un assistant social du centre de santé de Bignona échange avec un patient séropositif en situation de handicap.

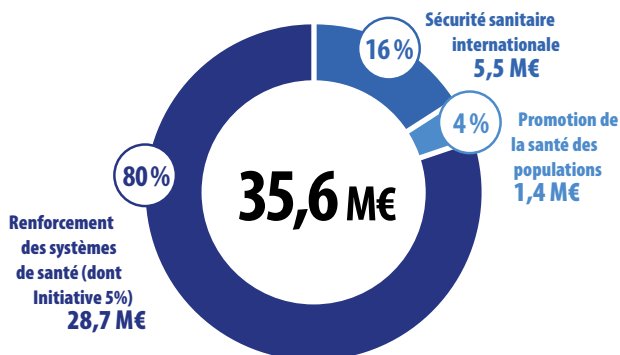
l'Initiative 5%. Comme l'a souhaité le président de la République, la France accueillera les 9 et 10 octobre prochains la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial.

À travers l'Initiative 5% qui participe à cet événement, Expertise France sera particulièrement mobilisée avec ses partenaires de l'équipe France pour valoriser les résultats de l'engagement français dans la lutte contre les pandémies et nourrir le plaidoyer en faveur d'un Fonds mondial soutenu à hauteur des besoins, condition indispensable au financement pérenne de la lutte contre les pandémies dans les trois années à venir. ○

Stratégie de la France en santé mondiale

- Renforcer les systèmes de santé tout en luttant contre les maladies
- Renforcer la sécurité sanitaire internationale
- Promouvoir la santé des populations
- Promouvoir l'expertise, la formation, la recherche et l'innovation françaises

ACTIVITÉ EN SANTÉ D'EXPERTISE FRANCE EN 2018



LE DÉPARTEMENT SANTÉ D'EXPERTISE FRANCE

Le département intervient dans une cinquantaine de pays, majoritairement membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Une équipe est présente dans sept de ces pays. Le département s'appuie sur plus de 60 collaborateurs au siège et sur le terrain.

NOTRE MANDAT

UN DISPOSITIF AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LES, PANDEMIES

L'Initiative 5% est la contribution indirecte de la France au Fonds mondial. Dispositif d'assistance technique et d'appui à des programmes, reconnu par ses bénéficiaires et ses administrations de tutelle, elle est un acteur clé de la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Depuis sa création en 2011, l'Initiative 5% appuie les pays éligibles, notamment francophones, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes soutenus par le Fonds mondial. L'objectif est de renforcer l'impact des financements pour les populations. Elle intervient en amont, pendant et en aval de l'allocation des subventions, à la demande des récipiendaires. Elle se consacre également au soutien et au renforcement des capacités structurelles de la société civile, des programmes nationaux ou encore d'organisations régionales.

Mise en œuvre par Expertise France, l'Initiative 5% met à disposition une expertise française et francophone adaptée à la situation et aux

besoins épidémiologiques des pays éligibles (voir pages 30-31). Elle contribue à renforcer la complémentarité des volets multilatéral et bilatéral de l'aide française en matière de santé mondiale et de lutte contre les trois pandémies.

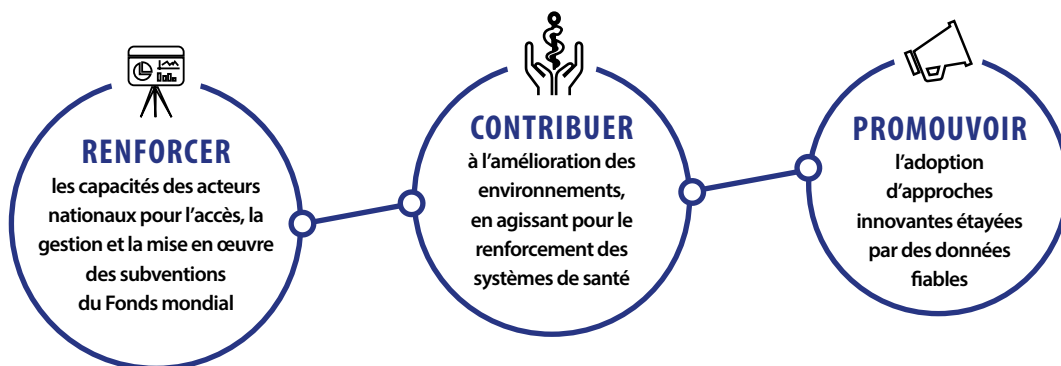
Trois modalités d'action complémentaires

Assistance technique, financement de projets et accompagnement de projets pilotes sont les trois canaux d'intervention de l'Initiative 5%. Le premier consiste en une mise à disposition d'un ou de plusieurs experts techniques auprès d'une structure récipiendaire pour appuyer l'obtention et/ou la mise en œuvre de financements du Fonds mondial (voir pages 36-39). Le deuxième canal d'action permet quant à lui de financer des projets complémentaires des programmes du Fonds mondial à travers des appels à propositions annuels (voir pages 40-43). La troisième modalité d'intervention permet de répondre de manière *ad hoc* à des défis stratégiques spécifiques à la suite d'une évolution des besoins ou des priorités (voir pages 44-45).





OBJECTIFS DE L'INITIATIVE 5%



Montée en puissance d'un dispositif efficace

L'Initiative 5% s'est vue confier 7 % en moyenne de la contribution de la France au Fonds mondial sur le triennum 2017-2019, soit 25 millions d'euros par an. Une part en hausse grâce aux succès du mécanisme dans les pays bénéficiaires et à sa pertinence démontrée par les évaluations menées auprès de ses parties prenantes.

Dispositif de l'écosystème français de l'aide au développement, l'Initiative 5% répond

aux exigences en matière de redevabilité et de transparence. Une partie de ses dépenses transversales est allouée aux actions de suivi-évaluation et de capitalisation : retours d'expérience, évaluations et analyse d'impacts. L'objectif est bien de mesurer en permanence l'efficacité des méthodes et des réponses pour garantir des résultats durables en matière de riposte aux pandémies. L'évaluation du dispositif commanditée en 2017 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a d'ailleurs confirmé l'Initiative 5% dans son rôle d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. ○

COORDINATION COMMUNICATION



LOUISE VIRAULT
Coordinatrice
communication



JULIEN DIJOUX
Assistant
de communication



VÉRONICA NOSEDA
Chargée de projets
Recherche opérationnelle



AUDREY ABIT
Chargée de projets
Bénin, Cap-Vert,
Géorgie, Mauritanie



JOSÉ BOFF
Chargé de projets
Comores, Côte d'Ivoire,
Djibouti, Haïti



ISABELLE CARTOUX
Chargée de projets
Birmanie, Burkina Faso,
Ghana, Monténégro



HASSIBA LOUNIS
Chargée de projets
Rwanda, Éthiopie,
Mozambique



MARIE MARTIN
Chargée de projets
Niger, Ukraine, Guinée-
Bissau, Arménie



SOUMEYA RAHLI
Chargée de projets
Guinée, Sénégal, Togo



**SÉBASTIEN
THIMALON**
Assistant
de projets



SONIA ZEZEM
Assistante
de projets



MAMADOU DIENG
Coordinateur
technique

PÔLE GRANDES PANDÉMIES/ INITIATIVE 5%



ÉRIC FLEUTELOT
Directeur technique



ANTOINE PEIGNEY
Directeur du département
Santé d'Expertise
France

PÔLE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ

DIONKÉ FOFANA
Responsable

PÔLE INTERVENTIONS EN SANTÉ

SANDRA PERROT
Responsable

PÔLE D'APPUI TECHNIQUE ET TRANSVERSAL

CAROLINE COMITI
Responsable



ELSA GOUJON
Chargée de
suivi-évaluation



ANNE BEUGNY
Experte ingénierie
de la formation



**NEMDIA
DACENY**
Chargée de
suivi-évaluation



**CAROLINE
DAMOUR**
Experte pharmacie/
médicament



**ABDESSAMAD
BENALLA**
Expert médical
santé publique



**PERRINE
DUROYAUME**
Chargée
de capitalisation



INTISSAR BEL-HADJ

Chargée de projets
Égypte, Liban, Mali,
Maroc, Tunisie



REBECCA GILLARD

Chargée de projets
Congo-Brazzaville, Gabon,
Madagascar, Maurice



ADELINE LAUTISSIER

Chargée de projets
Cambodge, Laos,
Thaïlande, Viêt Nam



PAULINE LAVIROTTE

Chargée de projets
Burundi, Tchad



AMANDA MUNOZ

Chargée de projets
Cameroun, Centrafrique, RDC



CÉCILE ALIM

Assistante
de projets



ÉLODIE ANTHOIOZ

Coordinatrice
technique

PROJET IPSA



ANNICK JEANTET-QUENTIN

Coordinatrice



CONSTANTE SASSINE

Assistante de projets

COORDINATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE



ELSA MARCONNET

Coordinatrice
administrative et
financière



SOADE LATRACH

Assistante administrative
et financière

NOS ÉQUIPES

L'Initiative 5% est placée sous la tutelle du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Ses orientations stratégiques sont mises en œuvre par Expertise France, l'agence publique de la coopération technique internationale française.

LES COMITÉS

Les comités de l'Initiative 5% regroupent des représentantes et représentants des ministères, d'ONG, d'agences de développement et de recherche. Ils reflètent dans leur composition la dimension plurielle et multi-acteur propre à l'esprit du Fonds mondial.

LE COMITÉ DE PILOTAGE

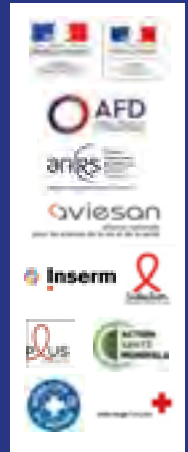
Il étudie et émet un avis sur les demandes d'assistance technique présentées dans le cadre du Canal Expertise (voir page 36) et valide les budgets en cas d'avis favorable. Il s'est réuni onze fois en 2018. Pour répondre aux demandes urgentes, six consultations à distance des membres du comité ont également été réalisées durant l'année par voie électronique.

LE COMITÉ DE PRÉSÉLECTION DES PROJETS

Il peut être amené à définir les thématiques des appels à propositions publiés dans le cadre du Canal Projets (voir page 40) et leurs critères de sélection. Il émet un avis sur les projets présentés et valide leur sélection finale suite à leur évaluation. Il rassemble les membres du comité de pilotage, du Fonds mondial et les évaluateurs et évaluateuses des projets.

LE COMITÉ STRATÉGIQUE

Il fixe les orientations stratégiques de l'Initiative 5% et propose les évolutions nécessaires à l'atteinte de ses objectifs, dans le cadre de la stratégie définie par le MEAE. Il définit les thématiques des appels à propositions, examine les propositions de financement pilote et réfléchit aux modalités d'actions, aux actions menées et aux enjeux du dispositif.



NOTRE EXPERTISE

UN RÉSEAU D'EXPERTS AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

L'argent ne suffit pas dans la guerre contre les trois pandémies : une assistance technique réussie est indispensable à la mise en œuvre des activités soutenues par le Fonds mondial.

Pour faire appel à l'Initiative 5%, les pays éligibles doivent partager leurs besoins en assistance technique. L'équipe de l'Initiative 5% analyse alors les besoins exprimés, consulte son réseau et élabore une proposition d'assistance technique. Le temps est un facteur clé : l'une des valeurs ajoutées de l'Initiative 5% est de pouvoir mobiliser rapidement les bonnes com-

178
expertes et experts
mobilisés en 2018

pétences. Les expertes et experts peuvent venir de France, d'autres pays francophones ou anglophones, ou bien sûr du pays ou de la région d'où émane la demande.

Favoriser la circulation des savoir-faire

Au niveau local et régional, le choix des expertes et experts répond à deux priorités : d'une part combiner les expertises et promouvoir les réflexions régionales ; de l'autre, construire des réseaux d'expertise locale

pour renforcer les compétences dans les pays d'intervention. C'est pourquoi les missions font fréquemment appel à un binôme associant une expertise locale ou régionale à une expertise internationale.

Un suivi rapproché des missions d'expertise

À l'Initiative 5%, les personnes en charge du suivi de projet suivent au quotidien les expertes et experts sur le terrain pour les appuyer dans la conduite de leur mission et les aider à résoudre les éventuelles difficultés rencontrées. Les spécialistes mandatés auprès des bénéficiaires peuvent également bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques clés promues par l'Initiative 5%. En témoigne l'attention systématique et transversale portée à la question du genre dans la conduite des missions d'expertise (voir pages 28-29), avec pour objectif global d'accroître l'impact des subventions du Fonds mondial. ○



Thaïlande. La professeure Rose McGready dirige le département de la santé maternelle et infantile au SMRU. En compagnie de l'équipe médicale de la clinique du SMRU de Wang Pha, elle consulte et effectue le suivi des grossesses des femmes qui se présentent à la clinique.



Viviane Leu,
experte en santé publique

« *Être experte nécessite d'être flexible* »

Je collabore avec l'Initiative 5% depuis six ans pour des missions d'appui technique de court terme. Il peut s'agir de missions d'appui à l'élaboration d'une proposition de financement, de soutien aux bénéficiaires et aux sous-bénéficiaires pour la mise en œuvre des subventions, d'évaluation des conditions requises pour un changement de bénéficiaire principal ou de renforcement des capacités des CCM.

Durant ces missions, je travaille aussi bien en équipe que seule, avec des niveaux de responsabilité variés. Être experte nécessite de bien connaître les exigences du Fonds mondial et d'être suffisamment flexible pour s'adapter aux partenaires des différents pays. Il faut également des capacités d'écoute et d'analyse, et être capable de travailler sous pression pour tenir les échéances.



Inga Oleksy,
consultante en santé mondiale

« *Un esprit collaboratif dès la première réunion* »

L'Initiative 5% m'a chargée d'accompagner l'élaboration du suivi-évaluation de la riposte au VIH/sida au Monténégro (voir page 51). Cette mission impliquait de travailler main dans la main avec le Fonds mondial alors que le pays était toujours en train de négocier sa subvention : une première. Je me suis rendue sur place à quatre reprises pour accompagner l'ensemble des acteurs tout au long du processus de diagnostic et d'amélioration du système en place. Une part essentielle de ma mission a été de faciliter la communication entre les intervenants (gouvernement, ONG, CCM, Fonds mondial) pour les fédérer autour de l'objectif commun.

La chargée de projet de l'Initiative 5% a joué un rôle déterminant en instaurant un esprit collaboratif entre les parties prenantes dès la première réunion à distance. Elle m'a également soutenue de bout en bout, attentive aux progrès mais aussi aux difficultés éventuelles pour adapter la feuille de route en cas de besoin.

NOTRE EXPERTISE

INTÉGRER L'APPROCHE GENRE DANS LES MISSIONS

L'Initiative 5% considère le genre comme un enjeu de développement essentiel. Elle s'engage pour l'intégration transversale de l'approche genre dans l'ensemble de ses activités avec pour objectif global d'accroître l'impact des subventions du Fonds mondial.



Éthiopie. 38 000 agents et agentes de santé communautaire ont été formés avec le soutien du Fonds mondial pour amener les services de santé aux communautés rurales isolées. Ce programme a contribué à transformer les rôles genrés dans les communautés en intégrant des milliers de femmes.

La stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères engage l'ensemble de ses opérateurs à élaborer et à mettre en place leur propre stratégie genre. Inscrite dans le cadre des Objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies, la stratégie genre d'Expertise France vise l'atteinte de l'ODD 5, à savoir « Contribuer à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles ».

Reconnaître le lien entre genre et pandémies

Face à certaines maladies, les femmes sont plus vulnérables que les hommes. Elles sont souvent moins éduquées, moins informées sur la sexualité, plus dépendantes que les hommes de leurs familles – culturellement et économiquement – et moins représentées dans les sphères de décision. Elles représentent aujourd'hui la majorité des nouvelles infections du VIH et sont particulièrement vulnérables au paludisme et à la tuberculose durant la grossesse. Enfin, elles sont majoritairement les seules en charge des soins et de la protection des enfants, elles-mêmes particulièrement vulnérables aux trois pandémies.

Sensibiliser les expertes et les experts aux questions de genre

La communauté internationale ne mettra pas fin aux pandémies sans porter une attention accrue aux vulnérabilités liées au genre. Les violations des droits humains, les inégalités, les violences basées sur le genre sont des obstacles majeurs à l'accès aux services de santé. L'Initiative 5% a mené une réflexion avec les expertes et les experts qui mettent en œuvre les missions d'assistance technique pour les guider dans l'intégration du genre dans leurs projets. Un groupe de travail a été constitué et un webinaire de sensibilisation à distance et une boîte à outils ont été développés. Une vidéo de présentation,

un module « Genre et pandémies », un module « Genre et type d'appui » et un module « Genre et méthodologies de mission » séquentent le webinaire de l'Initiative 5%, déployé en phase pilote depuis début 2019.

Intégrer le genre dans les projets

Grâce à ces outils et à cette démarche de sensibilisation, l'approche genre s'intègre progressivement dans tous les appuis de l'Initiative 5%. Les appels à projets de l'Initiative 5% ont également été renforcés par une note de cadrage sur le genre, sujet déterminant dans la sélection des projets. Cette note pose une liste indicative de questions que chaque structure porteuse de projet peut se poser durant la conception et le développement d'un projet.

L'ensemble des projets sélectionnés sont revus par un ou une spécialiste en matière d'intégration de l'approche genre et font l'objet d'un accompagnement spécifique.

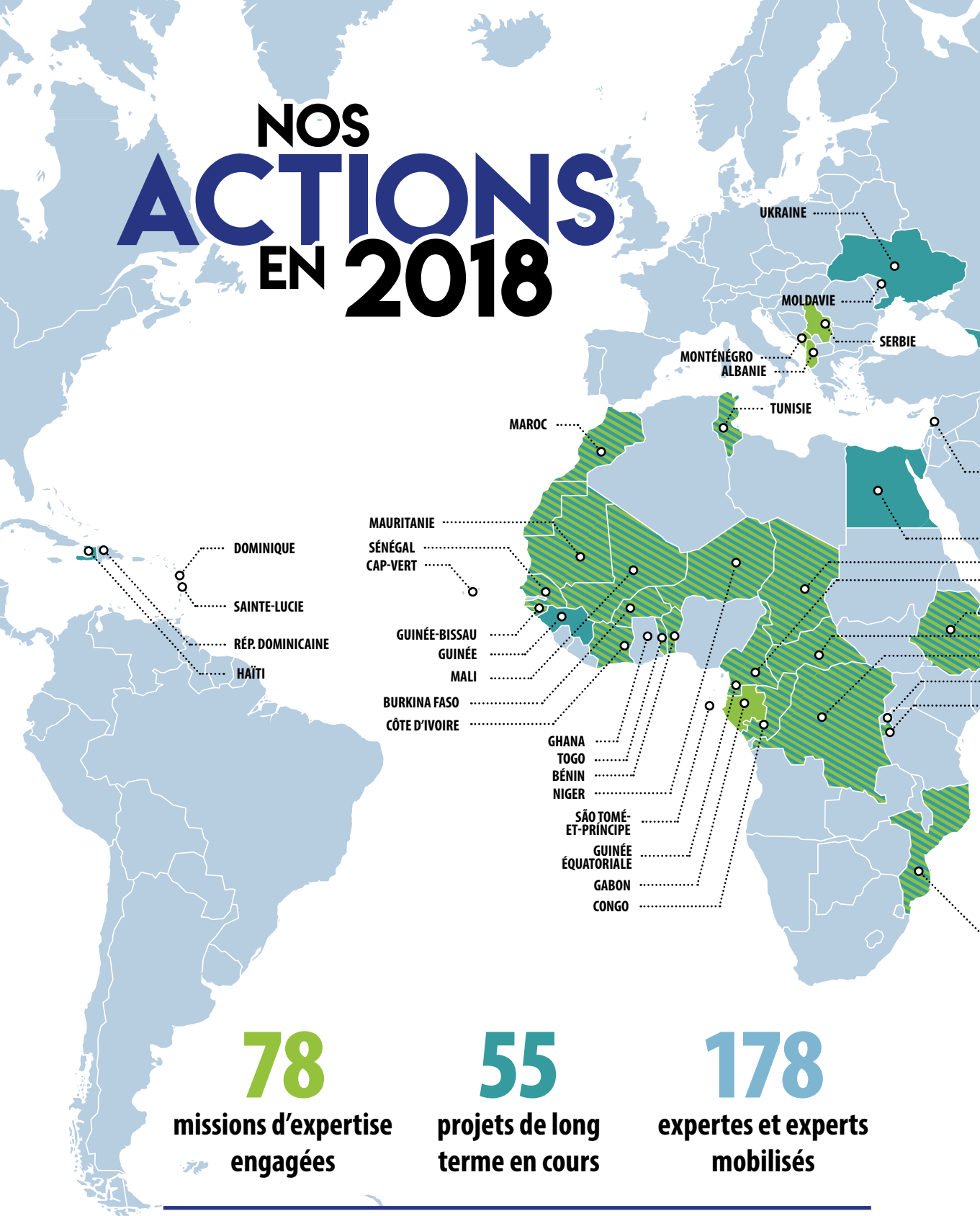
Défis et perspectives

Une première étape a donc été franchie par l'Initiative 5% : la dimension genre est désormais prise en compte en amont des projets et des missions. Il est désormais nécessaire d'accompagner les acteurs pour qu'ils portent un regard genre tout au long de leurs interventions et de la mise en œuvre des projets pour en faire progressivement une condition des appuis tout en accompagnant le changement des représentations et des pratiques. Les enjeux liés au suivi-évaluation de l'intégration du genre sont cruciaux pour renforcer les actions et accélérer le mouvement dans la lutte contre les épidémies. ○

 **À regarder sur YouTube** : Initiative 5% – Intégrer le genre dans l'expertise technique

La communauté internationale ne mettra pas fin aux pandémies sans porter une attention accrue aux vulnérabilités liées au genre.

NOS ACTIONS EN 2018



78

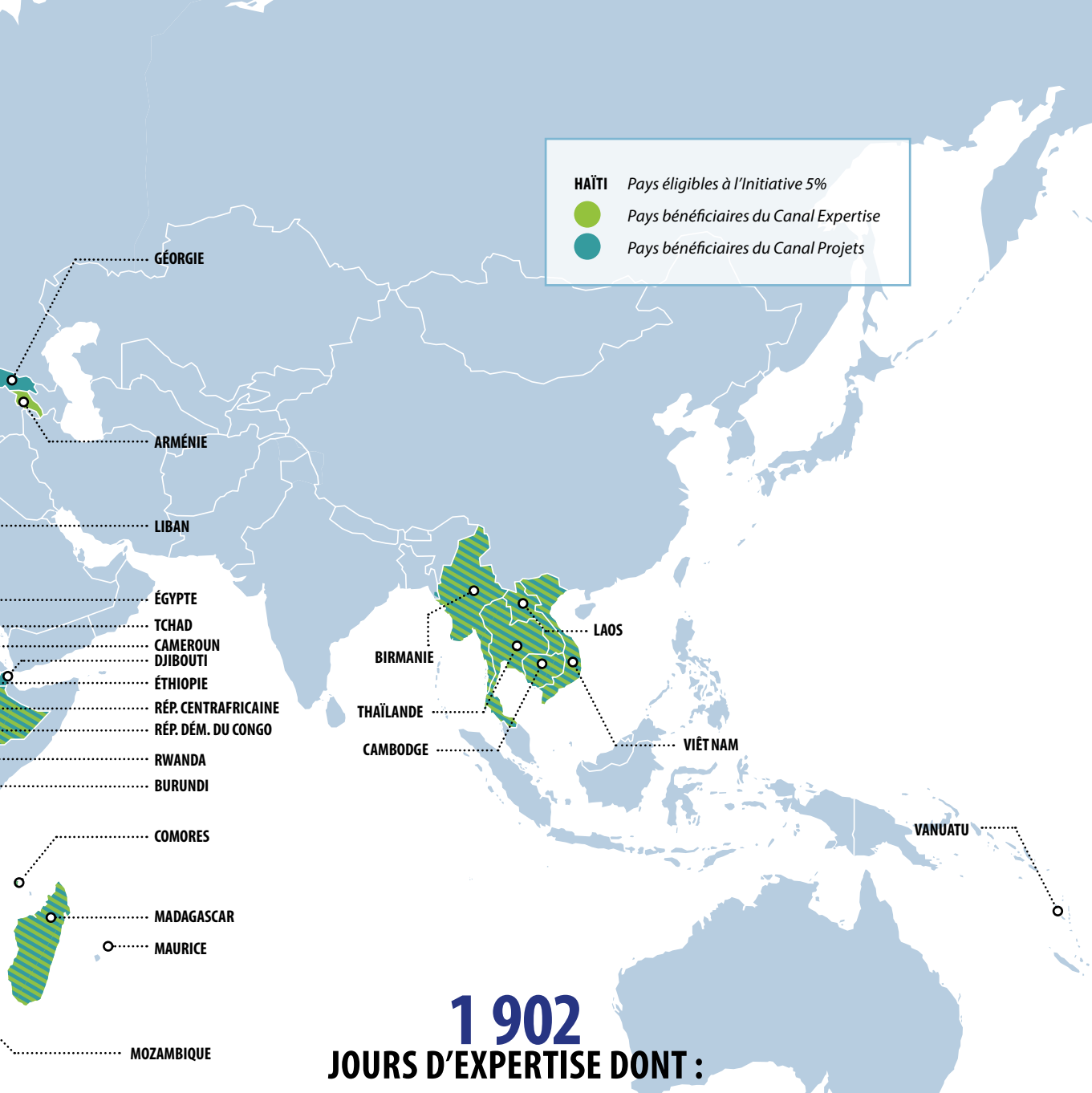
missions d'expertise
engagées

55

projets de long
terme en cours

178

expertes et experts
mobilisés

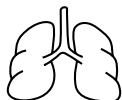


1 902

JOURS D'EXPERTISE DONT :



VIH/sida
634



Tuberculose
499



Paludisme
16



Renforcement
des systèmes de santé
753

“ INTENSIFIER LE REcul DES MALADIES, LÀ OÙ LES DÉFIS SONT LES PLUS FORTS ”



Par **Éric Fleutelot**, directeur technique du pôle Grandes pandémies/
Initiative 5%, département Santé d'Expertise France

Aucun retard n'est tolérable dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Car tout retard se traduit par de nouvelles infections et toujours plus de morts.

En complément des investissements de la communauté internationale, *via* le Fonds mondial, Expertise France met en œuvre une palette d'appuis coordonnés et de plus en plus intenses. L'objectif est de relever les défis présents et à venir, avec une Initiative 5% agile et dynamique, au service de la santé des populations.

Les pays éligibles à l'Initiative 5%, qu'ils soient en Afrique, en Europe de l'Est ou encore en Asie du Sud-Est, réalisent depuis des années des progrès remarquables ; mais les impacts des politiques de lutte contre les maladies et des investissements réalisés tant par le Fonds mondial que par les gouvernements souffrent d'importants disparités. Et ce n'est pas étonnant ! Certains pays ont connu des crises majeures, avec des conflits, des actions terroristes, une

forte instabilité politique ; d'autres (ou parfois les mêmes) souffrent dramatiquement du changement climatique et voient leur environnement changer. Les crises économiques peuvent s'ajouter à des flambées épidémiques. Le tableau est sombre, parfois très sombre.

Dans le même temps, la situation épidémiologique tend à évoluer. Globalement, la lutte contre la tuberculose et le paludisme marque le pas. Les progrès passés sont incontestables, mais est-il possible d'en enregistrer de nouveaux ? Quant à la lutte contre le VIH, elle reste difficile car il semble que le plus simple a été fait : comment assurer la qualité d'une prise en charge tout au long de la vie dans des contextes aussi délicats ? Et si un nombre croissant de patientes et de patients ont effectivement accès aux traitements, *quid* de la discrimination qui ruine les vies de ces individus et de leurs familles ? Enfin,



Thaïlande. Chaque jour, des migrants birmans rejoignent illégalement la Thaïlande pour le travail. Le projet M-Fund, porté par Dreamlopmments et soutenu par l'Initiative 5%, leur propose une assurance maladie à faible coût (voir page 72).

comment ne pas citer la montée inquiétante des résistances, qu'elles soient aux antirétroviraux, aux antituberculeux, aux antipaludiques ou encore aux insecticides ?

Si l'Initiative 5% se vante, à juste titre, de réagir rapidement aux besoins des pays pour améliorer leur accès aux financements du Fonds mondial et pour améliorer l'efficacité dans la mise en œuvre des subventions, reste qu'il faut être prêt à relever les défis des années à venir. Peu à peu se dessine une évolution de nos modalités d'intervention pour renforcer les dispositifs d'appui technique et planifier l'assistance technique de manière raisonnable, et pas seulement à court terme. Parallèlement, l'Initiative 5% soutient des ONG, des instituts de recherche, des programmes nationaux, etc. L'objectif est d'encourager des expérimentations, des approches innovantes, des projets pilotes

qui ont vocation à changer les pratiques, la manière de travailler, ou bien à faire évoluer les politiques de santé dans les pays.

Tous les appuis de l'Initiative 5% seront vains si l'assistance technique et les appuis aux projets ne reposent pas sur une approche fine, individualisée, pays par pays, organisme par organisme. Coconstruire pour fournir une opportunité de renforcement des compétences est une obligation ; rien de durable n'est possible si le travail quotidien se fait en substitution. C'est aussi en étant consciente des risques potentiels de telles interventions que l'Initiative 5% entend poursuivre son partenariat avec tous les pays éligibles, à la hauteur de leurs besoins. ○

« Il faut être prêt à relever les défis des années à venir. »

NOS MODES D'ACTION

Missions d'assistance technique et financements de projets sont les deux canaux d'intervention historiques de l'Initiative 5% pour appuyer ses bénéficiaires. Un dispositif qui s'étoffe cette année, avec une nouvelle modalité stratégique pour soutenir des projets innovants.



CANAL EXPERTISE

Une expertise technique
à la demande P. 36

Un nouvel appui : l'assistance
technique planifiée P. 38

CANAL PROJETS

Financer des initiatives
de long terme P. 40

17 nouveaux projets
sélectionnés en 2018 P. 42

CANAL PILOTE

Des projets pour
innover dans la lutte
contre les pandémies P. 44



Congo. Échanges entre les membres de la société civile et la chargée de projets en marge d'une réunion du CCM.

CANAL EXPERTISE

UNE EXPERTISE TECHNIQUE À LA DEMANDE

Le Canal Expertise est le dispositif d'assistance technique de l'Initiative 5%. Lancées tout au long de l'année, les missions durent un an au maximum. Leur but : appuyer les acteurs de la lutte contre les pandémies dans l'accès aux subventions du Fonds mondial et dans leur mise en œuvre.


Le Canal Expertise est destiné à toutes les parties prenantes des programmes financés par le Fonds mondial dans les pays éligibles à l'Initiative 5%. Les bénéficiaires de ces appuis techniques peuvent être les instances de coordination nationale (ou *Country Coordinating Mechanisms* - CCM), les récipiendaires principaux, sous-récepteurs et sous-sous-récepteurs du Fonds mondial, les programmes nationaux de lutte contre les pandémies, les organismes publics, les structures de recherche et les acteurs de la société civile.

Des missions de court et de moyen terme

Ces missions d'expertise facilitent l'accès des bénéficiaires aux subventions du Fonds mondial et renforcent leur mise en œuvre. À chaque étape du cycle du financement, elles peuvent répondre rapidement aux besoins des structures éligibles : conduite du dialogue national, élaboration des demandes de financement, mise en œuvre des subventions, suivi stratégique...

Dans les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France, ces interventions peuvent prendre la forme d'un accompagnement renforcé. Une planification stratégique des besoins, effectuée en amont avec les pays bénéficiaires, permet de construire ce type d'appui.

Un accompagnement local, national et régional

Les structures bénéficiaires de la mission d'expertise doivent exprimer leurs demandes à l'ambassade de France du pays qui les transmet à l'Initiative 5%. Une demande régionale est possible si elle est portée par un seul organisme, par exemple une instance de coordination régionale, et si tous les pays concernés par la demande sont éligibles à l'Initiative 5%. 

LE CANAL EXPERTISE DE 2011 À 2018



435

missions
réalisées



970

expertes et experts
mobilisés



44

pays bénéficiaires
dans le monde

LANCEMENT D'UNE MISSION D'EXPERTISE LES ÉTAPES CLÉS

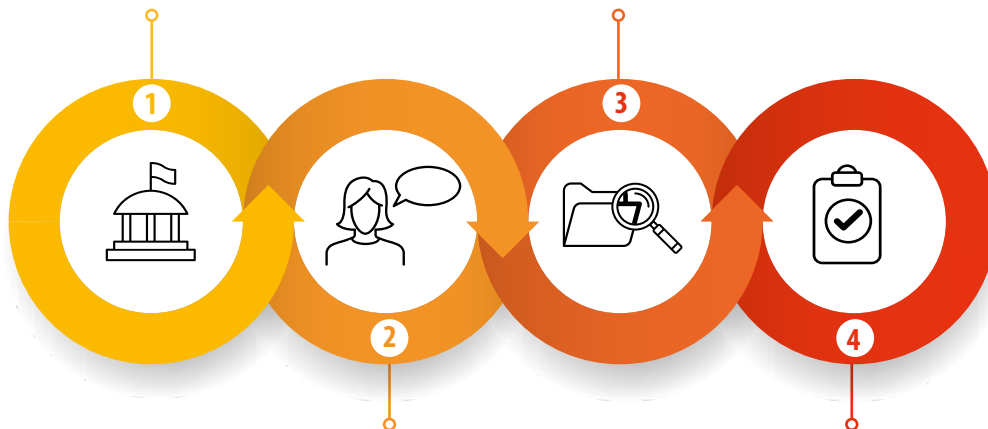
Les missions de l'Initiative 5% sont déployées après étude et approbation de la demande des bénéficiaires par le comité de pilotage.

Envoi de la demande à l'ambassade de France

L'organisme bénéficiaire adresse sa demande au service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France de son pays.

Instruction du dossier

La chargée ou le chargé de projet de l'Initiative 5% en charge du pays concerné vérifie l'éligibilité de la demande, prépare le budget, rassemble les éléments de contexte manquants et la présente au comité de pilotage.



Avis de la conseillère ou du conseiller régional en santé mondiale

La conseillère ou le conseiller régionale en santé mondiale émet un avis d'opportunité sur la demande et recueille les avis d'autres parties prenantes (Fonds mondial, AFD, COCAC).

Approbation de la demande

Le comité de pilotage étudie la demande. Si son avis est favorable, les termes de référence sont élaborés, complétés et discutés entre la chargée ou le chargé de projets et l'organisme bénéficiaire. En cas d'avis défavorable, la demande peut être retravaillée pour prendre en compte les recommandations du comité.

CANAL EXPERTISE

UN NOUVEL APPUI : L'ASSISTANCE TECHNIQUE PLANIFIEE

L'Initiative 5% met à disposition de ses bénéficiaires une expertise technique en construisant des missions adaptées à leurs besoins. En 2018, elle réinvente ses modalités d'action. Décryptage d'une nouvelle forme d'appui, l'assistance technique planifiée.

Missions ponctuelles en réponse à une demande de bénéficiaires, appuis techniques tout au long du cycle de financement du Fonds mondial ou accompagnement résidentiel : depuis 2011, l'expertise technique mise à disposition par l'Initiative 5% prend différentes formes. L'assistance technique planifiée enrichit désormais ces modalités d'action. Elle répond à un besoin d'appui plus complet exprimé par les bénéficiaires. Son but : renforcer durablement leurs capacités et favoriser l'appropriation de la gestion des financements du Fonds mondial.

Faire évoluer les missions et mieux répondre aux besoins

En 2018, dans le cadre de l'évaluation stratégique de l'Initiative 5% commanditée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en 2017, différents bénéficiaires ont été interrogés sur les dispositifs de l'Initiative 5%. Pour les structures publiques et les instances de coordination nationale (CCM) du Niger, de la Mauritanie, de la République centrafricaine, du Tchad ou encore

du Mali, les missions longues et la planification sont préférables. Elles permettent d'organiser des missions complémentaires les unes des autres. L'Initiative 5% a entendu ces demandes.

Transfert durable des compétences

L'assistance technique planifiée s'adresse spécifiquement aux pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France. Elle les appuie dans la mise en œuvre et le suivi des subventions du Fonds mondial.

Cet accompagnement s'inscrit dans le temps long. La première phase est une planification stratégique des besoins, pour le temps d'une subvention du Fonds mondial ou pour une période définie. Elle permet de fournir un appui structurel plus complet. Elle est suivie d'une combinaison d'accompagnements résidentiels et ponctuels. Le suivi post-mission peut donner lieu à un débriefing entre les bénéficiaires et les expertes et experts six mois après la fin des missions. Il s'agit de s'assurer de l'acquisition concrète et de la mise en œuvre des compétences. ◉



Tchad

Un soutien de long terme pour la bonne gestion des subventions

Décembre 2018-mai 2019

Pays prioritaire de l'aide au développement de la France, le Tchad est appuyé par l'Initiative 5% depuis 2012. En 2018, elle s'est engagée à assister le ministère de la Santé publique pour gérer les subventions externes de manière plus efficace.

Depuis près de 15 ans, la gestion des subventions du Fonds mondial au Tchad était assurée par une entité externe au ministère de la Santé. En 2018, ce dernier a souhaité la relocaliser en son sein. Il a sollicité l'Initiative 5% pour opérationnaliser la nouvelle unité de gestion de projets (UGP) et appuyer la gestion des subventions de 2019 à 2021.

Des appuis stratégiques planifiés

La planification stratégique a permis d'identifier quatre axes d'accompagnement de l'UGP et de renforcement global du système de santé tchadien. L'objectif : améliorer l'efficacité des subventions VIH/TB et le renforcement du système de santé (RSS), soit 40,5 millions d'euros au total.

Un accompagnement complet

Entre décembre 2018 et mai 2019, plusieurs missions se sont succédé pour préparer l'UGP à recevoir et gérer efficacement les financements dès leur allocation par le Fonds mondial. Par la suite, quatre experts vont travailler à ses côtés pour soutenir l'amélioration de la gouvernance, de la gestion financière, de la gestion et approvisionnement des stocks, et du suivi-évaluation. L'assistance technique résidentielle sera complétée par une assistance dite perle : les spécialistes présents sur place recevront ponctuellement des appuis spécifiques de la part des experts.



Tchad. Le ministre de la Santé publique signe deux subventions en mai 2019 avec le Fonds mondial, soit 38,8 millions d'euros dédiés à la lutte contre le VIH et la tuberculose et au renforcement du système de santé.

150 jours
d'assistance technique cumulés
en phase de planification

874 000 €
engagés par l'Initiative 5%
en 2018

« Un expert dédié à chaque domaine accompagne, avec un homologue national, la mise en place des procédures de gestion pour trois ans. »

Adoum Djibrine Gadel, coordinateur de l'unité de gestion de projets du ministère de la Santé publique

CANAL PROJETS

FINANCER DES INITIATIVES DE LONG TERME

Le Canal Projets de l'Initiative 5% lui permet de subventionner des projets structurants sur deux à trois ans. Les initiatives soutenues répondent à des enjeux prioritaires et sont complémentaires des programmes du Fonds mondial.

Deux types d'initiatives sont financés par le Canal Projets : des projets d'intervention et des projets de recherche opérationnelle. Tous renforcent à leur manière l'efficacité des subventions du Fonds mondial et contribuent à la lutte contre les pandémies.

Deux appels à propositions par an

L'Initiative 5% publie deux appels à propositions chaque année pour sélectionner des propositions d'organisations de la société civile, de programmes nationaux ou encore d'instituts de recherche français ou des pays éligibles. Les projets doivent être construits en partenariat avec plusieurs structures, dont des organisations des pays concernés par le projet. La complémentarité avec les programmes du Fonds mondial, la pertinence et l'authenticité de ces partenariats et l'appropriation du projet

par les bénéficiaires sont les principaux critères de sélection.

Des projets thématiques et complémentaires

Depuis 2016, les thématiques des appels à propositions relèvent d'une logique pluriannuelle. Traiter les mêmes sujets durant trois ans permet aux soumissionnaires d'anticiper le développement de leurs projets et à l'Initiative 5% de financer des initiatives complémentaires d'une année sur l'autre. Le renforcement de la qualité et de l'accessibilité à tous des systèmes de santé est ainsi la thématique déclinée depuis 2016. Les deux appels à propositions de 2018, complémentaires mais distincts, ont porté sur le renforcement des systèmes de santé à tous les échelons (des stratégies nationales aux actions régionales, locales et communautaires) et sur l'accès aux soins et à la prévention pour les populations vulnérables. ○

LE CANAL PROJETS EN 2018

 **208**
lettres d'intention
reçues

 **€ 17**
projets
financés

 **10,4 M€**
de subventions

Un appui spécifique à la recherche opérationnelle

La recherche opérationnelle consiste à recueillir sur le terrain, au plus près des populations, des données scientifiques qui permettent d'ajuster les programmes de lutte tout au long de leur mise en œuvre. Ces initiatives améliorent durablement la prise en charge des pandémies : elles documentent les épidémies zone par zone, forment de nouveaux chercheurs et testent des outils de lutte. Elles impliquent des instituts de recherche, des universités, et des

organisations de la société civile françaises et des pays éligibles.

3 projets de recherche opérationnelle sélectionnés en 2018

Entre 2011 et 2017, 22 projets et 35 missions de recherche ont été financés pour environ 24,5 millions d'euros. Cela a permis la promotion de démarches innovantes pour améliorer l'efficacité des subventions du Fonds mondial, et la riposte aux trois pandémies. Un appel à propositions annuel leur est désormais dédié : en 2018, il a porté sur l'amélioration du dépistage, du traitement et de la prévention de la tuberculose.

COMMENT SE DÉROULENT LES APPELS À PROPOSITIONS ?



* Le comité de sélection rassemble le comité de pilotage et l'équipe de l'Initiative 5% ainsi que les évaluatrices et évaluateurs.

14 MAROC

1 14 BURKINA FASO

4 MAURITANIE

10 MALI

14 CÔTE D'IVOIRE

3 NIGER

3 8 11 17 CAMEROUN

17 NOUVEAUX PROJETS SÉLECTIONNÉS EN 2018

208 lettres d'intention ont été transmises à l'Initiative 5% dans le cadre de ses deux appels à propositions 2018. Les initiatives retenues participeront à la lutte contre les trois pandémies dans 16 pays.

Appel « Renforcement des systèmes de santé »

1 Appui à la création d'un centre de formation et d'expertise de l'ACAME

Porteur de projet : Association africaine des centrales d'achats de médicaments essentiels
Partenaire : Université de Ouagadougou

2 Optimiser la gestion des ressources humaines pour la prévention et la lutte contre le VIH/sida

Porteur de projet : Hanoi University of Public Health
Partenaire : VAAC

3 OCoPP : Observatoire communautaire des pratiques pharmaceutiques

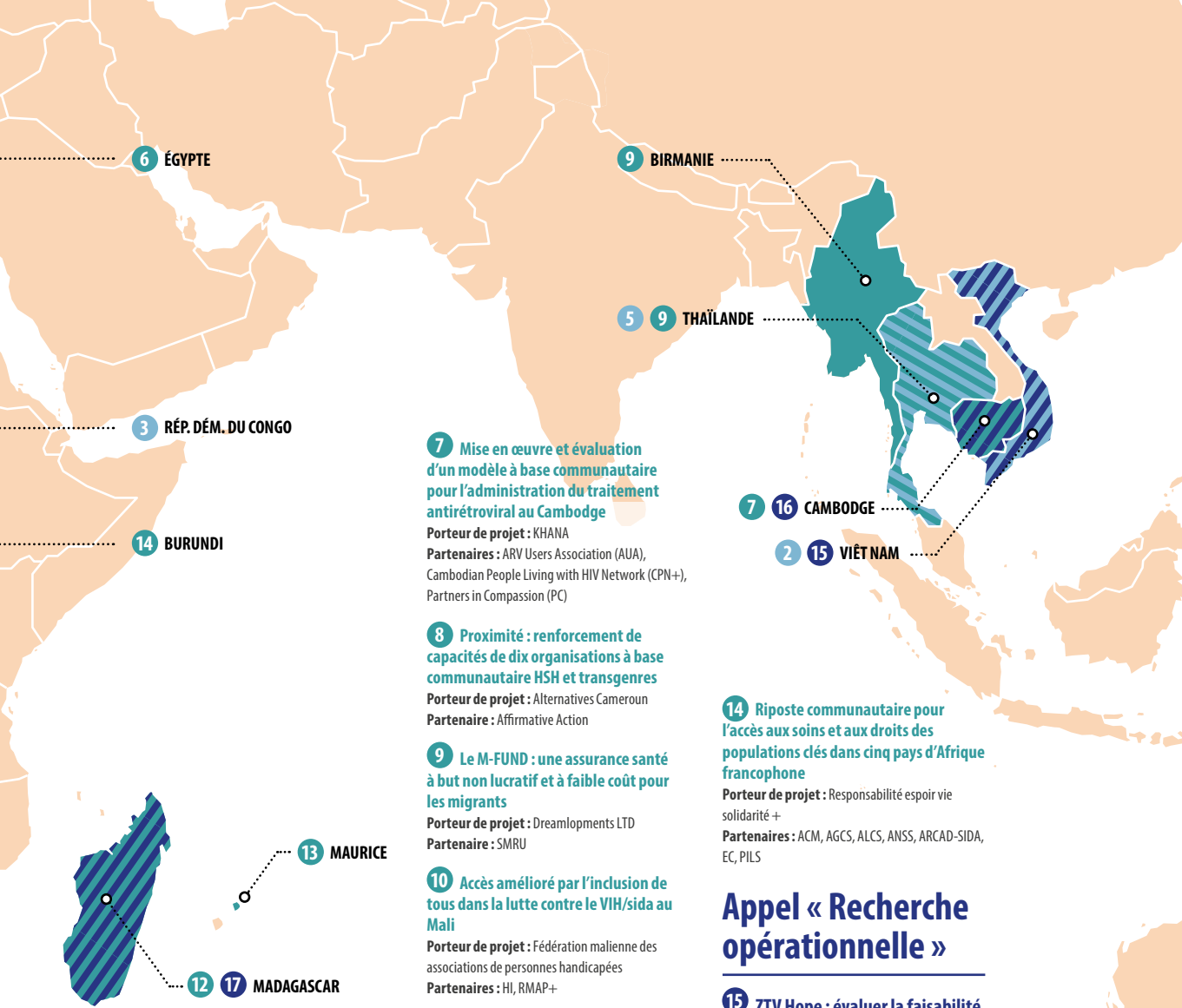
Porteur de projet : Centre humanitaire des métiers de la pharmacie
Partenaires : Positive Generation, Réseau d'accès aux médicaments essentiels (RAME)

4 Promouvoir l'accès des populations au dépistage de qualité à travers une action communautaire

Porteur de projet : SOS pairs éducateurs
Partenaire : Gestionnaire pour le développement

5 Mise en place de services de conseil et de test du VIH conviviaux dans les provinces de Thaïlande

Porteur de projet : Chiang Mai University
Partenaire : IRD



Appel « Populations vulnérables »

6 Un modèle de partenariat pour renforcer l'accès et l'utilisation par des populations vulnérables et des PVIH à des services de prévention et de traitement de qualité

Porteur de projet : Al Shehab Foundation for Comprehensive Development
Partenaires : Adel Zain Foundation for Rehabilitation and Empowerment, El Reyada Development Society

7 Mise en œuvre et évaluation d'un modèle à base communautaire pour l'administration du traitement antirétroviral au Cambodge

Porteur de projet : KHANA
Partenaires : ARV Users Association (AUA), Cambodian People Living with HIV Network (CPN+), Partners in Compassion (PC)

8 Proximité : renforcement de capacités de dix organisations à base communautaire HSH et transgenres

Porteur de projet : Alternatives Cameroun
Partenaire : Affirmative Action

9 Le M-FUND : une assurance santé à but non lucratif et à faible coût pour les migrants

Porteur de projet : Dreamlopmnts LTD
Partenaire : SMRU

10 Accès amélioré par l'inclusion de tous dans la lutte contre le VIH/sida au Mali

Porteur de projet : Fédération malienne des associations de personnes handicapées
Partenaires : HI, RMAP+

11 MoVIHCam Hot Road : accès aux soins des populations vulnérables de transport au Cameroun

Porteur de projet : Moto Action France
Partenaire : Moto Action Cameroun

12 Améliorer la prise en charge globale de la tuberculose en milieu carcéral à Madagascar

Porteur de projet : Institut Pasteur de Madagascar
Partenaires : ECAR/ACP, HI, MINJUS, MSANP, PPI

13 Améliorer l'accès aux soins pour les prisonniers et les anciens détenus infectés ou affectés par le VIH, l'hépatite C et la tuberculose à Maurice

Porteur de projet : Prévention information lutte contre le sida
Partenaires : AILES, Kinouété

14 Riposte communautaire pour l'accès aux soins et aux droits des populations clés dans cinq pays d'Afrique francophone

Porteur de projet : Responsabilité espoir vie solidarité +
Partenaires : ACM, AGCS, ALCS, ANSS, ARCAD-SIDA, EC, PILS

Appel « Recherche opérationnelle »

15 ZTV Hope : évaluer la faisabilité et l'impact économique du modèle Zero TB au Viêt Nam

Porteurs de projet : Vietnam National TB Control Programme, NLH
Partenaires : CHAI, FIND, FIT, HPMU, VATLD

16 Opticam : améliorer le traitement de la tuberculose latente chez les PVIH au Cambodge : lever les barrières et s'attaquer à leurs causes

Porteur de projet : Institut Pasteur au Cambodge
Partenaire : CHAI, CENAT, NCHADS

17 Aprecit : Amélioration de la prise en charge de l'infection tuberculeuse au Cameroun et à Madagascar

Porteur de projet : Fondation Mérieux
Partenaires : CAMNAFAW Cameroun, CHUF, CHUSSPA, CPC, HDC, HDE, HEREG, IPM, PNLTG, PNLTM

CANAL PILOTE

DES PROJETS POUR INNOVER DANS LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

Un nouveau canal de financement a été créé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dans le cadre de la feuille de route 2017-2019 de l'Initiative 5%. L'objectif : disposer d'une modalité de financement souple qui permet de financer des projets pilotes.

Flexible, le canal Pilote finance des projets innovants et répond à des défis stratégiques liés aux évolutions des besoins et des priorités des pays, du Fonds mondial et de la France. Trois projets sont mis en œuvre par Expertise France : l'Initiative présidentielle pour la santé en Afrique (IPSA), le projet Récap-TB (voir page 87) et l'appui au bureau de la circonscription africaine du Fonds mondial.

Une initiative bilatérale ambitieuse

L'IPSA, initiative bilatérale de la France, répond au retard de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial et aux fragilités sanitaires en Afrique. Selon les contextes nationaux, il peut s'agir d'améliorer la gouvernance des subventions, de favoriser l'intégration de la lutte contre les trois maladies dans les systèmes nationaux de santé ou encore d'explorer les opportunités pour les pays d'augmenter le budget national affecté à la santé. Ce projet pilote, mené au

Burkina Faso, au Burundi, en République centrafricaine, au Mali et au Niger, propose une assistance technique renforcée adaptée aux besoins exprimés par les ministres de la Santé.

Un appui au bureau de la circonscription africaine du Fonds mondial

Malgré des progrès remarquables accomplis ces dernières années en matière de réduction des décès liés au VIH et au paludisme, l'Afrique de l'Ouest et centrale enregistre une augmentation de la mortalité liée à la recrudescence de la tuberculose. Dans ce contexte, le bureau de la circonscription africaine entend faire valoir les positionnements des délégations africaines au conseil d'administration du Fonds mondial. L'Initiative 5% et l'observatoire indépendant du Fonds mondial (Aidsplan) l'appuient dans la structuration de sa communication, la production de savoirs et la définition de positions sur les grands dossiers du Fonds mondial. ○



Burundi. La lutte contre les pandémies progresse. La tuberculose est traitée à 94 % (2016) et les personnes coinfectées par la tuberculose et le VIH sont à 90 % sous traitement. Mais la charge de paludisme reste la plus lourde en Afrique et seules 15 % des femmes enceintes porteuses du VIH sont sous traitement.

BURUNDI - INTERVIEW

« L'initiative IPSA vient à point nommé. »

Quels sont les défis auxquels le Burundi est confronté aujourd'hui dans la gestion des trois pandémies ?

Le Burundi a fait des efforts énormes et des progrès remarquables dans la réponse aux trois pandémies. Des défis existent toujours, mais cela n'ébranle pas notre volonté de les vaincre. Certains sont transversaux, comme des financements limités, avec aujourd'hui un ancrage institutionnel des instances de gestion des subventions en cours qui ne permet pas une réelle transparence et une complète redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires. Par ailleurs, le contexte économique international et certains déterminants de la santé ne sont pas toujours en phase avec nos objectifs fixés.



D' Thaddée Ndikumana,
ministre de la Santé
publique et de la
Lutte contre le sida au
Burundi

Quels types de soutiens attendez-vous de l'initiative IPSA ?

L'initiative IPSA vient à point nommé pour accompagner le pays dans la constitution d'une unité de gestion robuste au sein de notre ministère. Cette unité de gestion multifonction travaillera pour une reprise totale des subventions par le ministère et permettra une gestion saine et transparente des ressources. Dans le cadre de la mobilisation des ressources, elle devra pouvoir accompagner le pays dans la préparation des nouvelles subventions et le renforcement de la chaîne d'approvisionnement.

Quelles sont les perspectives offertes par cette initiative ?

Nous espérons que plusieurs aspects seront améliorés, que la relation de confiance avec nos partenaires sera renforcée et qu'au final, le ministère de la Santé sera mieux responsabilisé dans la gestion des subventions, pour une meilleure appropriation des financements.

NOTRE APPROCHE



Les interventions de l'Initiative 5% sont conçues en cohérence avec les objectifs et le cycle de financement du Fonds mondial. Elles visent à améliorer l'accès aux financements et leur mise en œuvre, à faire de la société civile une actrice à part entière de la lutte contre les pandémies et à renforcer les systèmes de santé (médicaments, formations, laboratoires...). Un travail sans cesse évalué pour être amélioré.



**ACCÈS AUX
FINANCEMENTS**

Des missions à chaque étape des subventions... **P. 48**

Appuyer les instances de coordination nationale... **P. 52**

**APPUI À LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

Renforcer les capacités des acteurs associatifs... **P. 54**

**RENFORCEMENT
DES SYSTÈMES
DE SANTÉ**

Contribuer à construire des systèmes de santé pérennes... **P. 56**

ÉVALUATION

Identifier et partager les bonnes pratiques... **P. 64**

Apprendre collectivement pour renforcer la qualité et l'impact des projets... **P. 66**

ACCÈS AUX FINANCEMENTS

DES MISSIONS À CHAQUE ÉTAPE DES SUBVENTIONS

Accompagner les instances de coordination nationale (CCM) à tous les stades des subventions du Fonds mondial : c'est l'objectif des missions d'appui à l'accès aux financements et à la mise en œuvre des subventions. Emblématiques de l'action de l'Initiative 5%, en 2018, elles représentent 60 % des missions d'appui aux CCM.

Menées dans le cadre du Canal Expertise, les missions d'appui mettent des expertes et experts à disposition des acteurs nationaux pour les aider à toutes les étapes des financements du Fonds mondial : de l'élaboration de la demande de financements à leur suivi stratégique, en passant par l'appui à la rédaction de la demande soumise au comité technique d'examen des propositions du Fonds mondial.

Un accompagnement adapté aux cycles de financement du Fonds mondial

En 2018, l'Initiative 5% a consacré des missions d'assistance technique aux modalités de mise

en œuvre des subventions et à l'accompagnement des bénéficiaires dans le suivi des projets.

Des missions en hausse en 2018, année qui suit l'attribution des subventions par le Fonds mondial en 2017 (année précédant le début du triennum de financement). Pour le cycle 2018-2020, 136 millions d'euros de subventions ont d'ailleurs été attribués après des missions d'appui de l'Initiative 5%.

LES MISSIONS D'ACCÈS AUX FINANCEMENTS EN 2018

864

jours d'expertise engagés

18

missions

Parfaitement complémentaire du Fonds mondial, l'Initiative 5% s'adapte aux moments forts du cycle de financement. Elle répond aux besoins des structures en demande d'expertise et les accompagne à chaque étape, de la structuration du dialogue national à la

construction d'outils de suivi des impacts des subventions. ○

FACILITER L'ACCÈS AUX SUBVENTIONS

LES PHASES D'INTERVENTION

1 Fournir des données pour nourrir la demande de subvention

Pour qu'une demande de subvention soit conforme, il faut avoir établi ou mis à jour un plan stratégique national de lutte contre les trois maladies et documenter la situation épidémiologique du VIH, de la tuberculose ou du paludisme (selon la cible de la subvention). Cela permet de cibler les interventions à mettre en place et à financer pour accroître l'impact des programmes soutenus par le Fonds mondial. L'Initiative 5% peut financer et assurer ce travail de connaissance des épidémies et de révision des plans stratégiques.

2 Soutenir le processus de dialogue pays entre les acteurs de la santé

En amont de l'élaboration de la demande de subvention, des missions d'appui accompagnent la mise en place du dialogue entre tous les acteurs de la lutte contre les pandémies (publics, privés et société civile). Cet appui a lieu jusqu'à la présentation de la requête de financement au Fonds mondial.

5 missions en 2018

3 Accompagner la rédaction des demandes de financement

L'Initiative 5% structure des équipes *ad hoc* aux compétences spécifiques pour appuyer au mieux les acteurs du pays dans la rédaction des notes conceptuelles afin d'obtenir des subventions du Fonds mondial.

8 missions en 2018

5 Accompagner la mise en œuvre des subventions

Une fois la subvention accordée, les instances de coordination nationale (CCM), notamment le comité chargé du suivi stratégique, doivent suivre la mise en œuvre effective des subventions par les différents bénéficiaires dans le pays. Des missions d'appui au suivi stratégique peuvent être organisées pour aider les CCM à développer des indicateurs, des outils et des processus de suivi de la mise en œuvre de la subvention.

5 missions en 2018

4 Faciliter la négociation d'une subvention

Lors de l'établissement d'une subvention (ou *grant-making*), une mission d'expertise peut aider la structure bénéficiaire à se doter des outils dont elle a besoin pour négocier et recevoir la subvention et la décliner en stratégie opérationnelle.

10 missions en 2018



Niger

Demander et établir la subvention TB/SRPS

Janvier-septembre 2018

Le Niger a été accompagné par l'Initiative 5% en 2018 pour demander et établir la subvention « Tuberculose et systèmes résilients et pérennes pour la santé ». Retour sur le parcours de cette subvention, de son élaboration à sa mise en œuvre.

En 2018, deux missions ont accompagné l'élaboration, puis l'établissement de la subvention intégrée Tuberculose/Systèmes résilients et pérennes de santé (SRPS) du Niger. Résultat : l'ensemble des parties prenantes (experts, bénéficiaires et Fonds mondial) ont été satisfaites et, en 2019, la subvention est en cours de mise en œuvre.



Niger. Des travailleurs communautaires gèrent la distribution et le suivi des traitements antipaludiques de prévention. Partie intégrante de la pyramide sanitaire, le système de santé communautaire est intégré à la composante SRPS de la subvention.

Phase 1 : demander une subvention

Après l'allocation des subventions pour 2018-2020, le Comité de coordination multisectorielle (CCM) du Niger a souhaité réaffecter 6 millions d'euros de la lutte contre le paludisme au renforcement du système de santé dans le cadre du plan Tuberculose. L'Initiative 5% a été sollicitée pour appuyer la préparation de cette demande complémentaire de la demande de financement pour la lutte contre la tuberculose. Trois experts internationaux et un expert national ont été mobilisés pour appuyer son élaboration de février à avril 2018. Une attention particulière a été portée à l'intégration des besoins du système de santé communautaire dans la composante SRPS.

Phase 2 : préparer l'accueil des fonds

L'établissement de la subvention (grant-making) a aussi fait l'objet d'un accompagnement en expertise par l'Initiative 5%, afin de convertir la demande de financement en subvention effective. Elle a permis de définir des cibles raisonnables, un budget rationnel et des quantités réalistes de besoins en intrants. De quoi assurer la bonne gestion des ressources et une offre de santé de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire une fois la subvention effectivement mise en œuvre.

357
jours
de mission

17,1 M€
de subvention obtenue,
dont 11,15 M€ pour
la lutte contre la
tuberculose

7
experts
mobilisés



Monténégro

Évaluation du programme de riposte au VIH

Septembre 2018-juin 2019

Le Fonds mondial conditionne les subventions à l'existence d'un plan de suivi-évaluation des impacts. En 2018, dans le cadre de la subvention VIH allouée au Monténégro, l'Initiative 5% a mis en place une mission d'appui au système de suivi-évaluation.

Au Monténégro, l'épidémie de VIH est circonscrite aux populations clés. Début 2018, de nouvelles données épidémiologiques ont montré la forte prévalence du VIH parmi les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (12,5 %). Une subvention VIH a été allouée pour le passage à l'échelle des services de prévention et de soutien à destination des populations clés, et de prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

Le Monténégro est un pays en transition. Depuis 2015, le gouvernement gère le dépistage et le traitement du VIH et de la tuberculose, sans le Fonds mondial. Les services de prévention et de prise en charge des populations clés ont considérablement diminué. Fin 2017, le pays a mis en place un système de délégation de service public pour la prise en charge du VIH chez les populations clés, impliquant fortement les ONG du pays.

Suivre, évaluer et documenter l'efficacité des subventions

Dans le cadre de l'élaboration de la subvention VIH, une experte mandatée (voir page 27) par l'Initiative 5% a accompagné le pays dans la rédaction, à partir d'un état des lieux, d'un plan de suivi-évaluation conforme aux attentes du Fonds mondial. Le système n'avait pas été renouvelé depuis 2010 et il n'y avait plus de grille d'indicateurs pour suivre les programmes financés. Ce plan était essentiel pour intégrer à la fois la subvention VIH

2
expertes
mobilisées

98 945 €
en accompagnement
technique

71
jours
de mission

et le système de délégation de service public, et pour assurer le suivi d'ensemble de la riposte nationale au VIH. Élaboré en concertation avec tous les acteurs, le plan a permis de finaliser la négociation de la subvention VIH fin 2018. Depuis, l'experte appuie ponctuellement la cellule de gestion du ministère de la Santé (récipiendaire principal) pour renforcer ses capacités de mise en œuvre du suivi.


Une seconde experte a appuyé la rédaction des protocoles d'enquêtes biocomportementales pour suivre et mieux appréhender les populations clés, ainsi que pour estimer leur nombre. Ces enquêtes seront financées par la subvention VIH 2019-2022 et menées par le gouvernement avec l'appui technique de l'Initiative 5%.

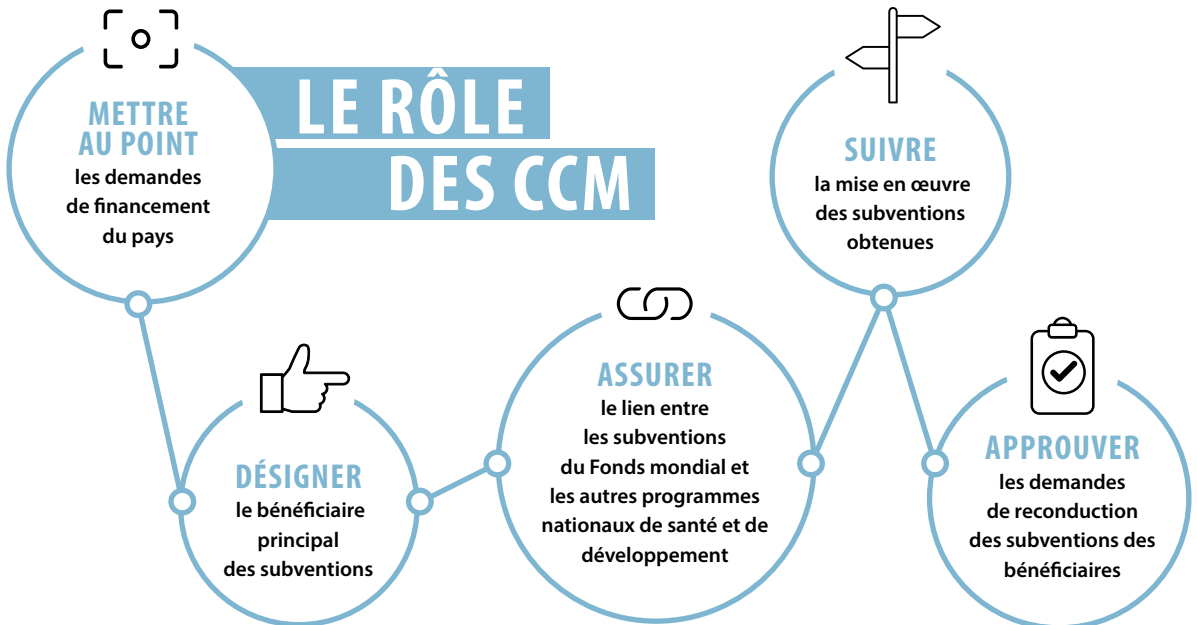
ACCÈS AUX FINANCEMENTS

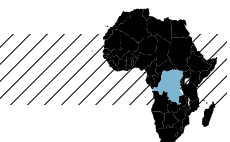
APPUYER LES INSTANCES DE COORDINATION NATIONALE

L'Initiative 5% appuie les CCM dans le renforcement de leur gouvernance, de leurs capacités de gestion ou dans l'accès aux financements. Sa démarche et ses missions sont en permanence adaptées aux besoins de chaque instance.

Soumission des demandes de financement au Fonds mondial, désignation des récipiendaires principaux et suivi de la mise en œuvre des subventions sont les missions principales des instances de coordination nationales (*Country Coordinating Mechanisms - CCM*).

Relais du Fonds mondial à l'échelle nationale, les CCM sont les interlocuteurs privilégiés de l'Initiative 5% au niveau local. Dans chaque pays éligible, ils regroupent l'ensemble des acteurs de la lutte contre les pandémies : pouvoirs publics, secteur privé, partenaires techniques, société civile, ONG, populations affectées par les maladies. 





République démocratique du Congo

Renforcer la gouvernance du CCM

Mars-septembre 2018

Une réforme du fonctionnement du CCM de la République démocratique du Congo a placé celui-ci sous la primature. L'Initiative 5% a organisé une mission pour améliorer la communication et la circulation de l'information entre les structures de la société civile membres et non membres du CCM.

Fin 2017, le ministère de la Santé de la RDC a proposé de réorganiser le CCM et d'en améliorer le fonctionnement. À la demande du Fonds mondial, une mission a été organisée par l'Initiative 5% pour appuyer le processus de dialogue entre le cabinet du ministre de la Santé publique et les autres parties prenantes : secteur public, société civile, secteur privé et partenaires au développement. L'objectif était de bâtir un consensus autour d'une nouvelle structure du CCM-RDC qui intègre les orientations formulées par le cabinet du ministre de la Santé publique et qui soit conforme aux directives et au mode opératoire du Fonds mondial.

La réorganisation du CCM-RDC, désormais ancré sous la primature, a conduit à la réduction de sa taille, à la restructuration de son bureau et à une meilleure représentativité des différents secteurs.

Créer du lien entre représentants et terrain

Après cette réorganisation, un défi restait à relever : la mise en place d'un système de communication communautaire pérenne qui, d'une part, permette aux représentantes et représentants de la société civile siégeant au CCM de mieux représenter leur base, et, d'autre part, offre à la société civile une meilleure information des activités du CCM. Pour les deux parties, l'enjeu était d'obtenir une meilleure visibilité dans la mise en œuvre des subventions sur



RDC. L'ONG Cordaid, récipiendaire principal de la subvention VIH et membre du CCM-RDC, et les représentantes et représentants de la société civile, membres et non membres du CCM, lors d'une réunion d'information sur la nouvelle phase du financement du Fonds mondial pour 2018-2020.

le terrain. Une nouvelle mission de l'Initiative 5% a établi un plan de rétro-information pour améliorer les échanges entre les deux parties.

À la suite de ces deux missions, le CCM-Hub du Fonds mondial a pris le relais pour le suivi et la formation du CCM de la RDC. Une preuve de la complémentarité des actions de l'Initiative 5% et de celles du Fonds mondial.

APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ASSOCIATIFS

Entre les structures et les autorités publiques de santé et les populations se trouvent les acteurs de la société civile. Partenaire des institutions, présents dans les CCM et dans les ONG locales, ils sont incontournables dans la lutte contre les pandémies.



Laos. L'association des personnes vivant avec le VIH (APL+) sensibilise les communautés sur les maladies et les infections sexuellement transmissibles pour réduire l'incidence des épidémies dans le pays.

Groupes communautaires, ONG, réseaux de personnes vivant avec les maladies ou organisations professionnelles, les acteurs de la société civile se mobilisent sur le terrain. Leur plaidoyer a mené à la création du Fonds mondial en 2002. Plus que jamais, ce sont des partenaires fondamentaux de la lutte contre les trois pandémies. En aidant les populations clés et vulnérables, en les représentant à tous les niveaux, la société civile fait le lien entre les politiques publiques et le terrain. Pour renforcer l'impact des subventions du Fonds mondial, l'Initiative 5% leur apporte une assistance technique en gestion financière et des ressources humaines, en gouvernance et en mobilisation des ressources. En 2018, 36 missions ont visé l'amélioration des capacités de gestion et 25 ont amélioré la gouvernance des organisations appuyées. 



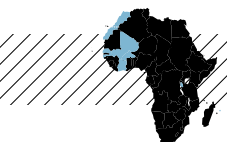
62

missions bénéficiant
à des acteurs issus de la
société civile depuis 2011



17 %

des missions d'assistance technique
ont bénéficié à des acteurs de la
société civile depuis 2011



Multipays

Faire des organisations de la société civile des acteurs de référence

Juin 2015-mai 2019

Être gestionnaires modèles de subventions est un enjeu majeur pour les organisations de la société civile (OSC). L'Initiative 5% a accompagné sept d'entre elles dans cette démarche qui leur permet de garantir leur crédibilité et la pérennité de leurs actions.

Mis en œuvre par Coalition Plus en consortium avec Sidaction et PILS, le projet a été financé via l'appel à propositions « Renforcement de la société civile » de 2015 à 2019. Il a été évalué en 2018. Son but était de positionner sept OSC de sept pays africains (Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Maurice, Sénégal) comme acteurs de référence dans la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

Tirer parti de l'expertise communautaire

L'expérience de l'ONG mauricienne PILS a servi à toutes les OSC. Ses connaissances de la gestion des subventions ont fait évoluer le travail de l'amélioration de la gestion administrative et financière vers d'autres axes comme le plaidoyer et le suivi-évaluation. Les missions ont permis de capitaliser sur les expériences en créant un cadre d'échange de bonnes pratiques. L'approche participative a permis aux OSC de trouver par elles-mêmes des solutions adaptées à leurs besoins. La preuve qu'il est fondamental de sortir de la logique de renforcement traditionnel Nord-Sud pour favoriser les échanges entre pairs.

Améliorer la gouvernance financière des organisations

Les résultats en gestion administrative et financière sont concrets, comme l'élaboration d'un budget

prévisionnel ou la création d'un tableau de suivi des subventions. Le renforcement des capacités en matière de gouvernance et de gestion des projets a aussi amélioré la crédibilité des OSC face aux partenaires étatiques et internationaux.

Appuyer l'organisation de la société civile

Multipays, le projet a conduit les OSC à présenter leurs besoins avec plus de cohésion au Fonds mondial. Au cours des rencontres, différents projets régionaux ou transfrontaliers ont vu le jour.

Le guide de capitalisation de bonnes pratiques *Devenir récipiendaire principal du Fonds mondial – enjeux et défis* a ainsi été édité pour valoriser la capacité des associations communautaires à devenir récipiendaire et les appuyer dans leurs actions de plaidoyer.

633 838 €
Subvention octroyée
au projet Coalition Plus



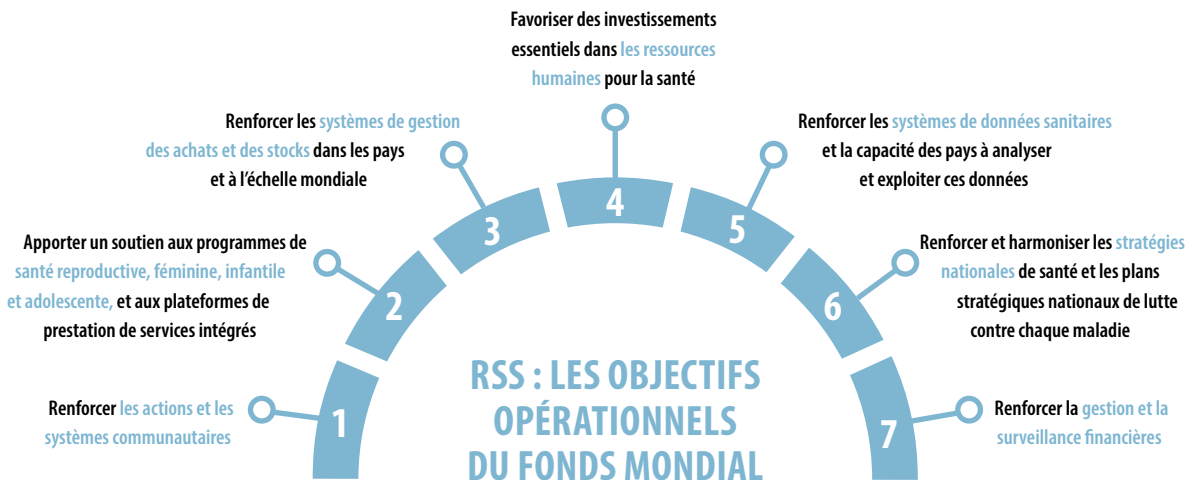
France. Rencontre entre PILS et Coalition Plus lors de la conférence AFRAVIH 2018 à Bordeaux.

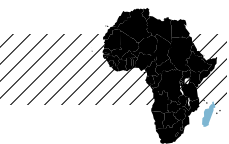
RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ

CONTRIBUER À CONSTRUIRE DES SYSTÈMES DE SANTÉ PÉRENNES

En complémentarité des investissements du Fonds mondial, l'Initiative 5% soutient le renforcement des systèmes de santé (RSS). L'objectif de cette stratégie : contribuer à la construction de systèmes pérennes et à une réponse de qualité aux besoins en services de santé.

L'Initiative 5% s'attache à renforcer les systèmes de santé pour optimiser la lutte contre les pandémies. Elle vise à contribuer à la structuration d'une offre de services complète et centrée sur les besoins des populations, pour s'acheminer vers la couverture universelle en santé, priorité de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les appels à propositions lancés par l'Initiative 5% se veulent complémentaires des investissements effectués par le Fonds mondial. ○





Madagascar

Impliquer tous les acteurs dans la lutte contre le VIH/sida

Janvier-décembre 2018



Madagascar. Participants à l'atelier de restitution des résultats de la mission de révision de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH en mai 2018 à Antananarivo.

À Madagascar, la prévalence du VIH est élevée parmi les populations clés. Pour mettre en œuvre la stratégie 90-90-90 de l'Onusida, le pays a révisé ses protocoles de dépistage, de prise en charge en coordination avec toutes les parties prenantes de la lutte.

L'Initiative 5% a appuyé le Comité national de lutte contre le sida (CNLS) lors de trois missions d'assistance technique. Elles concernaient l'actualisation des normes et des procédures de dépistage, la mise à jour des protocoles de prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH et l'élargissement de l'accès à l'examen de charge virale.

Une approche inclusive de la prévention

Les missions ont été menées en coordination avec les parties prenantes de la lutte contre le VIH/sida dans la Grande Île : le CNLS, la Direction

de lutte contre les IST/sida (DLIS), les laboratoires, les ONG partenaires dont Médecins du monde, les associations malgaches (Mad'Aids, AFSA, Ainga Aids...), l'ambassade de France et le Fonds mondial.

Un travail partenarial qui a porté ses fruits : les protocoles de prise en charge et la stratégie de

dépistage ont été revus selon les normes de l'OMS et validés par les parties prenantes en mai 2018. Les autorités malgaches ont également accepté le lancement d'une phase pilote de dépistage communautaire démedicalisé. De nouveaux circuits de prélèvement pour l'examen de la charge virale ont été mis en place. Enfin, la quantification des intrants pour le nouveau financement a été

revue et validée par le pays et le Fonds mondial. Les enjeux pour 2019 seront de mettre en application ces nouveaux protocoles, de former les médecins référents et de faire de la phase pilote de dépistage démedicalisé un succès.

« Les associations de lutte contre le sida se sont senties écoutées pour la première fois. »

MARIE ISABELLE,
présidente du réseau Mad'Aids

212
jours d'expertise

Comores

Mieux réguler les marchés pharmaceutiques

Août-novembre 2018

Fin 2017, la Direction des laboratoires et des pharmacies (DLP) des Comores est devenue l'Agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires (ANAMEV). Jusque-là, rien ne garantissait la nature et la qualité des produits importés, mailon pourtant essentiel dans un système de santé fonctionnel et protecteur vis-à-vis des populations. L'Initiative 5% a assisté l'agence dans la structuration et la régulation du secteur pharmaceutique.

Des outils contre le marché illicite des médicaments

L'appui à l'ANAMEV s'insère dans un cadre de renforcement des autorités pharmaceutiques comoriennes. Précédemment appuyée par

l'OMS pour l'enregistrement des médicaments et le renforcement de gestion des personnels, elle a sollicité l'Initiative 5% pour optimiser ses fonctions d'encadrement et de régulation du secteur pharmaceutique.

Des mises à jour du cadre juridique national ont été proposées par deux pharmaciens-inspecteurs de santé publique mis à disposition par l'Initiative 5% : révision du code de la santé publique, procédures d'importation et de pharmacovigilance, règles pour l'inspection pharmaceutique, dispositions d'encadrement des prescriptions... L'enjeu est à présent de mettre en œuvre le dispositif en faisant publier les textes et en assurant leur mise en application.

Multipays

Renforcer les contrôles de qualité des médicaments

Octobre 2018-octobre 2021

En 2018, l'Initiative 5% a financé le projet du Centre humanitaire des métiers de la pharmacie (CHMP) visant à renforcer les capacités de contrôle qualité des laboratoires nationaux.

En Afrique francophone, la quasi-totalité des médicaments sont importés. Mais peu de pays disposent de laboratoires de contrôle suffisamment fonctionnels et aux normes internationales pour vérifier la qualité des médicaments circulant dans les marchés nationaux. C'est pourtant un aspect essentiel que les pays se doivent de déployer pour sécuriser les populations face aux risques sanitaires et pharmaceutiques. Un enjeu d'autant plus crucial que les médicaments de qualité ne sont pas assez disponibles et abordables et

que les médicaments falsifiés et sous-standards prolifèrent sur les marchés pharmaceutiques africains insuffisamment régulés. Un véritable fléau à l'échelle mondiale.

Coopération et formations entre pairs

Le CHMP s'attaque à ce problème en partenariat avec le Laboratoire national de contrôle qualité (LNCM) du Maroc, l'ONG Solthis et l'OMS. Le projet Coraq-Lab doit permettre aux laboratoires nationaux de contrôle qualité du Bénin, du Burkina Faso, de la Mauritanie et du Niger d'atteindre les normes minimales conduisant à une préqualification par l'OMS.

« Le sujet des achats groupés est hautement stratégique »

L'Association des centrales d'achats de médicaments essentiels (ACAME) regroupe 22 centrales d'achats du continent africain et favorise l'amélioration de l'accès aux médicaments. Depuis sa création, elle bénéficie du soutien technique et financier de l'Initiative 5%.

Quels sont les leviers pour améliorer l'approvisionnement en médicaments essentiels en Afrique ?

Concernant les approvisionnements proprement dits, fédérer les centrales nationales d'achats (CNA) est déjà une mission de l'ACAME. Identifier des centres d'excellence et développer une approche différenciée d'amélioration des performances des CNA, dans une logique de coopération Sud-Sud, est une piste intéressante. Quant à la régulation, l'homologation des produits, l'inspection des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché sont trois sujets majeurs.

Où en est le projet PERF-APPRO depuis sa mise en place ?

49 % des activités ont été mises en œuvre et un atelier de coordination technique a relancé le projet fin avril 2019 en mobilisant de nouvelles parties prenantes sur les achats groupés. Ce sujet hautement stratégique donnera plus de

force à l'ACAME lors des négociations avec les industriels. Cela aura un impact sur les prix d'achat et améliorera l'accessibilité des produits de santé. La future cellule exécutive des achats groupés bénéficiera d'un appui technique de l'Initiative 5%. Elle sera un organe important au sein de l'ACAME. Il s'agit déjà de dessiner les contours de la réforme du modèle de gouvernance et du modèle économique de l'ACAME.

L'ACAME a bénéficié depuis 2006 des appuis techniques de France Expertise internationale et maintenant de l'Initiative 5%. Qu'en retirez-vous ?

C'est notre principal partenaire financier. Ce dispositif est indispensable vu l'insuffisance des financements dans le secteur du médicament. Il nous permet de développer des projets pilotes qui, en cas de passage à l'échelle, peuvent bénéficier de financements du Fonds mondial. Plus largement, la France est un partenaire fidèle de l'ACAME depuis sa création. Forts de cette coopération, nous devons renouveler nos partenariats et mobiliser de nouvelles ressources financières.



D'Anne Maryse K'habore,
directrice générale de la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques du Burkina Faso et secrétaire permanente de l'ACAME

L'ACAME ET L'INITIATIVE 5%

7
missions d'expertise court terme

3
projets financés pour 2 375 077€ dont 965 000 € pour le projet PERF-APPRO



Burkina Faso. Parties prenantes du projet PERF-APPRO lors de la réunion de lancement du volet Achats groupés en avril 2019 à Ouagadougou.



Centrafrique

Une offre de formations renouvelée

Décembre 2017-octobre 2019

La crise de 2013 a détérioré la situation sanitaire de la République centrafricaine en accentuant le déficit en ressources humaines en santé du pays. L'Initiative 5% finance l'amélioration de la formation des personnels de santé.

La faiblesse des salaires (environ 122 euros par mois pour un infirmier) a poussé les professionnelles et professionnels qualifiés à rejoindre d'autres organisations et le déficit de personnel s'est accru, surtout hors de Bangui. Quant à celles et ceux formés par les organisations humanitaires, ils ont parfois du mal à (ré)intégrer la pyramide sanitaire. Une offre de formations paramédicales adaptée aux

besoins de santé est indispensable à la qualité des services de santé. La Croix-Rouge française avait précédemment participé à la création de l'Institut universitaire de formation paramédicale à Bangui (IUPF) géré par la Croix-Rouge centrafricaine. Avec ce projet, elle renforce le fonctionnement de l'établissement et en optimise l'offre. Des stages et des examens pratiques ont notamment été organisés en 2018. La décentralisation de l'offre de formations est aussi recherchée : une unité pilote est en développement à Berberati, à 500 kilomètres de la capitale. Des mutualisations avec d'autres établissements sont envisagées. La validation des acquis de l'expérience des personnels de santé formés hors du circuit académique est également un volet du projet.



Centrafrique. Session de formation à l'Institut Pasteur de Bangui.

« Les ressources humaines accusent une faiblesse des qualifications, dans le domaine technique des soins et dans la gestion du système. »

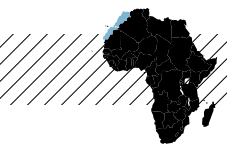
Extrait du Plan de transition du secteur de la santé en République centrafricaine 2015-2016

Améliorer les performances en biologie médicale

Octobre-novembre 2018

Les ressources humaines du secteur de la santé centrafricain sont peu qualifiées. Deux sessions de formations ont permis de former laborantines et laborantins et de revaloriser la place du laboratoire dans le système de santé.

Après une mission de l'Association internationale des technologistes biomédicaux (ASSITEB-BIORIF) en 2017, le Laboratoire national de biologie clinique et de santé publique (LNBCSP) de Bangui a sollicité l'Initiative 5% pour renforcer les compétences des techniciennes et techniciens supérieurs de laboratoire, et améliorer la fiabilité des tests et examens sur le terrain. Microscopie, examens biologiques essentiels, prévention des risques et démarche qualité, les formations ont couvert un large spectre de compétences et a remis à niveau 87 techniciennes et techniciens en matière de prévention, de détection, de prise en charge et de suivi de traitement. Le développement des compétences sera évalué par une mission de suivi-évaluation.



Maroc

Accompagnement à la mise en place du paquet minimum de services révisé

Janvier-juin 2019



Maroc. Participantes et participants à la formation organisée à Meknès en mai 2019 au profit des prestataires de soins de centres de santé pilotes pour la mise en place du paquet minimum de services, par la Direction des hôpitaux et des soins ambulatoires avec la direction régionale de la santé de Fès-Meknès.

L'extension de la couverture sanitaire universelle est un engagement du gouvernement marocain. L'Initiative 5% a mis en place une mission pour accompagner la mise en place du paquet minimum de services, élément clé pour atteindre la couverture universelle.

Depuis 2015, le paquet minimum de services (PMS) du Maroc a été révisé. Son déploiement par les établissements primaires de soins est planifié mais les prestataires de soins doivent être formés. La subvention Renforcement des systèmes de santé du Fonds mondial finance la mise en place du PMS par le ministère de la Santé ; la mise en œuvre de ce financement a été appuyée par l'Initiative 5%. Les attentes du Maroc portaient sur la conception du programme de formation, la formation des formatrices et formateurs sur la mise à jour du PMS et la réalisation d'un guide clinique et thérapeutique pour le PMS révisé.

Former les formateurs et les professionnels de santé

L'appui de l'Initiative 5% a porté sur la région pilote de Fès-Meknès et s'est essentiellement

traduit par de la formation de formateurs, et de la formation. Lors d'une mission exploratoire, l'experte et l'expert ont rencontré le comité de pilotage et des acteurs de terrain pour mettre au point les objectifs, la méthodologie et le calendrier des missions. Ils ont ensuite conçu le guide du PMS révisé et le programme des formations pour les formateurs et pour les professionnels durant deux ateliers présentiels.

Les formateurs-superviseurs du PMS pour la région pilote ont été formés durant cinq jours en juillet 2018 et un panel de prestataires de santé a été formé en 2019. Principes du PMS, éthique et droits des usagers, santé communautaire, gestion des médicaments... Les thématiques clés et fondamentales du PMS ont été passées en revue pour garantir les connaissances de fond. La maîtrise technique des futurs formateurs et leur capacité à transmettre leurs connaissances aux professionnels de santé qu'ils formeront ont également été renforcées.

149
jours
de mission

2
experts
mobilisés



Éthiopie

Appuyer le renforcement du réseau national de femmes vivant avec le VIH

Octobre 2018-novembre 2018



Éthiopie. Atelier d'évaluation des besoins de renforcement de capacités organisationnelles du réseau NNPWE à Bishoftu. Novembre 2018.

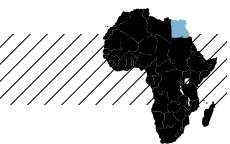
À Addis-Abeba, deux fois plus de femmes que d'hommes ont été infectées par le VIH en 2018 et près d'un quart des nouveaux porteurs sont des jeunes filles. Dans un contexte gouvernemental favorable, le réseau national de femmes vivant avec le VIH (NNPWE) a fait appel à l'Initiative 5% pour renforcer son organisation.

En octobre 2018, deux experts, un national et un international, ont appuyé le NNPWE dans l'élaboration de son plan stratégique pour la période 2019-2022, en utilisant la planification basée sur les résultats. Ensuite, en novembre 2018, deux experts, un national et une internationale, ont entrepris l'évaluation participative des capacités du NNPWE. Ils ont utilisé

notamment la boîte à outils pour l'évaluation et le renforcement des capacités des réseaux VIH conçue par l'Alliance internationale sur le VIH/sida, partenariat global d'organisations de la société civile.

50
jours
d'expertise

Le NNPWE a désormais une compréhension plus claire de ses atouts et de ses lacunes en matière de gestion et d'organisation. Un plan d'action a été établi pour mettre en œuvre le renforcement de capacités du réseau. Cette première mission en Éthiopie a été un succès. Par ailleurs, le contexte politique actuel en Éthiopie, favorable à la société civile, rend particulièrement stratégique l'implication de l'Initiative 5% dans le renforcement de la société civile éthiopienne.



Égypte

Accompagner les ONG dans la coordination de leurs activités

Mai 2018-juillet 2019

En Égypte, la prévention auprès des populations clés et le suivi des personnes vivant avec le VIH/sida sont principalement le fait d'organisations de la société civile. Quatre de ces structures ont été appuyées par l'Initiative 5% pour renforcer leurs performances.

Le système de santé égyptien manque de moyens pour répondre aux besoins des populations clés et des porteurs du VIH/sida. Les populations clés, stigmatisées même par les professionnels de santé, ont peu accès aux soins essentiels et sont surtout suivies par les ONG. Or, ces structures sont menacées par la diminution des sources de financements externes et l'absence de financements nationaux.

Identifier les besoins de la société civile

Pour mieux adapter leurs réponses aux besoins, quatre organisations qui travaillent auprès des populations clés, ou intègrent le sujet du VIH/sida dans des programmes sur le genre ou l'égalité des droits, ont fait conjointement appel à l'Initiative 5%. Aucune n'avait encore travaillé à identifier des leviers de renforcement de ses impacts mais toutes faisaient face à des difficultés communes. Le but de l'expertise était de mener un diagnostic de chacune des structures pour établir un plan de renforcement adapté, en fonction des thématiques identifiées. La seconde phase porte sur le renforcement des capacités à proprement parler.

71
jours
d'expertise
en 2018

Une évaluation et un plan de renforcement attendus

Des recommandations distinctes pour faire progresser chaque organisation ont été formulées. D'autres valent pour les quatre structures, voire pour d'autres organisations travaillant dans le contexte égyptien. Mise en place de formations, supervision formative sur des domaines stratégiques tels que les programmes de stratégie avancée, le suivi-évaluation ou la communication : la mise en place de toutes les mesures recommandées est prévue pour 2019. La motivation des organisations et leur forte attente de formation sont pour beaucoup dans le succès de la mission.



Égypte. Atelier de prévention des discriminations à l'encontre des personnes vivant avec le VIH organisé par l'Onusida au Caire. Novembre 2018.

CAPITALISATION

IDENTIFIER ET PARTAGER LES BONNES PRATIQUES

En proposant des espaces d'apprentissage, la capitalisation offre aux porteurs de projets et aux bénéficiaires de missions d'assistance technique une opportunité de renforcer leurs interventions et de valoriser les savoir-faire auprès des autres acteurs du secteur.

Depuis sa création, l'Initiative 5% a apporté un appui technique et financier à près d'une centaine de projets. Cela constitue un important capital de connaissances, d'outils, de pratiques à valoriser et à mettre à disposition des acteurs engagés dans la lutte contre les pandémies.

Grâce à son travail de proximité avec les porteurs de projets sélectionnés dans le cadre du Canal Projets, l'Initiative 5% a initié depuis 2018 plusieurs chantiers de capitalisation transversale. Ils portent sur deux thématiques, identifiées comme particulièrement importantes et touchant à des enjeux clés

dans le renforcement des systèmes de santé et de la lutte contre les pandémies : l'accès des adolescents et des jeunes filles à la santé sexuelle et reproductive (SSR), et les observatoires communautaires. Ces thématiques sont également clés dans la stratégie française en santé (voir page 74).

Dans le cadre des missions financées par son Canal Expertise (voir ci-contre), l'Initiative 5% offre aux acteurs des pays éligibles un accompagnement dans leur démarche de capitalisation, à chacune des étapes : préparation et lancement, animation et facilitation, production et diffusion. ○



LA CAPITALISATION

La capitalisation est fondée sur l'apprentissage des acteurs et la valorisation de leurs expériences. Elle peut servir différents objectifs : améliorer la gestion des connaissances et des pratiques d'une organisation, alimenter un plaidoyer, renforcer l'animation d'un réseau, promouvoir une innovation et son passage à l'échelle.



Serge Douomong Yotta,
directeur d’Affirmative Action

« Pour nous, *la capitalisation a été un moment fort.* »

Échanger tous ensemble sur nos difficultés, notre passé, les astuces qu’on a pu mettre en œuvre pour surmonter les difficultés de notre contexte : pour moi, cela a été vraiment très fort. Cela nous a permis aussi de parler des valeurs partagées au sein de l’association, et de la manière de préserver notre engagement communautaire.

Je n’avais jamais vraiment pris le temps de revenir sur les étapes que nous avons traversées. Nous vivons l’évolution au jour le jour, sans forcément se demander ce qui nous a permis d’arriver là où nous en sommes.

À travers cette capitalisation, nous avons pu nous arrêter, faire un retour en arrière et mieux comprendre les leviers de notre évolution.

Sénégal. Atelier de capitalisation collective clôturant la formation sur les droits à la santé sexuelle et reproductive dont ont bénéficié les porteurs de projets sélectionnés lors de l’appel à projets 2015 sur les adolescents, adolescentes et jeunes filles.

Capitaliser sur l’histoire d’une organisation : l’expérience d’Affirmative Action

En 2019, Affirmative Action (AA) s’est engagée dans une démarche de capitalisation, en revenant sur plus de dix ans de parcours depuis sa création en 2008. Après une croissance rapide de ses activités et de ses financements, AA a souhaité prendre de la hauteur pour mieux comprendre les leviers de son succès et les défis qu’elle doit relever aujourd’hui. Grâce au Canal Expertise de l’Initiative 5%, elle a bénéficié d’un accompagnement pour mener cette capitalisation.

CAPITALISATION

APPRENDRE COLLECTIVEMENT POUR RENFORCER LA QUALITÉ ET L'IMPACT DES PROJETS

Engagées dans la mise en œuvre de leur projet, les structures porteuses sont souvent confrontées à des défis similaires et les expériences des unes sont une source d'inspiration pour les autres. Une mutualisation possible par la capitalisation collective.

Les ateliers de capitalisation collective permettent à chacune et à chacun de partager des expériences et des pratiques significatives issues de leur projet et de bénéficier du regard de leurs pairs pour approfondir l'analyse, la prise de recul. Au cœur de ces ateliers, l'écoute active du groupe : les récits autour de la conduite des projets, avec leur lot de difficultés et de solutions, sont analysés collectivement avec comme objectif d'en tirer des leçons utiles à d'autres praticiennes et praticiens.

Un travail de production permet ensuite à l'Initiative 5% et aux porteurs ou partenaires de donner forme à ces connaissances. Elle s'entoure pour cela de différents métiers créatifs : photographes, vidéastes, bédéistes... La stratégie de diffusion est indissociable de cette étape qui tient compte des destinataires et des usages des produits de capitalisation.

Les observatoires communautaires montent en puissance

Initiée en avril 2018 à l'occasion de la conférence AFRAVIH, la capitalisation collective sur les

observatoires a connu plusieurs temps forts : au Burkina Faso, au Cameroun et à Madagascar, des missions de terrain ont permis aux porteurs de projet et à leurs partenaires de se familiariser avec la capitalisation. En avril 2019, un atelier a réuni pendant une semaine les organisations qui portent les neuf observatoires soutenus actuellement par l'Initiative 5%.

La diversité des observatoires est autant une richesse à valoriser qu'un enjeu méthodologique à relever. Des problématiques communes aux différents observatoires ont été identifiées. Pour chacun, l'éventail des réponses et des stratégies possibles selon les contextes a été documenté.

D'ici fin 2019, deux produits paraîtront : un livret pour donner à comprendre ce que sont les observatoires, leur rôle et leur fonctionnement, les enjeux à relever, les acteurs qui font vivre ces observatoires au quotidien, et un recueil de fiches pratiques pour apporter, en complément, des repères opérationnels aux organisations qui souhaitent développer ou participer à un observatoire.

Sénégal. Atelier de capitalisation collective clôturant la formation sur les droits à la santé sexuelle et reproductive dont ont bénéficié les porteurs de projets sélectionnés lors de l'appel à projets 2015 sur les adolescents et jeunes filles.



Ados et jeunes filles : les défis de la santé sexuelle et reproductive

En 2015, l'Initiative 5% lançait un appel à projets sur la thématique des adolescents et jeunes filles avec six projets sélectionnés. En Afrique, les porteurs de projets ont bénéficié d'une formation sur les droits à la santé sexuelle et reproductive pour renforcer leurs interventions. Ce cycle de formation s'est achevé par un atelier de capitalisation collective à Dakar en septembre 2018.

Trois jours d'échanges ont permis d'avancer autour de deux thématiques clés dans ces projets : l'adaptation de l'offre aux spécificités des adolescents et jeunes filles, et le décloisonnement des interventions liées à la santé sexuelle et reproductive. Un ensemble de fiches d'expériences sera publié d'ici fin 2019 pour apporter des repères concrets sur ces deux thématiques. ○

 [À regarder sur YouTube : Initiative 5% – Atelier de capitalisation sur la santé sexuelle et reproductive](#)

POPULATIONS CLÉS

A young man in a white short-sleeved shirt is leaning on a dark, weathered table. He is looking towards the right side of the frame. In the foreground, the back of a woman's head and shoulders is visible; she is wearing a white headscarf and a white top. The background consists of a dark, textured wall above a light-colored wall. A black bucket is visible on the floor to the right.

Groupes les plus touchés par les trois maladies, les populations clés sont également souvent discriminées et ont peu accès aux services de prévention, aux soins et aux traitements. Leur intégration aux programmes de lutte contre les maladies est une des clés du succès de l'éradication des pandémies.

INCLUSION
DES GROUPES VULNÉRABLES

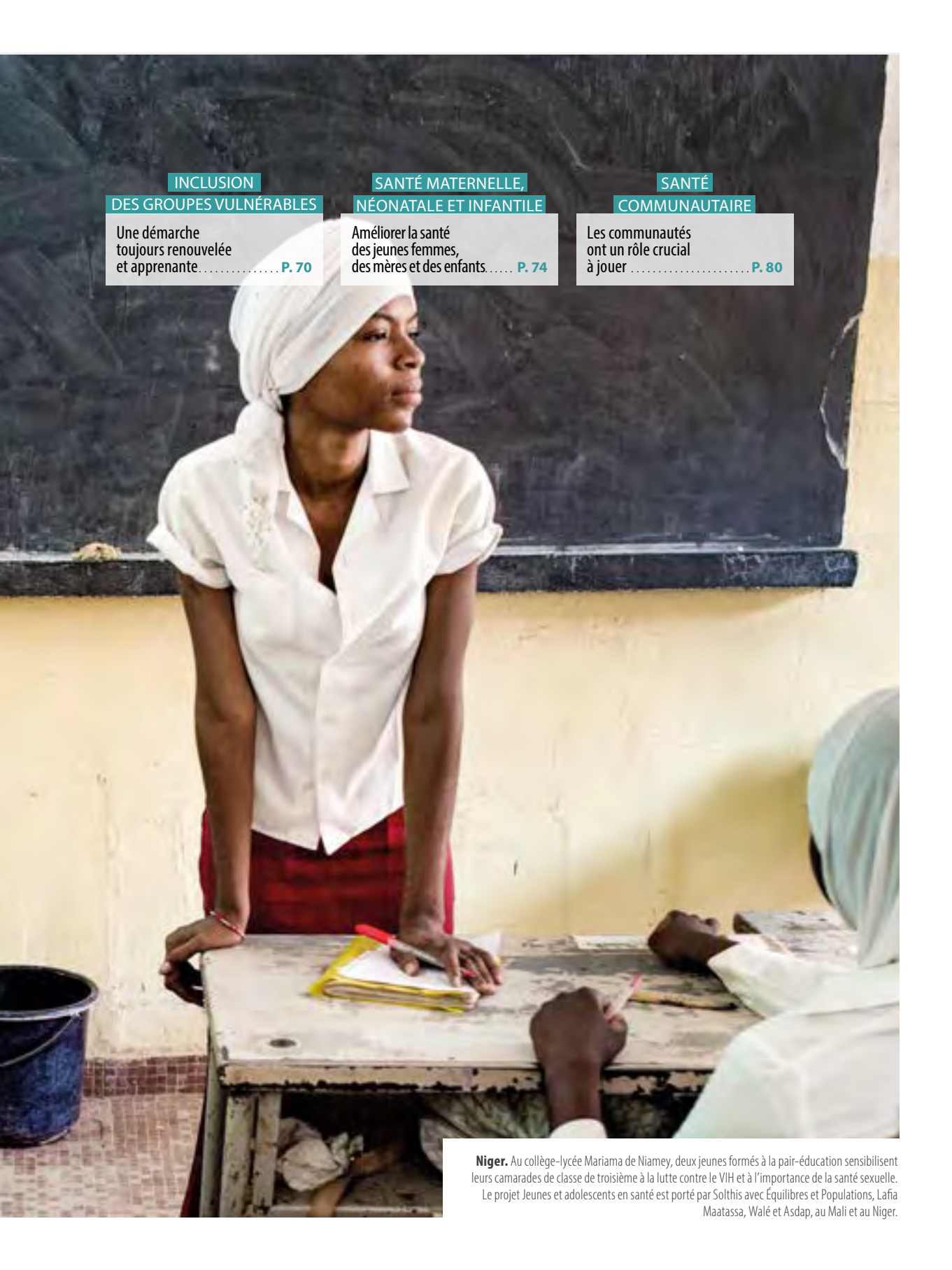
Une démarche
toujours renouvelée
et apprenante **P. 70**

**SANTÉ MATERNELLE,
NÉONATALE ET INFANTILE**

Améliorer la santé
des jeunes femmes,
des mères et des enfants **P. 74**

SANTÉ
COMMUNAUTAIRE

Les communautés
ont un rôle crucial
à jouer **P. 80**



Niger. Au collège-lycée Mariama de Niamey, deux jeunes formés à la pair-éducation sensibilisent leurs camarades de classe de troisième à la lutte contre le VIH et à l'importance de la santé sexuelle. Le projet Jeunes et adolescents en santé est porté par Solthis avec Équilibres et Populations, Lafia Maatassa, Walé et Asdap, au Mali et au Niger.

INCLUSION DES GROUPES VULNÉRABLES

UNE DÉMARCHE TOUJOURS RENOUVELÉE ET APPRENANTE

Rejet social, discrimination et criminalisation sont trois des obstacles qui empêchent les personnes les plus exposées aux trois pandémies d'avoir accès aux services de santé. L'Initiative 5% favorise depuis 2011 l'inclusion de ces populations clés à tous les niveaux, une approche évaluée en 2018-2019.

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, travailleuses et travailleurs du sexe, adolescentes et adolescents, personnes transgenres, vivant avec le VIH, utilisatrices de drogues, réfugiées, avec un handicap ou incarcérées... Depuis sa création l'Initiative 5% s'attache à faire participer ces populations clés et vulnérables à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de santé. Comme le Fonds mondial, elle leur consacre une place majeure dans sa stratégie et ses appels à propositions.

Cibles de tous les appuis

L'Initiative 5% travaille auprès des populations clés et des groupes vulnérables pour renforcer leurs capacités d'action et de plaidoyer, notamment par le biais d'associations et de réseaux à base communautaire dont elle appuie la structuration. En outre, ses appuis techniques et financiers influencent les stratégies nationales

sanitaires pour qu'elles prennent en compte ces groupes dans la demande et la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

Dans sa stratégie 2017-2022, le Fonds mondial favorise les programmes destinés aux populations clés et demande aux pays de leur donner la priorité dans leurs demandes de financement et dans leurs engagements financiers nationaux. L'Initiative 5% a accompagné ce processus avec son appel à propositions : les projets soumis devaient renforcer l'impact des subventions du Fonds mondial pour les populations clés, appuyer les droits humains et favoriser la prise en compte du genre.

Une approche efficace et pertinente

Dans le cadre de sa démarche de redevabilité et de qualité, l'Initiative 5% a conduit une évaluation transversale des huit projets développés et clôturés. Les conclusions sont positives quant à



l'impact sur les populations clés comme sur la valeur ajoutée de l'Initiative 5% sur le renforcement des stratégies nationales. L'évaluation, parue en 2019, confirme que la complémentarité des projets financés par l'Initiative 5% avec l'action du Fonds mondial est le fruit de la coordination effective des actions de terrain.

L'évaluation a permis de mettre au jour un véritable corpus de bonnes pratiques et d'innovations en matière de stratégies d'implication communautaire, de renforcement de compétences, de partenariat et de plaidoyer. Certaines stratégies innovantes ont un vrai potentiel d'influence sur les recommandations internationales de prise en charge des malades. Enfin, si un seul projet portait sur l'intégration du genre dans l'approche des populations clés, et plus précisément des usagères de drogues injectables en Ukraine, les formations de sensibilisation des professionnelles et professionnels des centres de santé et de l'action sociale ont eu des effets visibles. ○

Évaluer pour mieux accompagner



Chaque année, une quinzaine de projets sont financés par l'Initiative 5% via ses appels à propositions (voir pages 38-41). Tous font l'objet d'une évaluation externe finale.

L'Initiative 5% réalise des évaluations transversales regroupant les projets par thématique. La collection « Évaluations transversales des projets » a pour ambition de diffuser les apprentissages et bonnes pratiques issus des projets financés par l'Initiative 5%. En plus des synthèses des évaluations transversales, l'Initiative 5% produit également des documents de capitalisation et des guides méthodologiques.

ÉVALUATIONS MENÉES PAR L'INITIATIVE 5% DEPUIS 2016

40
projets
évalués

6
évaluations
transversales
réalisées



Nicolas Durier,
fondateur et
directeur général de
Dreamlopmnts

THAÏLANDE - INTERVIEW

« Une couverture santé adaptée à la situation des personnes migrantes »

Sur trois millions de migrantes et migrants venus de Birmanie en Thaïlande, un tiers n'a pas de document légal et donc aucune couverture en santé. L'entreprise sociale Dreamlopmnts a créé une assurance santé à but non lucratif, le M-Fund, pour donner à ces populations un accès durable à des services de santé. Une cotisation mensuelle de 100 baths (2,9 euros) par personne leur donne accès aux services dans les cinq premiers établissements partenaires.

Quelle est la genèse de ce projet ?

En 2015, avec Sasiprapha Chanthawong, anthropologue, et François Nosten, directeur

574 998 €

Subvention de l'Initiative 5%
allouée pour deux ans depuis 2018

**+ de 9 000
membres**

du M-Fund fin 2018

de l'unité de recherche sur le paludisme à Shoklo, nous avons mené une enquête sur les besoins des populations migrantes le long de la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande. C'est ce qui nous a amenés à fonder Dreamlopmnts. Il a ensuite fallu faire une modélisation avec un expert en micro-assurance et convaincre les autorités de santé locales et nationales de l'intérêt de prendre en charge les communautés migrantes. Et bien sûr, nous avons travaillé avec les communautés pour préciser leurs besoins et définir les services à mettre en place.



Comment travaillez-vous avec les communautés ?

Nous avons une équipe de travailleuses et de travailleurs communautaires. Tous sont originaires ou vivent encore dans les différentes communautés : elles leur font confiance parce qu'ils les comprennent et connaissent leurs besoins. Ils les informent et font les inscriptions volontaires directement sur le terrain sur l'application M-Fund, dédiée et sécurisée. C'est fondamental d'éviter toute démarche supplémentaire, qui les éloignerait encore des services de santé.

Comment vous assurez-vous que les besoins sont couverts ?

À l'inscription, les personnes choisissent la couverture adaptée à leur situation financière



Thaïlande. Un travailleur communautaire inscrit une famille originaire de Birmanie au M-Fund en février 2019. Le père de famille travaille dans un hôtel et a souhaité s'assurer pour que sa femme et leurs trois enfants soient couverts en cas de problème de santé.

et de santé. Le plan de base couvre les consultations et l'hospitalisation dans les hôpitaux et cliniques partenaires. Des options supplémentaires sont disponibles pour celles et ceux dont les besoins sont plus importants comme les femmes enceintes, les personnes ayant des pathologies chroniques comme le diabète ou les plus de 50 ans.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Depuis fin 2018, nous explorons l'extension du projet dans d'autres provinces de Thaïlande. Notre but est d'étendre le service dans d'autres pays d'Asie, et de fédérer migrants et communautés marginalisées dans un programme régional de protection pour l'accès aux soins, et de développement.

Pourquoi cibler les populations migrantes ou déplacées ?

Par leur situation, les populations migrantes sont éloignées des services de santé et la continuité des soins n'est pas assurée. Leurs conditions de vie les fragilisent et les rendent aussi plus vulnérables. Souvent stigmatisées, elles sont particulièrement exposées aux pandémies et hors d'atteinte des systèmes de prévention. Dans la région du Grand Mékong, elles font notamment face à un risque important de pharmacorésistance du paludisme.

SANTÉ MATERNELLE, NÉONATALE ET INFANTILE

AMÉLIORER LA SANTÉ DES JEUNES FEMMES, DES MÈRES ET DES ENFANTS

La majorité des décès maternels et infantiles sont évitables. L'Initiative 5% contribue à leur réduction, voire à leur élimination d'ici 2030, conformément à l'objectif de développement durable n° 3. Une ambition étroitement associée à la lutte contre les trois pandémies.

Faire passer le taux de mortalité maternelle sous les 70 pour 100 000 naissances vivantes, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de cinq ans d'ici 2030 : telles sont les ambitions de l'objectif de développement durable n° 3. Réduction de la mortalité maternelle et infantile, amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, renforcement de la qualité de la prise en charge pour toutes et tous, prévenir et informer durant le suivi des grossesses et des accouchements... Ces enjeux sont étroitement liés à la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Plus de la moitié des jeunes personnes nouvellement infectées au VIH sont des jeunes filles dans le monde. C'est pourquoi l'Initiative 5% veille notamment à ce que les programmes financés et appuyés tiennent compte des vulnérabilités spécifiques des adolescents et des jeunes filles. Elle encourage aussi l'évolution des perceptions qu'ont les acteurs de terrain et les porteurs de projets sur les questions de

genre, des droits humains et sexuels, et des violences faites aux femmes. Elle les engage à faire évoluer les représentations et à tenir compte de la nécessité de mettre en place des programmes d'éducation à la sexualité en milieu scolaire et non scolaire. ○

La santé sexuelle et reproductive, une priorité française

La stratégie 2016-2020 de la France en matière de santé sexuelle et reproductive met l'accent sur les jeunes filles et sur les droits sexuels. Établies à la suite d'une large concertation avec la société civile, les priorités françaises sur ces enjeux posent un cadre de référence pour l'ensemble des partenaires. Le but est de répondre de manière cohérente, efficace et collective aux grands défis sanitaires et démographiques de ce début de XXI^e siècle.



Multipays

Accompagner les jeunes filles des rues

Janvier 2017-juillet 2019



Congo. Maraudes du Samusocial international auprès des enfants et des jeunes des rues pour les rapprocher des soins et des services de prévention et de santé.

Avec le soutien de l'Initiative 5%, le Samusocial International mène un projet d'éducation à la santé des adolescents et des jeunes filles en rupture familiale et sociale. Un appui à ces jeunes vulnérables qui passe par le renforcement des capacités des structures médico-psychosociales.

Les adolescents et les jeunes filles qui vivent à la rue sont souvent contraints de recourir à des stratégies de survie comme la prostitution. Ils et elles sont aussi fréquemment consommateurs de produits toxiques, deux éléments qui multiplient les risques d'infection par la tuberculose et le VIH. Les jeunes filles sont particulièrement exposées au VIH et les risques de transmission du virus à leurs enfants pendant une grossesse (souvent non désirée) sont très élevés.

Mieux protéger les jeunes vulnérables

L'Initiative 5% soutient le renforcement des capacités des centres par le Samusocial international

au Mali, au Sénégal et au Congo pour que les programmes et les services de santé mis en œuvre soient adaptés aux enfants et aux jeunes vivant dans la rue. Des outils d'éducation sanitaire, préventive et thérapeutique dédiés à la réduction des risques liés aux pandémies sont diffusés en vue d'améliorer l'accès aux services de dépistage et de traitement pour ces jeunes aux besoins spécifiques. Elle appuie en outre le renforcement de l'offre de services de prise en charge et l'orientation des jeunes et des enfants vers les services compétents. Des mesures qui contribueront également à l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH. En 2017, le premier volet du projet a consisté en une enquête « Connaissances, attitudes, pratiques » (CAP) des enfants et jeunes de la rue sur ces trois pathologies pour connaître leurs besoins spécifiques et évaluer le contexte actuel de leur accès aux soins.

549 492 €

subvention octroyée au projet



Multipays

Améliorer l'offre de services VIH adaptée dans 10 pays

Avril 2017-mars 2020



Togo. Formation sur la prise de la PrEP avec les médecins et pairs-éducateurs togolais en janvier 2018.

Porté par Coalition Plus, union internationale d'ONG communautaires de lutte contre le sida et les hépatites virales, ce projet cible les populations clés, dont les professionnels du sexe, en visant le renforcement de 20 associations dans dix pays.

Permettre une prise en charge des populations clés dès le dépistage, promouvoir une offre de santé sexuelle adaptée et créer les conditions de la pérennisation des services développés : ce sont les objectifs du projet de consolidation des services destinés aux populations clés dans 20 associations communautaires, porté par trois entités sous-régionales de Coalition

Plus. Il priorise les interventions à destination des populations clés, l'implication communautaire et le renforcement de capacités organisé dans une dynamique Sud-Sud.

14 860
travailleuses et travailleurs
du sexe dépistés dans dix pays

Pourquoi cibler les professionnelles et professionnels du sexe ?

Les professionnels du sexe, hommes et femmes, ont dix fois plus de risques de contracter le VIH. Dans la plupart des pays, la violence, la stigmatisation, la discrimination, l'exclusion, la criminalisation et diverses violations des droits fondamentaux entravent leur accès aux services appropriés de prévention, de soutien et de soins. Il est urgent de mettre en œuvre des programmes de lutte contre le VIH/sida qui intègrent et tiennent compte de ces travailleurs et travailleuses du sexe.

Des effets directs pour les populations clés

Selon l'évaluation réalisée à mi-parcours fin 2018, le projet s'articule efficacement avec les stratégies nationales ciblant les populations clés. Les appuis sont jugés innovants et permettent la création ou le renforcement de dispositifs comme le dépistage communautaire démedicalisé, l'offre de santé sexuelle ou les nouveaux outils de prévention (dont la PrEP). Des appuis qui répondent bien aux besoins des associations et dont les effets en termes d'acquisition de compétences sont rapidement visibles.

1 488 599 €
Montant de la subvention



Cambodge

Innover pour atteindre les travailleuses du sexe

Avril 2017-mars 2020

Utiliser des SMS ou des messages vocaux réguliers pour relier les travailleuses du sexe aux services de prévention et de traitement du VIH et des IST : tel est l'objectif du projet Mobile Link porté par l'ONG cambodgienne KHANA. 600 messages ont été générés après observations, discussions et entretiens avec les travailleuses du sexe.

L'efficacité de l'intervention sera évaluée par l'analyse des variations de l'utilisation du test de dépistage du VIH, de l'usage du préservatif et du

recours aux services de soins de santé sexuelle par un échantillon de 600 travailleuses actives durant un an. Ce projet entend également répondre à des besoins au-delà du VIH, en santé sexuelle et de la reproduction.

648 126 €

Montant de la subvention
allouée au projet

600

travailleuses du
sexe incluses
dans le projet



Cambodge. En 2013, 40 000 femmes travaillaient dans le divertissement pour adultes dans le pays. L'ONG KHANA déploie et évalue le projet Mobile Link avec l'appui financier de l'Initiative 5% pour sensibiliser les jeunes femmes aux problématiques de santé.



Congo

Mieux accueillir et mieux soigner

Juillet 2017-juin 2019

Au Congo, la situation de crise économique met de plus en plus d'enfants et de jeunes à la rue. Celles et ceux qui sont contraints de se prostituer pour survivre à Brazzaville et à Pointe-Noire sont au cœur d'un projet de prise en charge porté par l'ONG Actions de solidarité internationale (ASI).

Le projet vise à améliorer l'accès aux services de santé pour les professionnelles du sexe et les jeunes mineures en situation de prostitution. Mis en œuvre avec l'Association congolaise pour le bien-être familial (ACBEF), il implique le ministère de la Santé, les directions départementales de la Santé et les structures sanitaires et sociales de Brazzaville et de Pointe-Noire. 270 prestataires de soins seront formés à l'accueil et aux droits des patients.

+ 3 000
professionnelles sensibilisées,
dont une majorité de mineures

À terme, l'ONG veut fournir des soins de qualité à 680 jeunes mineures et à 1 020 professionnelles du sexe, dans les rues lors de maraudes, et dans les 18 structures impliquées dont 14 centres de santé.

1. Dans les centres de Brazzaville et de Pointe-Noire, les jeunes filles en situation de vulnérabilité sont accueillies, suivent des cours et sont sensibilisées aux questions de santé.
2. La prise en charge est globale : les jeunes filles sont accompagnées de la rue jusqu'à leur insertion professionnelle.
3. Éducation à la santé et prévention sont des activités menées auprès des mineures dans les centres, sur la reproduction, les conduites à risque, etc.
4. Une crèche est à disposition des jeunes mères. Elles peuvent y laisser leur enfant pour participer aux activités proposées.





2




4

SANTÉ COMMUNAUTAIRE

LES COMMUNAUTÉS ONT UN RÔLE CRUCIAL À JOUER

Pour en finir avec les trois pandémies, il est fondamental de donner toute leur place aux communautés. Elles contribuent de manière essentielle à l'effort d'éradication des maladies et leur rôle est moteur dans la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial.

En santé mondiale, les acteurs communautaires ont un rôle fondamental pour repérer les difficultés et les opportunités sanitaires, et réagir aux situations de crise. Ce rôle est de plus en plus reconnu : la majorité des services qu'ils fournissent n'existeraient pas sans eux ou alors les populations clés en seraient exclues.

L'Initiative 5% adhère au consensus de plus en plus large selon lequel la couverture sanitaire universelle restera hors d'atteinte sans participation active des communautés. C'est pourquoi elle finance et soutient l'action communautaire pour compléter les systèmes de santé officiels. 

Multipays

Mettre l'expertise locale au service des populations clés

Octobre 2018-septembre 2021

En Afrique de l'Ouest, les populations clés restent peu intégrées aux programmes de lutte contre le VIH/sida. L'ONG Enda-Santé intervient en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Sénégal. Avec ses partenaires, universitaires et ONG, elle soutient la participation des acteurs communautaires à la mise à l'échelle d'une offre adaptée aux populations

clés. Le projet forme des référentes et référents régionaux au recensement et à la localisation des populations clés, de leurs besoins et des services existants, et les associe à la mise en œuvre d'interventions de prévention innovantes et au renforcement des réseaux de soins. Enda-Santé favorise aussi le partage et la capitalisation de bonnes pratiques.

971 159 €
Financement du projet
de 2018 à 2021



« La santé communautaire est gage de pérennité des actions »

En quoi la santé communautaire renouvelle-t-elle la protection des populations clés et vulnérables ?

Cette approche de la santé publique est particulièrement adaptée à la résolution des problèmes des populations vulnérables ou marginalisées. Elle permet une appropriation de la conception et du déroulement des actions par les bénéficiaires, et une flexibilité de mise en œuvre des projets selon l'évolution des besoins. La santé communautaire est aussi le meilleur gage de la pérennité des actions. Grâce aux communautés, elles peuvent continuer après les projets.

Quels sont les effets visibles sur les populations clés ?

L'empowerment des bénéficiaires est l'effet le plus recherché. Le facilitateur de l'appropriation, souvent le porteur du projet, doit assurer un renforcement des capacités de qualité, totalement adapté aux besoins et aux attentes des bénéficiaires. En outre, plus il laisse de place à l'expression des bénéficiaires, plus l'impact durera.

De quoi ont le plus besoin les acteurs communautaires pour démultiplier leurs impacts ?

Ils ont besoin d'intégrer les systèmes de santé comme partenaires à part entière. Pour cela, il faut qu'ils soient d'excellents techniciens sur



Madagascar. Un militant de l'Association des femmes samaritaines (Afsa) sensibilise sur la transmission du VIH et enquête sur les pratiques de dépistage. Une campagne menée dans le cadre de l'observatoire du VIH mis en place par Médecins du monde avec quatre associations de populations clés, pour mieux connaître les barrières à l'accès au dépistage et aux soins.

leurs sujets. Et il faut absolument reconnaître leur contribution. Il faut leur donner la place qu'ils méritent dans une approche partenariale des systèmes de santé.



D^r Hélène Rossert,
médecin et experte en
santé communautaire

Sont-ils la clé pour atteindre les 90-90-90 ?

Il s'agit d'une responsabilité collective (voir pages 92-93) où l'environnement favorable en termes de droits humains est capital. On pense souvent que le dépistage communautaire du VIH mènera à l'atteinte du premier 90, et mécaniquement à l'atteinte des deux autres. C'est un leurre. Les professionnelles et professionnels de santé sont encore trop souvent incapables d'accueillir les populations dépistées positives et de les suivre dans de bonnes conditions, en collaboration avec les acteurs communautaires. Cela entrave l'atteinte des trois 90.



LES TROIS PANDEMIES

L'Initiative 5% soutient celles et ceux qui participent à la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. En 2018, elle renforce ses appuis à la recherche opérationnelle : un appel à propositions est désormais dédié à ces projets qui contribuent à la construction et à l'amélioration des stratégies d'intervention.



TUBERCULOSE

Diagnostiquer et traiter :
deux enjeux critiques. P. 84

PALUDISME

Documenter la lutte
contre le paludisme. P. 88

VIH/SIDA

Éradiquer
l'épidémie du VIH/sida P. 92

Côte d'Ivoire. Le projet Depistneo développe et évalue une stratégie VIH-VHB pour les couples mères-enfants pour améliorer le dépistage précoce des enfants exposés au VIH, leur mise sous traitement antirétroviral et la vaccination néonatale contre l'hépatite B.

TUBERCULOSE

DIAGNOSTIQUER ET TRAITER : DEUX ENJEUX CRITIQUES

La non-détection d'environ 40 % des malades et la pharmacorésistance bactérienne sont des défis majeurs pour l'élimination de la tuberculose dans le monde. L'Initiative 5% finance des projets de recherche opérationnelle qui évaluent des stratégies innovantes pour améliorer le dépistage et la mise sous traitement.

Chaque année, environ 10 millions de personnes contractent la tuberculose et 1,7 million en meurent, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En 2016, seuls 6,3 millions de cas ont été dépistés et correctement notifiés aux systèmes de surveillance nationaux et supranationaux. Il reste donc à déployer des efforts considérables pour offrir à

toutes les personnes touchées par la tuberculose une prise en charge thérapeutique et médico-sociale adéquate, et atteindre ainsi l'objectif d'éliminer cette pandémie à l'horizon de 2035.



CAS MANQUANT

Malgré l'efficacité des traitements et le taux de mortalité en baisse, les personnes « manquantes » restent un défi majeur. Dans le monde entier, 36 % des 10,4 millions de personnes ayant contracté la tuberculose en 2016 n'ont pas été identifiées.

Soutenir la recherche de solutions de dépistage efficaces

En 2017-2018, l'Initiative 5% a commandité une mission d'accompagnement pour développer et mettre en œuvre un appel à projets dédié à la recherche opérationnelle (voir page 41). L'objectif global est d'identifier les meilleures stratégies d'amélioration de l'accès au diagnostic et aux soins pour les patientes et patients, puis de les mettre en pratique dans les politiques de santé sur la base de données fiables.

Trois domaines prioritaires de recherche opérationnelle ont été identifiés. Ils correspondent à trois enjeux cruciaux pour l'éradication de la maladie. Tout d'abord, l'évaluation de stratégies innovantes pour améliorer le dépistage et le traitement de toutes les formes de la tuberculose et diminuer ainsi le nombre de cas non diagnostiqués. Ensuite, la lutte contre la propagation de la tuberculose pharmacorésistante, avec l'étude des facteurs facilitant l'utilisation et le suivi efficace des régimes de courte durée. Et enfin, la mise au point de programmes intégrant de nouvelles approches de dépistage et de traitement de la tuberculose latente à l'intention des familles et des groupes à risque, notamment les enfants et les personnes vivant avec le VIH. ○

L'INITIATIVE 5% ET LA TUBERCULOSE EN 2018

11
missions
engagées



4
projets
en cours



Madagascar. L'Institut Pasteur de Madagascar conduit de nombreux travaux sur les maladies infectieuses et notamment sur la tuberculose avec le soutien de l'Initiative 5% et du Fonds mondial. Il mène aussi un travail important de dépistage et de traitement des personnes infectées.

Recherche opérationnelle : trois projets contre la tuberculose

Le premier appel à propositions dédié à la recherche opérationnelle de l'Initiative 5% a été publié en 2018. Il portait spécifiquement sur l'amélioration du dépistage, du traitement et de la prévention de la tuberculose. Sur 27 notes conceptuelles, le comité a sélectionné trois projets.

Au Viêt Nam, le projet Zero Tuberculose Vietnam Hope va évaluer la stratégie nationale d'amélioration de la « cascade de

soins » de la tuberculose, du dépistage au traitement de toutes les formes de l'infection, y compris la tuberculose multirésistante et l'infection latente. Cette évaluation se fera aux plans opérationnel, économique et sanitaire.

Le projet de l'Institut Pasteur du Cambodge vise à augmenter d'ici 2020 la couverture du traitement de la tuberculose latente parmi les personnes vivant avec le VIH dans le pays.

Enfin, le projet Aprecit doit évaluer un modèle d'intervention intrafamiliale pour le dépistage et la prise en charge de l'infection latente au Cameroun et à Madagascar.

2,44 M€

Total des subventions allouées aux projets de recherche opérationnelle sélectionnés en 2018



Multipays

Tester un nouveau protocole de diagnostic pédiatrique

Octobre 2017-septembre 2020



Sierra Leone. Visite d'évaluation de la capacité de diagnostic pédiatrique existante par les équipes de coordination de la recherche TB-Speed au cours du premier trimestre de 2018.

Le projet de recherche opérationnelle TB-Speed a pour but de réduire la mortalité infantile due à la tuberculose en renforçant les programmes nationaux et en évaluant des méthodes de diagnostic innovantes.

Mis en œuvre par un consortium international coordonné par l'université de Bordeaux et cofinancé par Unitaid, le projet TB-Speed intervient dans six pays à forte prévalence : Côte d'Ivoire, Cameroun, Cambodge, Mozambique, Ouganda et Zambie. Il cherche à évaluer l'impact sur la mortalité et la morbidité de la détection précoce et systématique de la tuberculose chez les enfants atteints de pneumonie sévère. Le projet est financé en majorité par Unitaid. L'Initiative 5% cofinance la composante TB-Speed Pneumonia

1 499 904 €

Subvention octroyée
au projet TB-Speed par l'Initiative 5%

mise en œuvre au Cambodge, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Mozambique.

Une technique de diagnostic innovante

Cette recherche, basée sur les standards de l'OMS, sera réalisée auprès de 3 800 enfants dans 15 hôpitaux partenaires à l'aide de matériels portatifs, qui permettent de réaliser des aspirations nasopharyngées, et de la plateforme GeneXpert Edge. Cette plateforme moléculaire de petite taille opérant sur batterie permettra de réaliser le test diagnostic moléculaire de tuberculose Xpert MTB/RIF Ultra sur des prélèvements de selles et des prélèvements nasopharyngés, plus faciles à réaliser en pratique que les méthodes habituelles de prélèvements.

La première année du projet a été consacrée à la rédaction et à la validation du protocole de recherche par les comités d'éthique, dont celui de l'OMS, et au recrutement et à la formation des équipes terrain. L'étude a commencé début 2019.

« La société civile dispose de compétences pour améliorer les réponses nationales »

Récap-TB est financé par l'Initiative 5% dans le cadre du Canal Pilote. Il est centré sur le renforcement des organisations communautaires de lutte contre la tuberculose. Il est mis en œuvre au Bénin, au Cameroun, au Niger et au Tchad par Alliance Côte d'Ivoire, en partenariat avec Stop TB.

Quels sont les enjeux de la lutte contre la tuberculose en Afrique de l'Ouest et centrale ?

Selon le rapport mondial 2017 de l'OMS sur la tuberculose (TB), 40 % des cas ne sont pas détectés, dont 100 000 enfants en Afrique de l'Ouest et centrale. 14 % des personnes coinfectées TB/VIH meurent chaque année.

Quelle est l'importance des acteurs communautaires pour améliorer l'accès au dépistage ?

Par leur diversité, ils ont une capacité unique d'atteindre et de mobiliser des personnes, y compris les plus marginalisées. Nous avons pu démontrer que l'intensification des interventions communautaires permettait un accroissement spectaculaire des notifications de cas de tuberculose.

Quels sont leurs besoins et comment le projet y répond-il ?

Les acteurs communautaires manquent de capacités dans l'élaboration et la mise en œuvre des interventions, dans la gouvernance et dans la gestion programmatique et financière. Le projet comporte deux volets.

D'abord, l'évaluation et le renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles. Ensuite, un appui des pays pour l'analyse des barrières liées au diagnostic et au suivi, et pour susciter une réponse à la tuberculose centrée sur la patiente ou le patient, sensible au genre et aux droits humains.

450 000 €

Subvention allouée par l'Initiative 5%



D' Madiarra Coulibaly-Offia, directrice exécutive de l'ONG Alliance nationale contre le sida en Côte d'Ivoire

Quel est l'intérêt du soutien de l'Initiative 5% ?

Ce projet de partenariat et d'échange Sud-Sud promeut l'expertise communautaire disponible au sein de pays d'une même région pour affronter des défis parfois similaires. Il prouve que la société civile dispose de compétences pour améliorer les réponses nationales. Développer des approches communautaires nouvelles et complémentaires à l'action des prestataires de santé est primordial pour nous. L'Initiative 5% nous offre cette opportunité.



Côte d'Ivoire. Dépistage actif organisé par Alliance Côte d'Ivoire autour du centre antituberculeux dans un quartier d'Abidjan lors de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose en mars 2019.

PALUDISME

DOCUMENTER LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE

L'insuffisance de la prise en charge ainsi que des moyens de prévention et de traitement menace les progrès de la lutte contre le paludisme. L'Initiative 5% finance la recherche opérationnelle pour surveiller l'efficacité des outils et tester des interventions innovantes, notamment face aux résistances aux insecticides et aux médicaments.

Le fléchissement de l'engagement politique et la baisse des financements ainsi que la croissance des résistances aux insecticides et aux médicaments ralentissent les progrès en matière de lutte contre le paludisme. Chaque jour, les moustiques regagnent du terrain. En 2017, dans le monde, 266 000 enfants de moins de cinq ans sont morts du paludisme selon l'OMS, ce qui représente 61 % des décès liés à la maladie. Seules des innovations en matière de prévention et de prise en charge permet-

tront de contrer les résistances et le regain de la pandémie.

Investir dans la recherche opérationnelle pour renforcer l'efficacité des outils

Pour compléter les programmes soutenus par le Fonds mondial, l'Initiative 5% appuie et finance des projets de recherche opérationnelle menés par ses partenaires scientifiques et de la société civile, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est. Les résultats permettent d'appuyer les demandes de financements des pays en les fondant sur des données scientifiques précises.

Les enjeux identifiés comme prioritaires en matière de recherche opérationnelle dans la lutte contre le paludisme consistent principalement à appliquer à grande échelle le diagnostic précoce ainsi qu'à étudier la possibilité d'intensifier les stratégies actuelles de prévention et d'en élaborer de nouvelles. Enfin, il s'agit d'étudier la lutte contre les résistances aux insecticides, à l'artémisinine et aux médicaments dérivés, pour atteindre l'élimination du paludisme en zones de transmission faible. ◉



Côte d'Ivoire. Dans le cadre du projet REACT sur la transmission résiduelle du paludisme financé par l'Initiative 5%, des chercheurs de l'IRD ont étudié l'agressivité des moustiques capturés dans une soixantaine de villages.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

L'ENGAGEMENT DE L'INITIATIVE 5% DEPUIS 2011

L'Initiative 5% se décline en deux modalités d'action complémentaires :
un canal d'assistance technique (Canal Expertise)
et un canal de financement de projets (Canal Projets).

CANAL EXPERTISE

34
MISSIONS
MISES EN
ŒUVRE

€ **3,58 M€**
engagés

 **2 000** jours d'expertise

 **80**
expertes
et experts

 **17**
pays
concernés



53 %
des missions dédiées à
l'amélioration de l'accès
aux financements du Fonds
mondial



62 %
d'acteurs publics parmi
les bénéficiaires (CCM,
programmes nationaux ou
ministères de la Santé)

CANAL PROJETS

9
PROJETS
DE LONG
TERME
FINANCÉS

€ **7,26 M€**
engagés

 **14**
pays
concernés



89 %
des projets de lutte contre
le paludisme portés par des
instituts de recherche



67 %
des projets confiés à des
acteurs du Sud



Multipays

Surveiller l'efficacité des traitements

Mai 2016-avril 2019

Dans le Grand Mékong, la lutte contre le paludisme est compromise par la montée des résistances aux traitements. Le projet MIVS-ACT financé par l'Initiative 5% soutient les efforts de contrôle et d'élimination du paludisme en étudiant ces résistances.

Le programme de surveillance moléculaire et *in vitro* de l'efficacité des médicaments associés à l'artémisinine (ACT) vise à renforcer les efforts d'éradication du paludisme en suivant l'évolution des résistances ACT. Ces traitements combinés sont les plus utilisés

dans le monde pour combattre le paludisme à *Plasmodium falciparum*. Mais les parasites sont de moins en moins sensibles à l'artémisinine et l'efficacité des autres médicaments

associés est de plus en plus déterminante dans le succès du traitement. Cette étude est menée par un consortium de recherche, dirigé par la faculté de médecine tropicale de l'université Mahidol de Bangkok, en partenariat avec l'unité de recherche Oxford-Mahidol (MORU),

le WorldWide Antimalarial Resistance Network (WWARN) et l'Institut Pasteur du Cambodge.

Répondre à un besoin d'informations scientifiques

Adapter les stratégies de traitement puis assurer la disponibilité des médicaments recommandés demande des informations parasitologiques fiables. Le but de cette recherche est d'étudier à terme 10 000 échantillons et de mettre à disposition les résultats sur la prévalence et la distribution des marqueurs de résistance. Ces résultats permettront aux autorités en santé de favoriser certaines combinaisons de médicaments, pour soutenir les objectifs de confinement des résistances et d'élimination du paludisme dans le Grand Mékong.

Les échantillons testés sont cartographiés en temps quasi réel sur le site Explorer du WWARN, ce qui permet de suivre la propagation ou l'émergence d'une résistance. Ce

sont également des indicateurs essentiels du succès des projets d'élimination du paludisme dans la région et dans le monde entier.

Enfin, le consortium renforce les capacités régionales en matière d'évaluations génotypiques des résistances, pour que la surveillance parasitologique soit intégrée dans les activités des systèmes de santé.

1 020 087 M€

Subvention allouée au projet MIVS-ACT

LE PALUDISME EN ASIE DU SUD-EST



Résistances du parasite *Plasmodium falciparum* à l'artémisine ainsi qu'aux médicaments associés, la pipéraquline et la méfloquine.

- Artémisinine
- Artémisinine et pipéraquline
- Artémisinine, pipéraquline et méfloquine

Nombre de décès liés au paludisme en 2016 (en millions)

- < 1
- 1-10
- 10-20
- > 20

Source : Institute for Health Metrics and Evaluation.

« Comprendre l'épidémiologie du paludisme en zone forestière »

Ce projet de recherche opérationnelle financé par l'Initiative 5% a pour objectif de documenter la transmission du paludisme en zone forestière pour mieux la prévenir.

Quels sont les enjeux spécifiques du paludisme au Cambodge ?

Au Cambodge, contrairement à l'Afrique, la majorité des moustiques qui transmettent le paludisme se trouvent en zone forestière. C'est donc là que les personnes sont infectées. Or, au Cambodge, les parasites causant la forme sévère du paludisme (*Plasmodium falciparum*) sont parfois résistants à la plupart des antipaludiques. Cela suscite une vive inquiétude quant à une possible diffusion de cette souche multirésistante en Afrique, où se trouvent plus de 90 % des malades et des décès liés au paludisme dans le monde.

Quel est l'objectif de cette étude ?

Il s'agit d'abord de comprendre l'épidémiologie du paludisme en zone forestière, puis de l'éliminer avec des interventions adaptées. Actuellement, l'action contre le paludisme se situe en dehors des forêts. Depuis 2018, des agents communautaires se déplacent en forêt sans y rester. L'installation permanente de notre projet au cœur du réservoir de cette maladie nous fait espérer qu'il sera possible de la faire chuter dans la forêt et dans les centres de santé environnants.

Pourquoi travailler avec un réseau de travailleurs ?

La difficulté de l'environnement est une des principales explications à l'absence de programme permanent de lutte contre le paludisme dans la forêt. Pour ce projet, nous avons donc choisi de collaborer avec des coupeurs de bois que nous équipons et que nous formons. Nos forêts d'étude sont sectorisées et dans chaque secteur, un travailleur mène à bien les procédures d'étude, qui consistent principalement en un questionnaire électronique et des prélèvements sanguins.

1 037 417 €
Subvention allouée au projet



Patrice Piola,
chercheur à l'Institut
Pasteur du Cambodge

Le projet est mis en œuvre à la fois par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et par une ONG de terrain. Comment s'articule leur travail ?

Personne ne s'implante dans la forêt pour lutter contre le paludisme, mais nous, nous y réalisons cette étude, avec ses exigences de traçabilité et un monitoring en temps réel. Partners for Development, l'ONG de terrain, est responsable de la coordination des travailleurs. Nous collaborons étroitement pour gérer les difficultés inhérentes à ce projet hors norme. Le PNLP est intéressé par notre approche originale et nous aidera jusqu'à la phase finale de recommandations.



Cambodge. Prélèvement sanguin sur des coupeurs de bois dans le cadre du projet de recherche de l'Institut Pasteur du Cambodge pour documenter le paludisme en zone forestière.

VIH/SIDA

ÉRADIQUER L'ÉPIDÉMIE DU VIH/SIDA

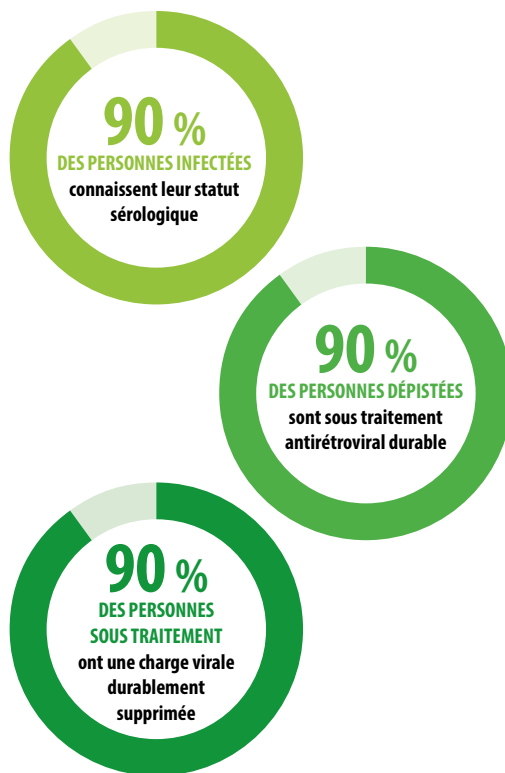
En 2019, mettre fin à l'épidémie du VIH/sida n'est pas qu'un devoir envers les 39 millions de morts qu'a causés la maladie, c'est faire un pas vers un monde plus juste et plus équitable pour les générations futures.

Au niveau mondial, tous les acteurs ont centré la lutte contre l'épidémie sur le renforcement de la société civile, les laboratoires médicaux et la disponibilité des traitements, la prévention de la transmission mère-enfant, le traitement des enfants infectés et l'atteinte des populations clés. L'Onusida s'engage particulièrement à tirer parti de son rôle de fédérateur pour collaborer avec des partenaires, dont le Fonds mondial et l'Initiative 5%, dans la mise en œuvre de la cible 90-90-90.

Connaître l'épidémie pour y mettre fin d'ici 2030

Éradiquer l'épidémie ne sera possible que si toute et tous ont accès aux traitements. Pour cela, il faut aller toujours plus loin dans la compréhension détaillée de l'épidémie. L'Initiative 5% appuie les pays pour collecter, analyser et diffuser des données permettant aux programmes d'atteindre les bonnes personnes au bon endroit et au bon moment. Ces données, établies en lien avec les repères annuels de l'Onusida, permettent aussi de suivre les progrès et d'assurer la redevabilité. L'Initiative 5% en est convaincue : la fin de l'épidémie du VIH/sida inspirera des efforts nationaux et globaux en santé mondiale, en démontrant la pertinence et l'efficacité des partenariats multisectoriels et des actions fondées sur des données épidémiologiques fiables. ◊

LES 90-90-90 CIBLES MONDIALES DE DÉPISTAGE ET DE TRAITEMENT DU VIH D'ICI 2020





Burkina Faso

Améliorer le système d'information sanitaire

Octobre-décembre 2018 et décembre 2018-janvier 2019

En 2018, pour faciliter l'atteinte du 90-90-90, deux missions d'expertise ont appuyé le volet de la subvention VIH « disponibilité et qualité de l'information stratégique sur la réponse nationale à l'épidémie de VIH/sida ».

Le secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le sida (SP/CNLS) burkinabè est récipiendaire principal de la subvention VIH et met en œuvre le programme « Intensifier les interventions à fort impact dans la lutte contre le VIH/sida » avec le secteur public. L'Initiative 5% a été sollicitée en 2018 pour réaliser un état des lieux de la charge virale dans le pays et évaluer les conditions d'amélioration de la sérosurveillance des femmes enceintes. Deux éléments clés pour mieux lutter contre l'épidémie.

Connaître la situation épidémiologique

Au Burkina Faso, si 60 % des personnes séropositives étaient sous traitement antirétroviral fin 2017, seules 2 % avaient accès à la mesure annuelle de leur charge virale. Le suivi virologique est pourtant l'un des meilleurs moyens de mesurer l'efficacité du traitement et de réduire la transmission. En lien avec le SP/CNLS, deux experts ont diagnostiqué la mesure de la charge virale dans le pays et appuyé l'élaboration d'un plan d'action impliquant tout l'écosystème (institutions, sites de prise en charge, laboratoires et acteurs communautaires). L'objectif : rapprocher le Burkina Faso du troisième 90 cible de l'Onusida.

Améliorer la sérosurveillance

L'accessibilité des tests du VIH dans les centres de consultation prénatale, la prévention de la

transmission VIH mère-enfant et la mise sous traitement immédiate des femmes enceintes dépistées ont beaucoup progressé dans le pays depuis dix ans. Quatre experts (dont trois nationaux) ont appuyé la réalisation d'une enquête de faisabilité pour l'utilisation des données de routine des consultations prénatales pour la sérosurveillance des femmes enceintes. Un volet essentiel pour l'atteinte du premier 90 cible de l'Onusida.



Afrique de l'Ouest. L'accessibilité des tests de dépistage dans les centres de consultation et les hôpitaux mère-enfant est un enjeu clé pour l'atteinte du 90-90-90.



Sénégal

Suivi VIH : de nécessaires indicateurs pour les moins de 15 ans

Mars-décembre 2018



Sénégal. Formation des jeunes volontaires à la sensibilisation sur le VIH/sida pour la semaine Jeunes & sida 2019 en juin 2019.

Avant d'élaborer le plan stratégique national 2018-2022, les acteurs sénégalais ont décidé de vérifier l'impact de leurs stratégies de lutte contre le VIH vis-à-vis des objectifs 90-90-90. Une mission de l'Initiative 5% a accompagné cette analyse.

Au Sénégal en 2015, 53 % des personnes vivant avec le VIH étaient diagnostiquées, 40 % suivaient un traitement antirétroviral et seuls 30 % des patientes et patients suivis connaissaient leur charge virale. Parmi les enfants traités, près de 60 % étaient en échec thérapeutique. Le Conseil national de lutte contre le VIH/sida (CNLS) a demandé l'appui de l'Initiative 5%. Le but : produire de nouveaux indicateurs de suivi pour définir une nouvelle approche statistique dans la stratégie 2018-2022.

Documenter l'épidémie chez les enfants

Les données actuelles concernent surtout les 15-49 ans. Mais une meilleure connaissance des

moins de 15 ans est cruciale pour contrôler l'épidémie et limiter sa propagation. Le diagnostic et le suivi du traitement sont en effet plus compliqués chez les enfants, à cause des résistances infantiles aux antirétroviraux et des abandons fréquents de traitement à l'adolescence. Les deux experts ont proposé une méthode pour mieux caractériser les tendances, en particulier selon l'âge des individus. L'étude par cohorte permet notamment de renseigner le dépistage de l'infection chez les enfants. Elle a révélé que près de 5 000 enfants et jeunes vivent avec le VIH sans être dépistés au Sénégal.

Améliorer la prise en charge des enfants

4

experts mobilisés pendant 210 jours

L'étude EnPrise et le projet Eva, financés par l'Initiative 5%, ont permis d'évaluer et d'améliorer la prise en charge des enfants vivant avec le VIH dans le pays. Un protocole de supplémentation nutritionnelle des enfants suivis pour leur infection au VIH a aussi été établi par le projet de recherche opérationnelle Snac's, également financé par l'Initiative 5%.

« Souvent, les enfants ne sont pas informés de leur statut sérologique »

En Afrique subsaharienne, on observe un retard global du dépistage et des soins des enfants séropositifs. Or sans traitement adapté, un tiers des enfants séropositifs meurent avant leur deuxième anniversaire ! L'annonce de leur statut aux enfants vivant avec le VIH est également un enjeu capital dans la lutte contre la maladie.



Réjane Zio,
responsable
programmes Santé de
la mère et de l'enfant,
Sidaction

Quels sont les enjeux spécifiques liés à la prise en charge du VIH pédiatrique ?

Selon l'Unicef, les enfants vivant avec le VIH ont commencé le traitement à l'âge de 3,8 ans en moyenne en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, 48 % des 1,2 million d'enfants vivant avec le VIH dans le monde en 2017 ne recevaient pas de traitement antirétroviral. Et lorsqu'ils en reçoivent, c'est souvent trop tard, à un stade avancé de la maladie.

L'OMS recommande d'annoncer leur diagnostic aux jeunes avant leurs 12 ans. Pourquoi ?

L'annonce de leur statut sérologique aux enfants vivant avec le VIH est un enjeu très important. Les professionnels de santé ont tendance à jouer un rôle secondaire, déléguant la tâche aux parents. Souvent, les enfants ne sont donc pas informés de leur statut sérologique alors qu'ils doivent prendre un traitement à vie.



Congo. Groupe d'adolescentes vivant avec le VIH prises en charge et suivies par une association partenaire de Sidaction. Rares sont celles qui témoignent à visage découvert.

Or on observe, en particulier chez les préadolescents et les adolescents, une corrélation entre la prise des traitements et le fait de connaître ou non la raison de ces traitements. Enfin, l'enfant doit être informé avant l'entrée dans l'adolescence, période de construction identitaire et des premières relations amoureuses et sexuelles.

En quoi le suivi pédiatrique est-il clé dans l'atteinte des 90-90-90 cibles ?

C'est la clé de l'identification du plus grand nombre possible d'enfants séropositifs et de leur mise sous traitement immédiat. Il permet une meilleure observance dans les soins et la diminution de la charge virale parmi les jeunes qui ne transmettront donc pas le VIH une fois leur vie sexuelle entamée. En amont, il est capital d'agir sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

Faut-il mettre en place un volet pédiatrique dans les programmes nationaux de lutte contre le sida ?

C'est crucial pour mieux visibiliser la situation des enfants et des adolescentes et adolescents, et mieux gérer les problématiques de soins et d'accompagnement. Cela devrait être systématique, notamment dans les systèmes de santé fragiles.

ANNEXES



Bilan financier P. 98

Missions d'expertise engagées en 2018 P. 100

Projets de long terme en cours en 2018 P. 102

Recherche opérationnelle : projets sélectionnés en 2018 P. 104



BILAN FINANCIER 2018

DÉPENSES GLOBALES 2018

18 422 278 €

dont :

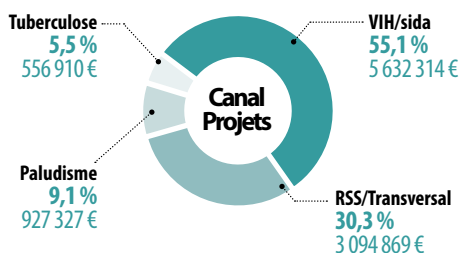
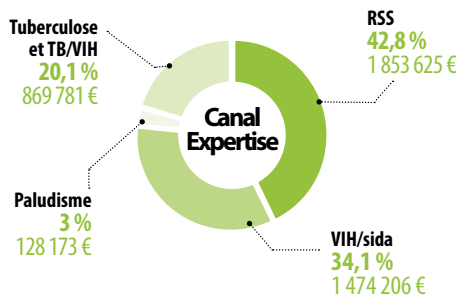
4,3 M€ pour le Canal Expertise

Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du Canal Expertise en 2018.

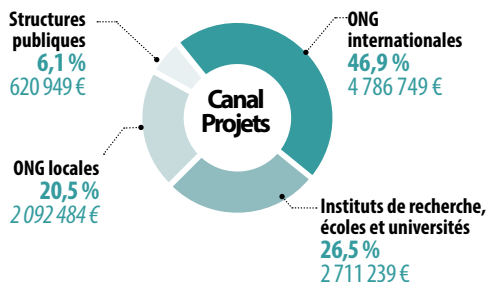
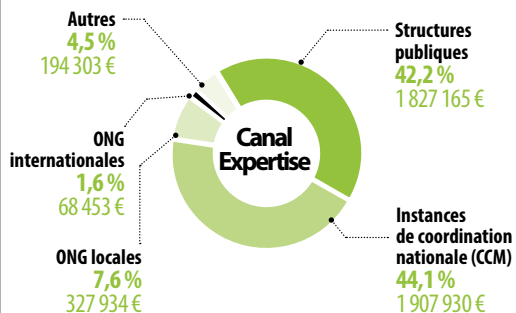
10,2 M€ pour le Canal Projets

Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées en 2018 dans le cadre du Canal Projets, hors organisation du comité de présélection et mise à jour de la grille interne d'analyse des projets.

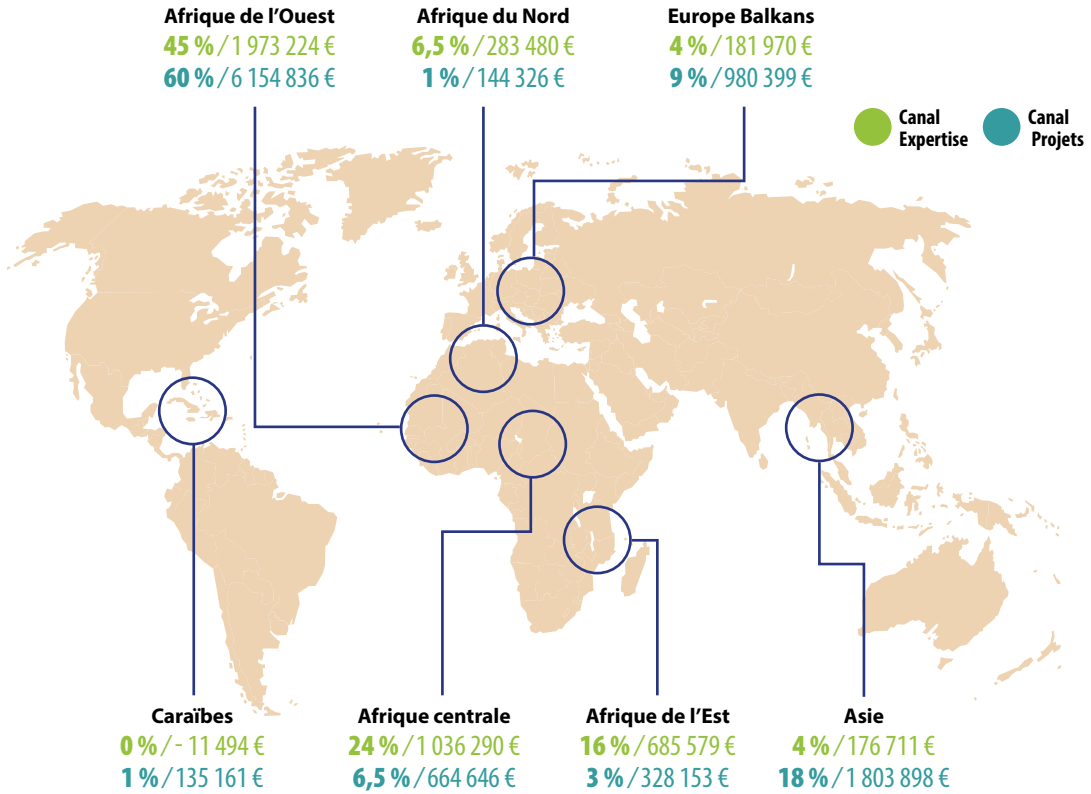
DÉPENSES PAR PANDÉMIE



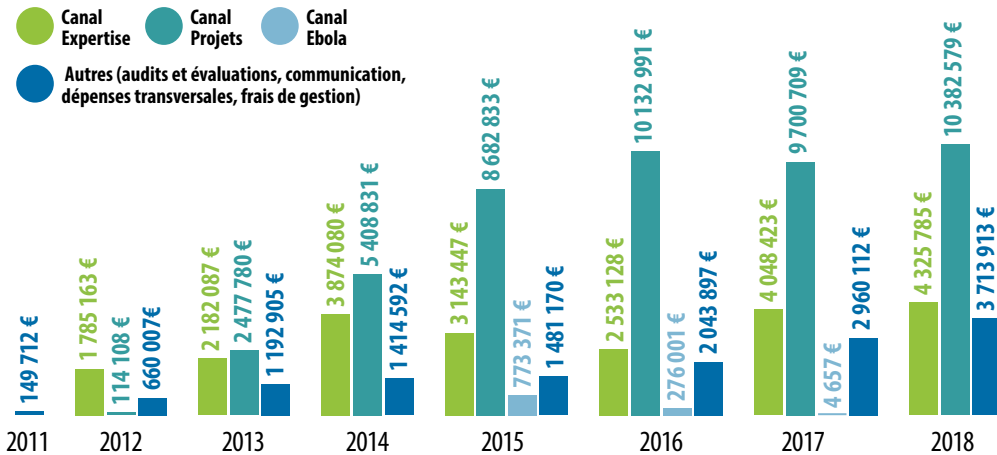
DÉPENSES PAR BÉNÉFICIAIRE



DÉPENSES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES



ÉVOLUTION DES DÉPENSES



MISSIONS D'EXPERTISE ENGAGÉES EN 2018

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Statut du bénéficiaire	Budget engagé (€)
VIH/sida				
Arménie	Support and build up monitoring and evaluation capacity in the country through supporting the biological and behavioral surveillance survey among transgender key population in Armenia	NCAP	Autre	23 030
Burkina Faso	Appuyer la réalisation d'une enquête sur la faisabilité de l'utilisation des données de routine de la PTME pour la séro-surveillance au Burkina Faso	Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le sida et les IST	Structure publique	103 648
	Déterminer l'état des lieux de la réalisation de la charge virale plasmatique au niveau national et subnational puis proposer des solutions pour en améliorer l'efficacité et l'efficience	Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le sida et les IST	Structure publique	39 865
Burundi	Appuyer l'ANSS dans la mise à jour et l'amélioration de son système de suivi-évaluation afin d'assurer un reporting répondant aux exigences des bailleurs internationaux, notamment celles du Fonds mondial	ANSS	ONG locale	62 064
	Appuyer la mise en forme du Plan stratégique national VIH 2018-2022 et sa budgétisation	National AIDS Control Program	Structure publique	5 807
Centrafrique	Appui au développement de la technique de génotypage des résistances du VIH-1 aux ARV dès 2019 en utilisant le protocole standardisé défini par l'action concertée n° 11 (AC11) virologie médicale de l'ANRS	Institut Pasteur Bangui Centrafrique	Autre	9 464
Comores	Appui à la phase d'établissement de la subvention (<i>grant-making</i>) pour la demande de reconduction de programme de lutte contre le VIH	CCM	CCM	46 860
	Appuyer le CCM-Comores dans l'élaboration de la note conceptuelle VIH	CCM	CCM	52 553
Côte d'Ivoire	Analyser les difficultés et opportunités d'intégration d'activités de dépistage du cancer du col dans celles de lutte contre le VIH, et appuyer la mise en œuvre d'un projet de recherche opérationnelle sur ce dépistage	PACCI	Autre	108 854
Éthiopie	Appui à l'élaboration du plan stratégique de NNPWE et au renforcement organisationnel du réseau	CCM	CCM	48 399
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration du plan national de prévention combinée VIH/sida	PNDS	Programme national	96 762
	Appuyer la revue à mi-parcours du PSN VIH/sida 2015-2020 et l'écriture du plan d'extension 2019-2023 et son plan de suivi-évaluation	National Secretariat to Fight AIDS	Structure publique	133 012
Liban	Support for the development of a 3-year regional strategy dedicated to the HIV response in the MENA region	M-Coalition	ONG internationale	30 087
Madagascar	Appui à la formation des formateurs et des TRODeurs pour la phase pilote de dépistage communautaire	National Council for the Fight Against AIDS	Programme national	40 772
Mali	Appui à la mise en œuvre d'une étude biocomportementale dans le cadre d'un projet VIH et handicap financé par le Fonds mondial	Handicap international	ONG internationale	159 300
Maroc	Appui à l'élaboration d'un plan stratégique	ALCS	ONG locale	52 190
Maurice	Appuyer la Plateforme de l'océan Indien portée par PILS à mettre en place un dispositif de soins communautaires	Prevention information lutte contre le sida	ONG locale	22 499
Mauritanie	Appui à la phase d'établissement de la subvention (<i>grant-making</i>) pour la demande de reconduction de programme de lutte contre le VIH	CCM	CCM	85 063
	Appuyer le CCM de Mauritanie à la finalisation de la demande de financement VIH/sida sur la base des données des enquêtes biocomportementales et index stigma à jour à soumettre au Fonds mondial le 6 août 2018	CCM	CCM	68 402
Monténégro	Support for the development of a monitoring and evaluation plan based on the existing National AIDS Strategy (2015-2020) and for scaling up monitoring & evaluation capacities and for developing OBBS and PSE protocols	Institute of Public Health of the Government	Structure publique	98 945
Niger	Appui technique en vue du renforcement des compétences du PNLSh pour l'accélération du dépistage VIH, du traitement antirétroviral et de la prévention de la transmission mère-enfant	Ministère de la Santé publique	Ministère de la Santé	151 052
	Assistance technique (AT) pour appuyer le RENIP+ dans l'élaboration de son plan stratégique de lutte contre le VIH/sida	RENIP+	ONG locale	46 202
	Assistance technique en vue d'accompagner la mise en œuvre de la nouvelle subvention	Coordination intersectorielle de lutte contre les IST/VIH/sida	Structure publique	132 868
	Renforcer les compétences organisationnelles et de gouvernance des organisations de PS et HSH pour une meilleure appropriation et gestion des interventions communautaires des subventions du Fonds mondial	Ballal	ONG locale	60 863
RDC	Appuyer le PNLs et le PNLt dans la mise en œuvre du modèle différencié des services VIH et du guichet unique VIH/TB à travers l'élaboration des plans opérationnels provinciaux en RDC	National Tuberculosis Control Program	Programme national	123 327
	Appuyer le PNLs et le PNLt de la RDC pour améliorer la réalisation des bilans préthérapeutiques (CD4, hématologie et biochimie) et le suivi biologique des PVVIH et des personnes affectées par la tuberculose	CCM	CCM	141 257
Sénégal	Appui à l'élaboration de la composante Populations clés de la requête de financement de contrepartie VIH/sida 2018-2020	CCM	CCM	33 311
	Étude sur la disponibilité, la qualité et la fiabilité des indicateurs des 90-90-90 dans le cadre de la mise en œuvre du Fast Track au Sénégal	Conseil national de lutte contre le sida	Structure publique	156 090
Serbie	Support to the development of the funding request for window 5		Structure publique	54 652
Tchad	Appui à l'UGP dans la définition de ses besoins dans le cadre de la nouvelle subvention VIH/TB/SPRS		Ministère de la Santé	245 864
Tunisie	Appui au CCM pour la réalisation du <i>grant-making</i>		CCM	45 504

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Statut du bénéficiaire	Budget engagé (€)
Tuberculose				
Comores	Appui à la phase d'établissement de la subvention (<i>grant-making</i>) pour la demande de reconduction de programme de lutte contre la tuberculose	CCM	CCM	68 469
	Appuyer le CCM-Comores dans l'élaboration de la note conceptuelle TB	CCM	CCM	69 468
Congo	Appui aux revues épidémiologique et programmatique du Programme national de lutte contre la tuberculose	National Tuberculosis Control Program	Programme national	69 094
Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration des documents normatifs pour la mise en œuvre de la prophylaxie à l'INH (TIP)	National Tuberculosis Control Program	Programme national	61 822
	Renforcer les capacités organisationnelles, institutionnelles et de gouvernance des ONG pour les rendre plus fonctionnelles et performantes dans la mise en œuvre de activités afin de répondre aux obligations dans la gestion des subventions du Fonds mondial	COLTMR-CI	ONG locale	77 664
Gabon	Appui au CCM du Gabon dans la conduite de la phase d'établissement de la subvention TB	CCM	CCM	77 688
	Appuyer la resoumission de la note conceptuelle sur la thématique tuberculose	CCM	CCM	81 512
Mauritanie	Appui à la phase d'établissement de la subvention (<i>grant-making</i>) pour la demande de reconduction de programme de lutte contre la tuberculose	CCM	CCM	85 063
	Appui à l'élaboration de la requête de financement TB	CCM	CCM	152 303
Niger	Appui au CCM du Niger pour la conduite de la procédure d'établissement de la subvention TB/RSS	CCM	CCM	125 852
RDC	Appui pour réaliser une évaluation de l'actuel système de transport des échantillons et contribuer à l'élaboration d'un nouveau plan stratégique pour ce dernier	National Tuberculosis Control Program	Programme national	99 453
	Appuyer le PNLT de la RDC pour améliorer le dépistage actif de la tuberculose par la stratégie des unités mobiles tout en assurant le lien avec les services de santé pour la prise en charge des patients dépistés et le renforcement des capacités de lecture de la radiographie	CCM	CCM	149 148
Paludisme				
Comores	Appuyer le CCM dans l'élaboration du plan de suivi et évaluation du plan stratégique national (PSN) de lutte contre le paludisme	CCM	CCM	26 046
RDC	Réaliser un état de lieux de la question sur le secteur privé par rapport à la prise en charge du paludisme et développer un document stratégique de mobilisation du secteur privé dans la prise en charge des cas de paludisme	CCM	CCM	110 287
RSS/transversal				
Albanie	Technical Assistance for Managerial support to the Global Fund's Program Management Unit	Ministère de la Santé	Structure publique	110 482
Bénin	Actualiser/élaborer une approche (politique, stratégies, plans et outils) communautaire de façon à assurer une couverture totale effective des interventions communautaires dans une approche « une seule santé »	CNLSTP	Programme national	61 141
	Élaborer un plan de communication, créer un site internet et organiser une réunion de concertation entre les acteurs santé pour faire connaître le mouvement LGBT	Afro-Bénin	ONG locale	28 670
Burkina Faso	Renforcement des capacités de l'association dans la gouvernance interne pour une meilleure mise en œuvre des activités des nouvelles subventions	ALAVI	Organisation à base communautaire	43 779
Burkina Faso, Guinée, Niger	Appui aux ateliers de replanification du projet CanalProjets du RAME	RAME	ONG locale	25 785
Tunisie	Appui au CCM pour la réalisation du <i>grant-making</i>		CCM	45 504
Cameroun	Appui à la capitalisation d'expérience et savoir faire d'Affirmative Action	Affirmative Action	ONG locale	75 772
	Appui à la reformulation et replanification de la deuxième phase du projet Canal Projets Treatment Acces Watch (TAW)	Positive Generation	Organisation à base communautaire	39 329
	Appui pour améliorer la planification et le suivi des interventions et des activités de Positive Generation	Positive Generation	Organisation à base communautaire	41 843
	Renforcement de capacités au sein du réseau AGCS	AGCS	ONG locale	55 502
Centrafrique	Renforcement des capacités des techniciens supérieurs de laboratoire	Laboratoire national de biologie clinique et de santé publique	Autre	122 459
Comores	Renforcer les capacités techniques de l'Agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires (ANAMEV)	ANAMEV	Autre	93 003
Congo	Appui au renouvellement des membres du CCM, à l'actualisation des documents cadres du Fonds mondial et à la mise en place d'un tableau de bord de suivi des subventions	CCM	CCM	69 942
Côte d'Ivoire	Appui technique et financier pour mener des activités à l'endroit des usagers et usagers de drogues afin de les intégrer dans la cellule familiale	Lumière du jour	ONG locale	7 245
	Appuyer le démarrage et le fonctionnement du comité de suivi stratégique du CCM	CCM	CCM	77 946
	Diagnostic organisationnel de la CECl	Coalition des entreprises de la Côte d'Ivoire	Entreprise privée	29 645
	Réaliser un diagnostic de l'intervention d'ANADER	ANADER	Autre	18 009
	Renforcement des capacités en matière de gestion et de gouvernance	Association intersyndicale	ONG locale	43 137

<i>Pays</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Bénéficiaire</i>	<i>Statut du bénéficiaire</i>	<i>Budget engagé (€)</i>
Guinée	Appui à la réalisation d'un diagnostic organisationnel pour neuf organisations guinéennes	SEV	ONG locale	63 933
Laos	Appui à la société civile dans les mécanismes de gouvernance du Fonds mondial	NPA-CC / NPA-KAP-PLWD Coordinating Committee	Sub-CCM	117 960
	Support the PR with the financial management of the HIV and TB grants for the period 2018-2020	Ministère de la Santé	Structure publique	64 974
Madagascar	Appuyer la centrale d'achats (SALAMA) dans sa démarche d'amélioration de son système d'information	Centrale d'achats des médicaments essentiels et de matériel médical	Structure publique	71 194
Mali	Renforcement des capacités et du fonctionnement du secrétariat permanent du CCM et des capacités de ses membres	CCM	CCM	126 698
Mozambique	Technical assistance to reinforce the oversight and communication capacities of the CCM	CCM	CCM	95 790
RDC	Appui à la mise en place d'un système national efficace de rétro-information entre les représentants et la société civile au CCM	CCM	CCM	45 476
	Appui à l'analyse institutionnelle du RACQJ et renforcement des capacités de l'association en gestion administrative et financière, gestion des approvisionnements et de stock, sur le suivi-évaluation des projets, en plaidoyer, en communication et en mobilisation sociale	RACQJ/SIDA	ONG locale	99 161
	Intégration du CCM dans le Comité national de pilotage du secteur de la santé	CCM	CCM	35 486
Sénégal	Appui à l'élaboration et la finalisation du PNDS III 2019-2028	Ministère de la Santé et de l'Action sociale - Direction de la planification de la recherche et des statistiques	Structure publique	44 992
	Appui à l'évaluation du PSN santé communautaire 2014-2018 et à l'élaboration du plan 2019-2023	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Structure publique	137 660
	Appui à l'organisation et à la facilitation du Forum sous-régional sur la santé communautaire	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Structure publique	49 353
Tchad	Appui à la coordination du processus d'élaboration de la nouvelle demande de financement, impliquant l'ensemble des parties prenantes et respectant les directives et procédures du Fonds mondial	CCM	CCM	88 016
	Appuyer le Tchad dans les négociations avec le Fonds mondial en vue de la signature de la subvention TB-VIH/RSS-RSC (grant-making)	SE-National Council for the Fight Against AIDS	Structure publique	105 426
Togo	Renforcement des compétences de la CAMEG Togo en matière de stockage industriel dans le cadre des travaux de réhabilitation des PRA d'Atakpame, de Kara et du Magasin central	CAMEG	Centrale d'achats	117 805

PROJETS DE LONG TERME EN COURS EN 2018

<i>Pays</i>	<i>Année de lancement</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Porteur du projet</i>	<i>Nature du porteur de projet</i>	<i>Budget signé (€)</i>
VIH/sida					
Birmanie	2015	Creation of a conducive environment for enhanced engagement of the key population to the HIV program supported by the Global Fund in Myanmar	PU-AMI	ONG internationale	1 000 000
	2018	LabMyNet : vers la réalisation du troisième objectif de l'initiative 90-90-90 en Birmanie	Fondation Mérieux	Autre	1 164 997
Burkina Faso, Burundi, RDC, Sénégal	2018	KORA-DUB pour l'amélioration des services VIH, de santé sexuelle et reproductive et des droits humains des jeunes populations clés en Afrique de l'Ouest et centrale	ANCS	ONG locale	1 979 761
Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Togo	2015	Prévention de l'infection par le VIH chez les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes en Afrique subsaharienne : faisabilité et intérêt d'une prise en charge globale préventive trimestrielle (CohMSM)	Fondation Institut Bouisson Bertrand de Montpellier	Institut de recherche/université/école	698 051
	2017	Accès à la prophylaxie pré-exposition au VIH pour les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes : étude de l'acceptabilité et de la faisabilité dans des cliniques associatives d'Afrique de l'Ouest	Fondation Institut Bouisson Bertrand de Montpellier	Institut de recherche/université/école	1 349 906
Cambodge	2017	Mobile Link – Can a theory-based SMS intervention improve the health of female entertainment workers in Cambodia and provide a reliable source of monitoring and evaluation data?	KHANA	ONG locale	648 126
Cameroun	2015	Appui à la professionnalisation des organisations à base communautaire en charge de la prévention du VIH/sida auprès des populations vulnérables du mode de transport	Moto Action	ONG locale	682 931
Congo	2016	Étude des résistances génotypiques du VIH 1 et de leurs facteurs de risque d'apparition au Congo-Brazzaville	CRF	ONG internationale	474 200
Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal	2018	L'expertise locale au service des populations clés en Afrique de l'Ouest : localiser, innover et capitaliser l'expérience pour une meilleure prise en charge du VIH chez les HSH, les TS et les UDI	ENDA-Santé	ONG internationale	971 159
Égypte, Liban, Maroc, Mauritanie, Tunisie	2018	Former, suivre, soutenir (FORSS) : mobilisation communautaire pour lutter contre le VIH en région MENA	Solidarité Sida	ONG internationale	1 878 234

<i>Pays</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Porteur du projet</i>	<i>Nature du porteur de projet</i>	<i>Budget signé (€)</i>
Géorgie	2018 Georgia Syringe Vending Machine Trial (GSVMT)	ALTGEO	ONG locale	423 620
Haïti	2015 Amélioration de la performance du dépistage du VIH en Haïti par la mise en place d'un dispositif de dépistage communautaire auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes et des travailleuses du sexe	VDH	ONG internationale	864 253
Madagascar	2017 Contribuer au renforcement des stratégies de prévention, dépistage, prise en charge et suivi du VIH/sida et de la coinfection VIH/TB, chez les populations clés : professionnels du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et usagères et usagers de drogues injectables (notamment les jeunes) et les PVVIH	MMF	ONG internationale	787 500
Mali, Niger	2016 Intervention pilote de promotion de la santé sexuelle chez les adolescents pour réduire les nouvelles infections et la mortalité liées au VIH/sida	Solthis	ONG internationale	1 538 111
Cameroun, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Tunisie	2017 Accès à des services de santé de qualité pour les populations clés	Coalition Plus	ONG internationale	1 488 599
Multipays Afrique, océan Indien	2016 Formation et Empowerment pour un accompagnement renforcé des adolescents et jeunes filles infectés ou affectés par le VIH	Sidaction	ONG internationale	770 982
RDC	2016 Programme de renforcement des stratégies de prévention, de dépistage et de prise en charge des jeunes de 10 à 24 ans, y compris les populations les plus à risque, à Kinshasa et au Nord-Kivu	MMF	ONG internationale	1 007 760
Sénégal	2016 Connecting4Life : utiliser des technologies innovantes et l'engagement des jeunes pour améliorer la santé sexuelle et reproductive	OXFAM	ONG internationale	469 708
	2016 La prévention de la résistance aux antirétroviraux chez l'enfant : programme multithématique sur trois ans dans le réseau pédiatrique international africain EVA	CRCF	Institut de recherche/ université/école	1 524 544
	2017 Inclusiph : Inclusion des personnes handicapées dans la réponse face au VIH	HI France	ONG internationale	1 448 689
Thaïlande	2015 Expanding access to HIV counseling and testing for Thai and non-Thai high-risk populations in the Public Health System	PHPT	Institut de recherche/ université/école	632 763
Ukraine	2015 Capacity Development for Quality Assured Gender Sensitive Harm Reduction Interventions	All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS	ONG internationale	994 275
	2017 Sustainable community-based solutions in HIV care	All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS	ONG locale	1 023 900
	2017 Underage, overlooked: Improving access to integrated HIV services for adolescents most at risk	AFEW Ukraine	ONG locale	990 030
Viêt Nam	2016 Saving the future - Innovative Strategies to control HIV among young people who use drugs	Centre for Supporting Community Development Initiatives in Viêt Nam	ONG locale	860 830

Tuberculose

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique	2015 Transmission investiguée des tuberculoses infantiles (TITI)	IJTLD	ONG internationale	700 000
Bénin, Guinée, Sénégal	2015 Renforcement des réponses nationales pour le dépistage et le diagnostic de la tuberculose dans deux populations à risque : les patients infectés par le VIH et les patients diabétiques	Programme national contre la tuberculose	Structure publique	1 282 501
Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mozambique	2017 Impact of systematic early tuberculosis detection using Xpert MTB/RIF Ultra in children with severe pneumonia in high tuberculosis burden countries - TB-SPEED Project (TB in Severe Pneumonia - impact of Early Detection)	Université de Bordeaux, Inserm U1219	Institut de recherche/ université/école	1 537 401
Géorgie	2016 Capacity Building for Diagnostic and Clinical Management of MDR and XDR Tuberculosis in Civil and Penitentiary Sector in Georgia in the context of new anti-TB drugs implementation and Surveillance of X/MDR-TB Transmission in Georgia	NCTLD	Structure publique	610 796

Paludisme

Birmanie, Cambodge, Laos, Thaïlande, Viêt Nam	2016 Molecular and invitro surveillance of artemisinin combination therapy (ACT) partner drug efficacy in the Greater Mekong Subregion « MIVS_ACT »	Faculté de médecine tropicale, université de Mahidol MORU/SMRU	Institut de recherche/ université/école	1 020 087
Burkina Faso, Côte d'Ivoire	2016 Gestion de la résistance aux insecticides au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire : recherche sur les stratégies de lutte antivectorielle	IRD UMR MIVEGEC	Institut de recherche/ université/école	1 539 466
Cambodge	2018 Blocking malaria transmission in forest vulnerable populations through forest malaria workers: a key for malaria elimination in Cambodia	Institut Pasteur du Cambodge	Institut de recherche/ université/école	958 836

<i>Pays</i>	<i>Année de lancement</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Porteur du projet</i>	<i>Nature du porteur de projet</i>	<i>Budget signé (€)</i>
RSS/transversal					
Bénin, Burkina Faso, Mauritanie, Niger	2018	Coopération renforcement assurance qualité des laboratoires nationaux (CORAQ-LAB)	CHMP	ONG internationale	712 984
Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Maurice	2014	Positionner six organisations de la société civile (OSC) de six pays comme acteurs de référence en gestion financière (récipiendaire principal ou sous-récipiendaire) dans la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial	Coalition Plus	ONG internationale	633 838
Burkina Faso, Mali	2017	Amélioration des compétences des personnels intervenant dans la santé dans la prévention et la prise en charge conjointe diabète/tuberculose et diabète/VIH	Santé Diabète	ONG internationale	862 523
Burkina Faso, Guinée, Niger	2018	Renforcement du suivi stratégique à base communautaire des interventions de lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée, Niger) à l'aide des technologies de l'information et de la communication	RAME	ONG locale	1 492 600
Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo	2017	Renforcement des performances de quatorze centrales d'achats membres de l'ACAME dans l'approvisionnement des produits de santé essentiels de qualité	ACAME	Structure publique	965 677
Cameroun	2018	Gouvernance, droits humains et accès aux soins : renforcement et mise en place des dispositifs/observatoires communautaires de suivi de l'accès aux soins	Positive Generation	ONG internationale	
Centrafrique	2017	Redynamisation de l'offre de formation paramédicale à Bangui et appui à la décentralisation de la formation dans la préfecture de la Mambéré Kadei	CRF	ONG internationale	1 023 810
Congo	2017	Renforcement de l'accès à des services de santé de qualité pour les jeunes filles en situation de vulnérabilité et les professionnelles du sexe à Brazzaville et Pointe-Noire	ASI	ONG internationale	497 368
Congo, Mali, Sénégal	2016	Adaptation des programmes et services de santé du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme pour les adolescent(e)s des rues	Samusocial International	ONG internationale	549 492
Côte d'Ivoire	2015	Mise en place d'un système d'information pour la mise en œuvre d'une stratégie de dépistage néonatal en routine du VIH-VHB et suivi du couple mère-enfant dans le continuum de soins à Abidjan, Côte d'Ivoire (Depistneo)	PACCI	Institut de recherche/ université/école	999 930
	2017	Amélioration de la qualité des services communautaires de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose en Côte d'Ivoire grâce à la documentation scientifique	ANCS	ONG locale	427 977
	2017	Développement de nouvelles technologies pour la surveillance du marché et de la lutte contre les faux médicaments	Nouvelle PSP Côte d'Ivoire	Structure publique	965 921
	2018	Projet de consolidation d'une offre de soins de santé adaptés, intégrés et accessibles en direction des usagères et usagers de drogues précaires et vulnérables aux trois pandémies de manière conjointe à Abidjan	MMF	ONG internationale	2 070 568
Tchad	2018	Communication sociale, TIC et médias pour le renforcement du système de santé communautaire au Tchad	RAES	ONG internationale	

RECHERCHE OPÉRATIONNELLE : PROJETS SÉLECTIONNÉS EN 2018

<i>Pays</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Bénéficiaire</i>	<i>Nature du bénéficiaire</i>	<i>Budget (€)</i>
Tuberculose				
Cambodge	Optimizing Latent TB Treatment Among PLHIV in Cambodia: Addressing Provider-Side Barriers	Institut Pasteur du Cambodge	Institut de recherche	
Cameroun, Madagascar	Évaluation de stratégies pour améliorer le dépistage et la prise en charge globale de l'infection tuberculeuse latente	Fondation Mérieux	Institut de recherche	
Viêt Nam	Zero TB Viet Nam Health economic & Operational Performance Evaluation (ZTV HOPE)	NTP et National Lung Hospital	Structure publique	

PAYS ÉLIGIBLES À L'INITIATIVE 5% EN 2019

Pays prioritaires de l'aide publique au développement française

- Bénin
- Burkina Faso
- Burundi
- Comores
- Djibouti
- Éthiopie
- Gambie
- Guinée
- Haïti
- Liberia
- Madagascar
- Mali
- Mauritanie
- Niger
- République centrafricaine
- République démocratique du Congo
- Sénégal
- Tchad
- Togo

Pays membres et observateurs de l'Organisation internationale de la francophonie et bénéficiaires de l'aide publique au développement française

- Albanie
- Arménie
- Bulgarie
- Cambodge
- Cameroun
- Cap-Vert
- Congo
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Dominique
- Égypte
- Gabon
- Géorgie
- Ghana
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Kosovo
- Laos
- Liban
- Maroc
- Maurice
- Moldavie
- Monténégro
- Mozambique
- République dominicaine
- Roumanie
- Rwanda
- Sainte-Lucie
- São Tomé-et-Príncipe
- Serbie
- Thaïlande
- Tunisie
- Ukraine
- Vanuatu
- Viêt Nam

EXPERTISE FRANCE

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

Directeur de la publication

Éric Fleutlot

Coordinateurs

Julien Dijoux, Bruno Leprêtre

Remerciements

aux équipes du département Santé d'Expertise France et aux expertes et experts et aux bénéficiaires de missions et de financements

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation et fabrication

ANIMAL  PENSANT

Crédits photographiques

Couverture : John Rae/Le Fonds mondial | P. 3 : Andrew Esiebo/Le Fonds mondial | P. 5 : Jonas Gratzler/Le Fonds mondial | P. 6 : Judith Litvine | P. 7 : John Rae/Le Fonds mondial | P. 8 : Le Fonds mondial, Aidsplan | P. 9 : Jesse Swanson/CSIS, DR | P. 13 : Expertise France | P. 15 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 16 : Julien Dijoux/Expertise France | P. 18 : Cecilia Nilssondotter Charpentier | P. 19 : Isabelle Cartoux/Expertise France | P. 20 : Cecilia Nilssondotter Charpentier | P. 21 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 22-23 : Julien Dijoux/Expertise France | P. 26-27 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 28-29 : Petterik Wiggers/Le Fonds mondial | P. 32 : Vincent Isore/Sidaction | P. 33 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 34-35 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 39 : Ambassade de France au Tchad | P. 45 : Jacqueline Papo/Le Fonds mondial | P. 46-47 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 50 : Sarah Hoibak/Le Fonds mondial | P. 53 : Cordaid RDC | P. 54 : APL+ | P. 55 : Coalition Plus | P. 57 : Rijasolo/Expertise France | P. 59 : Acame | P. 60 : Expertise France | P. 61 : Délégation de la santé Meknès | P. 62 : NNPWE | P. 63 : Unaid Egypt | P. 65 : Nacho Bonilla/Humana Films/Expertise France | P. 67 : DR | P. 68-69 : Gaël Turine/MAPS | P. 71 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 72-73 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 74-75 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 76 : Coalition Plus | P. 77 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 78-79 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 81 : Médecins du Monde | P. 82-83 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 85 : Georges Méillon/Le Fonds mondial | P. 86 : TB-Speed | P. 87 : Alliance Côte d'Ivoire | P. 88 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 91 : Institut Pasteur du Cambodge | P. 93 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 94 : Sidaction | P. 96-97 : Julien Dijoux/Expertise France

Cet ouvrage a été imprimé sur du papier recyclé par HandiPRINT

HandiPRINT est une entreprise adaptée créée en 2010.
Sur 98 salariés, 88 sont en situation de handicap.

CONTACTS

INITIATIVE 5%
SIDA, TUBERCULOSE, PALUDISME
EXPERTISE FRANCE
73, rue de Vaugirard
75006 Paris
01 70 82 70 82
www.initiative5pour100.fr
www.expertisefrance.fr
Twitter : @Initiative5PC
Facebook : @Initiative.pc



INITIATIVE 5%
SIDA, TUBERCULOSE, PALUDISME